

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

CZAR STALINE EST MORT

Un despote asiatique

R. LOUZON

L'ère des dictateurs

A. ROSMER

Retour d'une déportée

V. CARDEY

La fin du stalinisme?

P. MONATTE

A MOSCOU SOUS LENINE

A. ROSMER



Une ordure : le maître-chanteur Hauteclocque

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Six mois 400 fr.
Un an 700 fr.

EXTERIEUR
Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 71 - Avril 1953

Staline, despote asiatique	R. LOUZON
L'ère des dictateurs	A. ROSMER
Moscou en 1946 : témoignage d'une déportée	V. CARDEY
Moscou sous Lénine	A. ROSMER
Une politique ouvrière internationale est-elle possible ?	R. HAGNAUER
Une ordure : le maître-chanteur Hauteclocque	R. L.

Le Carnet du Sauvage

La fin du stalinisme ? — Le drame du syndicalisme. — Alors, André Spire ? ..	P. MONATTE
--	------------

La renaissance du syndicalisme

Les mauvaises méthodes	G. WALUSINSKI
Pour la solidarité	G. W.

Petites notes

Livres et revues

Serge N. Prokopovitch : Histoire économique de l'U.R.S.S.	Y.
Manès Sperber : La bale perdue	P. M.
Ignazio Silone : Une poignée de mûres ..	P. M.

La vie des cercles

Bulletin de Zimmerwald : La conférence socialiste de Rangoon	
--	--

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se referra le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne conjonquant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétaire ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

STALINE

DESPOTE ASIATIQUE

Dans son **Plaidoyer pour Lénine**, écrit au lendemain de la révolution d'Octobre, Georges Sorel compare l'œuvre entreprise par Lénine à celle de Pierre le Grand : il s'agit de « forcer » l'occidentalisation de la Russie. Peut-être Lénine aurait-il poursuivi cette tâche s'il n'était mort si tôt, mais il est certain que son successeur Staline en a pris exactement le contre-pied.

Retour à Ivan le Terrible

En se plaçant uniquement du point de vue russe, on peut dire que l'œuvre de Staline fut essentiellement une réaction contre Pierre le Grand.

Car « occidentaliser » un pays ne consiste pas uniquement à y importer d'Occident des « arts » (comme on disait au temps de Pierre le Grand) ou des techniques (comme on dit aujourd'hui), c'est, avant tout, asseoir la société et l'Etat sur les mêmes principes que ceux de l'Occident. L'Occident est fondé sur le principe du **Droit**, l'Orient est basé sur celui du **Despotisme**. Dans les pays de l'Ouest et du Centre de l'Europe, on gouverne, même en régime de monarchie dite absolue, « par des lois fixes et établies », ainsi que l'écrivit Montesquieu ; dans les pays d'Orient, au contraire, « le juge est lui-même sa règle ».

Or, la Russie, jusqu'à Pierre le Grand, ou peut-être plus précisément jusqu'à son père, appartenait à l'Orient, le czar y était à lui-même sa règle ; Pierre le Grand voulut, au contraire, introduire en Russie le régime du Droit. Non seulement il fit rédiger un Code, inspiré des législations française, anglaise, danoise et surtout suédoise, mais, sachant combien les mœurs du despotisme étaient ancrées dans son peuple, le grand czar du XVIII^e siècle n'hésita pas à prescrire la peine de mort contre les juges qui s'écarteraient si peu que ce soit, dans leurs sentences, des dispositions du Code (1).

L'œuvre de Pierre le Grand ne fut donc pas seulement de faire venir d'Occident des artisans et des ingénieurs, elle ne consista pas seulement à sortir la Russie de ses forêts et de ses steppes en fondant sur la mer Pétersbourg, elle résida essentiellement, tout comme celle de Napoléon, dans le fait d'avoir donné un Code à son pays.

Cependant, tandis que pour Napoléon il s'agissait simplement de substituer un nouveau régime juridique à un autre régime juridique, ce que Pierre le Grand entreprit consista à substituer un régime juridique à un régime de despotisme — tâche immensément plus difficile ! Aussi ne faut-il point s'étonner si le succès fut loin de couronner ses efforts.

En fait, toute l'histoire de la Russie depuis le mort de Pierre le Grand jusqu'à l'avènement de Staline consiste dans la lutte entre les deux principes, dans une alternance continue entre les périodes où l'on tente de « juridiser » le régime et celles qui sont marquées par un retour foudroyant du despotisme le plus barbare.

C'est ainsi qu'on assista après la mort de Pierre à la renaissance du despotisme avec Catherine, qui parlait toujours de « réformes », mais qui n'en faisait jamais,

et avec son fils Paul I^{er}, puis à la réapparition du libéralisme avec Alexandre I^{er}, qui se disait le seul républicain de son empire, jusqu'au moment où le vainqueur de Napoléon sombra dans le mysticisme de la Sainte-Alliance ; ensuite, ce fut le règne de Nicolas I^{er}, despote à cent pour cent, tandis que son successeur, Alexandre II, revint, durant toute la première partie de son règne qu'illustra la suppression du servage, à la tradition de Pierre le Grand, avant de finir sous les coups des terroristes de la **Volonté du Peuple** après qu'il l'eut abandonnée. Avec Alexandre III, qui se proclame lui-même « autocrate », et son fils Nicolas II, on retourne une fois de plus aux traditions du plus pur despotisme jusqu'au jour où, sous la pression des mouvements populaires issus des défaites de 1905 durant la guerre contre le Japon, Nicolas dut procéder à des réformes de caractère occidental, telles que l'institution d'un Parlement (douma), — réformes sur lesquelles d'ailleurs il chercha constamment à revenir jusqu'à ce qu'il soit finalement emporté par le grand mouvement bourgeois et populaire, patriote et pacifiste, et par-dessus tout « réformateur », de février 17.

C'est à ces vacillations entre l'Occident et l'Orient, entre le Droit et le Despotisme, que Staline mit un point final en instituant un despotisme total, intégral, « totalitaire », auprès duquel celui-là même de Nicolas I^{er} aurait pu paraître un régime libéral !

Dans la Russie dite « nouvelle » et qui n'est politiquement que la plus ancienne Russie, personne ne possède aucun droit, non seulement le droit de parler, mais même celui de se taire : s'abstenir d'approuver, d'approuver bruyamment, est un crime ! Aucun citoyen ne jouit d'aucune garantie : il peut être enlevé de chez lui, soumis à la torture, tué ou déporté, sans explication ! Pour assurer le pouvoir suprême et total du nouveau despote celui-ci n'hésita pas à faire massacrer, comme Ivan le Terrible, ses anciens compagnons de lutte, et à envoyer sans jugement aux travaux forcés, sous le terrible climat sibérien, des dizaines de millions d'êtres humains, ainsi que l'avaient fait, mais à une échelle moindre, tous ses prédécesseurs en czarisme.

Parfaitement conscient de sa parenté avec Ivan le Terrible, Staline a fait de lui son héros, allant jusqu'à obliger à la rétractation le grand cinéaste russe qui avait produit à l'époque de la révolution un film fameux où était traité comme il convenait l'effroyable despote du XVI^e siècle !

Staline, qui a ramené ainsi la Russie plus d'un siècle en arrière de Pierre le Grand, est la revanche de l'asiatisme russe contre le cours occidental que le grand czar du XVIII^e siècle avait tenté de faire suivre à la Russie. Loin d'être le continuateur de Pierre le Grand, il est la personification de tout ce que Pierre le Grand voulait détruire.

Il est naturel que ce retour de la Russie au despotisme total ait été l'œuvre d'un Asiatique : Joseph Djougachvili, dit Staline, né en Géorgie, c'est-à-dire en Asie, et issu, comme l'indique son nom, d'une tribu juive convertie du Caucase, qui ne pouvait provenir elle-même, selon toute vraisemblance, que des Juifs d'Arménie ou des Juifs Khozars, c'est-à-dire d'Asiatiques.

Les deux qualités que Staline a portées à un si haut degré, une duplicité sans bornes et une férocité

(1) Voir Voltaire : « Histoire de l'empire de Russie sous Pierre le Grand ».

sans égale, l'art de miner progressivement, durant des années s'il le faut, toutes les défenses dont pourrait disposer la victime qu'il a choisie, sont, en effet, des qualités éminemment asiatiques. Je doute qu'un Européen ait jamais su pratiquer le mensonge d'une manière aussi systématique et à une telle échelle.

Le triomphe du machiavélisme stalinien a consisté à entretenir jusqu'à aujourd'hui, sinon peut-être chez les Russes, tout au moins chez les prolétaires étrangers, la croyance que l'actuel régime de la Russie n'était que la continuation de la révolution d'Octobre. Par le simple fait du maintien systématique de l'ancienne façade et de l'ancienne phraséologie, en continuant à parler soviets, communisme et prolétariat, en citant à tout propos les noms de Marx et de Lénine, le nouveau czar parvint à faire croire que, dans ce pays où le travailleur est réduit à l'état de serf, pour ne pas dire d'esclave, le prolétariat est roi ; que, dans un pays où tout le pouvoir est concentré entre les mains d'un seul, où quiconque n'obéit pas aux ordres du maître est supprimé impitoyablement, c'est le peuple qui gouverne l'Etat !

Certes, Cromwell avait maintenu le mot de république tout en y exerçant, sous le titre de « protecteur », les pouvoirs d'un roi, et Napoléon fit frapper des pièces de monnaie portant à la fois les mots « République française » et « Napoléon empereur », mais ces farces ne furent que de courte durée, et ne trompèrent personne ; juste le temps de menager les transitions nécessaires.

Avec Staline, au contraire, le mensonge du pouvoir prolétarien est devenu une fiction définitive, à laquelle certainement jamais, ni Staline ni son entourage n'ont pensé mettre fin, et à laquelle croient des dizaines, peut-être des centaines de millions d'êtres, la persistance de ce mensonge étant la condition même de la continuation du régime.

Cromwell chercha à se faire couronner roi, Napoléon se fit proclamer empereur, le rusé Asiatique, lui, ne voulut jamais être que le « secrétaire » du parti communiste (2), mais en cette qualité, il exigea qu'on l'adorât comme un dieu.

La cause de l'ascension de Staline

Ce serait une erreur, pourtant, de s'imaginer que c'est seulement à sa duplicité et à sa férocité que Staline a dû son élévation. Duplicité et férocité ne sont que des armes ; elles ne portent leurs fruits que si on les met au service d'une politique, d'une politique susceptible de réussir. Or, même dans les régimes despotiques, ce sont les classes qui imposent l'histoire. Staline est devenu le czar du nouvel empire russe, parce qu'il a été **l'homme de la bourgeoisie**, l'homme de la nouvelle bourgeoisie.

En faisant table rase des anciens cadres sociaux, et en se donnant pour but de faire de la Russie une puissance industrielle du même ordre que les Etats occidentaux, la révolution bolchevique ouvrait la voie au développement et à la montée d'une nouvelle classe dirigeante, celle de **l'intelliguenzia**. **L'intelliguenzia**, c'est-à-dire tous ceux qui ne travaillent pas de leurs mains ou de leurs corps, ceux qui préparent, dirigent, « organisent », commandent ou contrôlent, directement ou indirectement, le travail des autres. Le contremaître et l'ingénieur, le policier et l'officier, le professeur et le « propagandiste », le bureaucrate et le fonctionnaire.

Or, c'est cette classe qui s'est révélée, peu après la révolution, comme la classe nécessaire, comme la classe dont la révolution était sa révolution.

Et Staline est monté avec elle, parce qu'il s'est mis à son service.

(2) Ce n'est que sur la demande pressante d'alliés, auxquels il ne pouvait alors rien refuser, que Staline finit par accepter, lors de l'évacuation de Moscou, de devenir président du Conseil des ministres.

Staline a été l'homme, non point, cela va de soi, du pouvoir des soviets, mais du pouvoir des « bureaucrates », en donnant à ce mot son sens le plus large.

Cela commença à devenir net en 1926, lorsque Zinoviev ayant réclamé dans la **Pravda** plus d'égalité entre le salaire du manuel et celui de l'intellectuel fut attaqué avec une violence extrême par Staline, réduit au silence, exclu du Comité central du parti communiste, et condamné, en un mot, à la mort politique, en attendant d'être condamné quelques années plus tard à la mort tout court. Cela eut son couronnement en 1931, lorsque dans son fameux discours du 21 juin qui annonce officiellement la mort de la révolution prolétarienne et l'avènement de la nouvelle bourgeoisie, Staline eut le cynisme de reprendre à son compte le « faux si important qu'il n'a pas d'égal » que commit autrefois Dühring à l'égard d'une phrase de Marx dans la **Critique du programme de Gotha**, faux qu'avait à l'époque longuement dénoncé Engels et qui consistait à mettre dans la bouche de Marx une apologie de l'inégalité des salaires ! (3)

A partir de ce discours et des nouvelles différenciations de salaire qui le suivirent, Staline avait partie gagnée ; il avait une classe, une nouvelle classe de privilégiés sur laquelle s'appuyer ; il pouvait dès lors tout se permettre. C'est pourquoi vont commencer les grandes « purges » qui débarrasseront le sol russe de tous ceux qui avaient tenté de réaliser une révolution prolétarienne et qui croyaient encore au socialisme.

L'arrivée au pouvoir de cette nouvelle classe a, du même coup, assuré le retour de la Russie dans le giron du despotisme asiatique.

Si, de Pierre le Grand à Nicolas II, l'Etat russe a été continuellement ballotté entre le despotisme et la liberté, ce n'est, en effet, pas tant en raison du souvenir de Pierre le Grand, qu'à cause des réclamations impérieuses, prenant souvent une forme révolutionnaire, de toute une couche de la population, qui n'était autre, précisément, que l'intelliguenzia.

Une intelliguenzia qui ne voyait alors son salut, son avenir et son développement que dans l'occidentalisation des institutions de l'Etat et qui, en conséquence, exigeait à grands cris, souvent par des actes terribles, et en s'appuyant, chaque fois qu'elle en trouvait l'occasion, sur les « masses » ouvrières et paysannes, la disparition du despotisme. Dékabristes de 1825, libéraux herzeniens de 1860, terroristes de 1880, socialistes et terroristes de 1905 ne sont que les représentants successifs de ce même mouvement. Si l'Etat russe d'alors hésitait entre l'Orient et l'Occident, entre le despotisme et le libéralisme, l'opposition des intellectuels, elle, était fixée : quelles qu'aient été ses divergences par ailleurs, son mot d'ordre commun était : A bas le despotisme ! Vive la liberté !

Or, aujourd'hui, cette intelliguenzia est nantie. Les voies se sont largement ouvertes devant elle ; elle s'est prodigieusement gonflée et elle domine le régime. Son « émancipation » est donc faite, mais, contrairement à ce qu'elle avait pensé, cette émancipation ne s'est pas réalisée par la liberté, mais par le despotisme. C'est le despotisme qui lui a assuré sa condition privilégiée, et c'est lui qui la maintient.

De ce fait, la force qui poussa la Russie, un siècle durant, dans la direction de l'Occident, a maintenant disparu. Le despotisme ne rencontre plus d'opposition. Le despotisme s'appuie non plus seulement sur lui-même, mais sur la classe dirigeante, classe actuellement encore en pleine expansion. Il a donc gagné la partie. La Russie est revenue, politiquement et socialement, au temps d'Ivan le Terrible, non pas par la simple fantaisie d'un dictateur, mais par l'habileté d'un Asiatique, mettant sa fourberie et sa fé-

(3) Voir « R. P. » de janvier 32 : **Staline faussaire**.

rocité au service d'une classe dont les conditions de domination économique sont, du fait du capitalisme d'Etat, parfaitement compatibles avec un régime de despotisme politique.

« Voyez, je vous prie, » écrivait prophétiquement Montesquieu au lendemain des réformes de Pierre le Grand, « avec quelle industrie le gouvernement moscovite cherche à sortir du despotisme, qui lui est plus pesant qu'aux peuples mêmes. On a cassé les grands corps de troupes, on a diminué les peines des crimes, on a établi des tribunaux, on a commencé à connaître les lois, on a instruit les peuples. Mais il y a des causes particulières qui le ramèneront peut-être au malheur qu'il voulait fuir. »

Une nouvelle troïka

Pour la première fois, des changements apportés dans la structure gouvernementale, ceux annoncés au lendemain de la mort de Staline, marquent une modification réelle de cette structure.

Le principe de gouvernement qui avait été jusqu'ici rigoureusement appliqué était que le « Parti » était tout. C'était lui qui, par l'entremise de son bureau politique, commandait tout le mécanisme de l'Etat. Le respect de cette règle était assuré par le fait qu'il n'existait aucun organe de direction en dehors du bureau politique du parti, ainsi que par cet autre que les postes de chefs des divers organes de l'Etat (les postes de ministres) n'étaient occupés que par des commis subalternes n'ayant pour fonction que de faire exécuter les ordres du bureau politique. La direction du gouvernement était donc tout entière entre les mains de cette puissance anonyme, le bureau politique, puissance totalement indépendante de chacun des divers services de l'Etat.

Certes, à l'intérieur du bureau politique, certains membres pouvaient s'occuper plus spécialement de ce qui regardait tels ou tels ministères, ce qui regardait, par exemple, les ministères de la police ou ceux de l'armée, mais ils n'étaient ni les chefs de la police ni les chefs de l'armée, et leurs ordres ne parvenaient à ces organismes qu'après avoir été entérinés par le bureau politique dans son ensemble, et transmis par le bureau politique agissant comme un tout.

Avec la nouvelle organisation, il n'en est plus de même.

En premier lieu, à côté du præsidium du parti, nouveau nom du bureau politique, composé de dix membres, on a institué un præsidium restreint composé de cinq de ces dix membres ; or, point capital, ce præsidium n'est plus un organe du parti, mais un organe gouvernemental, le præsidium du Conseil des ministres. Il est probable que c'est ce præsidium restreint qui assurera, en fait, la direction politique générale. Or, bien qu'il soit composé exclusivement de membres du parti et exclusivement même de membres de son bureau politique, il est significatif que la direction de l'Etat sera désormais entre les mains, non plus d'un organe représentant le parti, mais d'un organe représentant le gouvernement.

L'autre innovation est encore plus grave. A la tête des ministères les plus importants sont installés, non plus des commis chargés d'exécuter les ordres, mais de véritables chefs, ceux-là mêmes qui participent directement à l'élaboration de la politique, ceux-là mêmes qui commandent l'Etat au nom du Parti. C'est Béria lui-même qui prend officiellement la direction de la police, et c'est Boulganine lui-même, membre du præsidium du parti et du præsidium du Conseil des ministres, qui occupe le ministère de la Guerre.

Là est le grand changement ; j'allais écrire la révolution. Car, du fait qu'elle va avoir à sa tête l'un des chefs de l'Etat, la police est presque promue au rang d'institution indépendante ; du fait qu'elle va avoir de même à sa tête un autre des chefs de l'Etat, l'armée est, elle aussi, presque promue au rang d'in-

stitution indépendante. Béria pouvait, au sein du bureau politique, s'occuper tout spécialement des questions de police, il n'était point le représentant de la police au sein du bureau politique, mais, tout au contraire, le représentant du bureau politique auprès de la police ; maintenant qu'il est devenu ministre de la Police, il devient au contraire, et deviendra de plus en plus, par la force des choses, le représentant de la police au sein du præsidium ; la police est donc désormais représentée directement dans la plus haute instance de l'Etat alors que précédemment aucune institution de l'Etat, pas même elle, n'y avait accès.

De même pour l'armée, ce qui est encore, peut-être, plus important.

Ainsi, la nouvelle réorganisation semble poser les prémices d'une diminution du rôle du parti dans les affaires de l'Etat. Certes, le parti occupe toujours le pouvoir, mais si l'organisation actuelle se prolonge, son pouvoir sera de moins en moins exclusif, il devra le partager avec le M.V.D. et l'armée.

Au lendemain de la mort de Lénine, il s'était formé au sein du bureau politique ce qu'on appela alors la « troïka », du nom du vieux traîneau russe à trois chevaux ; c'était une coalition de trois hommes, Staline, Zinoviev et Kamenev, faite pour s'assurer le contrôle du bureau politique (alors composé seulement de sept membres) et, par suite, de l'Etat.

Aujourd'hui, l'Etat russe se présente comme s'appretant à être gouverné de nouveau par une troïka, composée de Malenkov, Béria et Boulganine, mais tandis que la troïka des années 20 n'était qu'un groupe d'individus luttant contre un autre individu (Trotsky), l'actuelle est composée, beaucoup plus que de trois individus, de trois services de l'Etat : la police, l'armée, et le parti, ce dernier représentant l'ensemble de la population civile, ou plus exactement sa fraction dirigeante, notamment les techniciens. C'est la troïka du flic, de l'officier et de l'« économiste », c'est-à-dire de chacune des trois principales catégories de l'intelliguenzia.

Dès lors, la grande question qui se pose aujourd'hui est celle-ci : la troïka Staline, Zinoviev, Kamenev s'est dissociée rapidement, dès que le but précis pour lequel elle s'était constituée, l'élimination de Trotsky, eut été atteint ; la nouvelle troïka, police, armée, parti, est-elle appelée elle aussi à se dissocier rapidement, pour ne laisser que l'un des trois organes omnipotent, toute comme la dissolution de l'ancienne troïka amena finalement l'un de ses membres à l'omnipotence ?

C'est là une question à laquelle il est très difficile, sinon impossible, de répondre. D'une part, parce qu'il faudrait pouvoir apprécier beaucoup mieux qu'on ne saurait le faire de l'extérieur les forces respectives des trois organismes, ensuite parce qu'il se peut que ces forces soient appelées à varier considérablement, chacune par rapport aux autres, dans un proche avenir, en fonction de certains événements, tels qu'une guerre par exemple.

Si les trois catégories de l'intelliguenzia que représentent les trois institutions sont présentement en équilibre de forces, et si cet équilibre persiste, la troïka peut se maintenir longtemps. Par contre, si l'une d'elles est en mesure, ou se croit en mesure de s'assurer le pouvoir à elle seule, on assistera à des luttes d'une tout autre ampleur que celle qui mit aux prises Staline et ses anciens coassociés, puisqu'il s'agira non plus d'une simple rivalité d'individus, mais d'un conflit entre les divers corps constituants de l'Etat.

Staline put facilement se débarrasser de Trotsky et des vieux bolcheviks parce qu'ils ne représentaient plus rien. Ces hommes avaient cherché à faire une révolution prolétarienne, et ils n'étaient point de ceux qui pouvaient accepter de prendre le contre-pied du chemin qu'ils s'étaient tracé. Leur seul point d'appui ne pouvait donc être que le prolétariat. Or dès le

début des années 20, et tout particulièrement depuis Cronstadt, le prolétariat russe avait démissionné ; une seule classe demeurait en selle : l'intelligenzia ; en tant que champion de celle-ci, Staline avait donc la voie entièrement libre.

Aujourd'hui, par contre, il est bien évident que les techniciens n'ont pas démissionné, que le M. V. D. n'a pas démissionné, et l'état-major non plus. Ce sont trois groupes qui sont tous trois présentement en pleine vigueur. Aucun d'eux n'acceptera donc la suprématie d'un autre sans une lutte à mort.

« Le principe du gouvernement despotique », dit Montesquieu, « se corrompt sans cesse parce qu'il

est corrompu par sa nature ». La mort de Staline amènera sans doute le développement de cette corruption.

R. LOUZON.

P.S. — Le départ de Malenkov du secrétariat du parti communiste, seconde phase de la réorganisation gouvernementale, confirme le fait que le parti n'a plus le monopole de l'Etat. N'étant plus secrétaire du parti, Malenkov pourra plus facilement se présenter comme l'arbitre entre les trois forces : parti, police et armée.

L'ÈRE DES DICTATEURS

Mussolini, Hitler, Staline... La période qui a suivi la première guerre mondiale a été singulièrement favorable à l'écllosion des dictatures. La guerre s'était développée tout autrement que ne l'avaient prévu gouvernants et chefs militaires ; elle laissait les peuples d'Europe saignés, ruinés, désespérés devant l'étendue du désastre. La bourgeoisie, consciente ou non de sa responsabilité, n'avait plus confiance en soi ; les poussées révolutionnaires s'étaient arrêtées à mi-chemin, la classe ouvrière n'était pas moins démoralisée.

Mussolini et Hitler trouvèrent une issue temporaire à cette crise profonde en exaltant les revendications nationales tandis qu'une démagogie alliée à une répression barbare réussissait à contenir l'action des travailleurs. L'un et l'autre eurent à bâtir leur mouvement en partant de groupes minuscules. Staline a, avec eux, des traits communs : régime policier et totalitaire, mais l'homme est très différent comme est différente la situation russe. Il aura réussi mieux qu'eux sa vie et sa mort ; alors qu'ils ont payé pour leurs crimes, il disparaît dans une apothéose. Les gens qu'il livra, en 39, aux hordes hitlériennes seront pressés à lui tresser des couronnes, le salueront comme leur sauveur. Même si on fait la part des conventions sociales, les oraisons funèbres ont pris un ton inconcevable. Sa légende aura été si amplement développée durant sa vie que les historiens qui étudieront son cas se trouveront devant une tâche difficile : comment un tel homme aura-t-il pu s'élever si haut ? Ce ne sont pas ses écrits ni ses discours qui les aideront.

Il était le plus froid et le plus cynique des calculateurs. Dans le moment même où il signait un traité il imaginait les moyens de le violer. Pendant la guerre « antifasciste », il sera d'abord l'allié de Hitler — et aussi longtemps que Hitler y consentira ; puis de l'Angleterre et de l'Amérique ; l'allié de Tchiang Kai-chek pendant toute la durée de la guerre, et celui du Japon jusqu'aux dernières semaines des opérations militaires. Il se sera finalement inséré, allié malgré lui, dans le camp qui doit emporter la victoire. Le triomphe de ce qu'on appellera son « réalisme ».

Avant de devenir seul maître — et demi-dieu — il n'est rien que le membre le plus ignoré du cercle dirigeant du parti communiste russe, et aussi le plus insignifiant : une « médiocrité », une « nullité sans pittoresque », dit Ivan Nikitch Smirnov, qui l'a vu de près, en déportation et aux armées ; un « politicien provincial », pour Kamenev, pendant un temps son associé contre Trotsky. Cette opinion qu'on a généralement de lui le favorise ; elle contribue à lui laisser toute latitude pour préparer son ascension.

A partir de quel moment a-t-il pu imaginer qu'il pourrait être, un jour, le maître ? Lénine tenait son autorité — qui, à la fin de sa vie, était grande — de ses capacités personnelles et de son apport à la révolution. Encore dut-il plus d'une fois batailler pour faire admettre ses vues. Où Staline puiserait-il la sienne ? Certainement pas dans son rôle avant, ou pendant, la révolution.

Lénine devait rompre totalement avec lui, avec l'homme comme avec le membre du parti, dans les derniers mois de sa vie consciente. Mais c'est lui qui en avait fait un leader du parti. Si la part de la légende qui montre Staline constamment au côté de Lénine, son collaborateur et disciple le plus proche, est pure invention, il reste vrai que Lénine ne cessa, jusqu'à la rupture, de le protéger et de le pousser. Il faut bien chercher pourquoi. Parmi les mobiles qui déterminèrent Lénine à agir de la sorte, il est permis de supposer qu'une sorte de reconnaissance pour la participation de Staline aux « expropriations » se place au premier rang. Le parti, c'était la vie même de Lénine. Toute son activité était centrée sur l'existence du parti, sur son développement, son fonctionnement, combinant les doubles tâches de rédaction et d'administration. Il n'avait pas besoin d'argent pour lui mais il en fallait pour maintenir les liaisons, éditer journaux et brochures, les faire passer en Russie. Les « expropriations » alimentaient la caisse. Cela conduisait Lénine à les défendre contre la majorité du parti, et à voir en Staline un exécutant toujours prêt à accomplir une tâche par n'importe quel moyen. En tout cas, c'est un fait que Staline ne fut pas élu au comité central du parti, mais coopté sur proposition de Lénine, et que c'est encore Lénine qui le voulut au Bureau politique et, enfin, l'installa au secrétariat du parti en 1922.

D'autant plus significative fut la rupture, d'autant plus grave pour Staline la menace qu'elle comportait. Attaqué et dénoncé devant un congrès par Lénine dont il avait trahi la confiance, son sort était réglé ; il était fini politiquement, condamné à végéter dans un emploi subalterne. Si nous prenions modèle sur ses historiens, nous n'hésiterions pas à affirmer qu'il a hâté la mort de Lénine. Dans son étude, Trotsky a apporté sur ce point une information particulièrement importante qui ne permet pas de conclure mais autorise à poser la question. On aura sans doute un jour la réponse, bien que la hâte mise par Staline à supprimer les hommes qui savent trop de choses ne facilite pas la découverte de la vérité.

Le secrétariat du parti communiste russe est une institution d'extrême importance ; en fait, il dispose de tous les membres du parti. Staline

l'utilisera à des fins personnelles : il place ses hommes aux postes de commande, élimine les douteux. Zinoviev, avec son entreprise de « bolchévisation » des partis et les congrès d'unanimité, lui enseigne l'art de manipuler les sections de l'Internationale communiste. Dès lors, il n'a besoin que de temps et ici il ne lui est pas nécessaire d'emprunter ; il sait patienter aussi longtemps qu'il faut pour désarmer sa proie avant de foncer sur elle.

On parle parfois de sa politique, d'un marxisme-léninisme. Il n'en a pas. La « ligne » qu'il impose dessine constamment un zigzag, de positions d'extrême droite à d'autres d'extrême gauche. Quand, après avoir éliminé Zinoviev et Kamenev, il s'appuie sur la droite, il accuse l'opposition de négliger et sacrifier les paysans. Mais quand il voudra liquider la droite, il n'hésitera pas, lui, à les affamer pour les contraindre à prendre le chemin des kolkhoses. Aucun principe. Des décisions prises uniquement pour désarmer et abattre une opposition : donc, jamais justes, mais toujours marquées par le mépris de la vie humaine, une cruauté de despote oriental. La collectivisation de l'agriculture se réalisera sur des millions de cadavres.

Les « procès de Moscou » accentuent les traits spécifiques du stalinisme. Ce n'est pas assez d'envoyer, l'un après l'autre, les compagnons de Lénine au bourreau ; il faut les contraindre à la plus écœurante des dégradations publiques.

Autour des années trente, le zigzag a porté le stalinisme à l'extrême gauche ; c'est l'époque du « classe contre classe », de la « politisation des grèves ». Puis, brusquement, c'est le front populaire. Revirement provoqué par la puissance ascendante de l'Allemagne. Malgré ses fanfaronnades, Staline est inquiet ; il est trop exactement renseigné pour pouvoir se faire des illusions sur les forces militaires qu'il pourrait opposer à Hitler. Par la tactique du front unique, la Russie sortira de l'isolement, elle poursuivra systématiquement le regroupement des nations démocratiques, mobilisera, dans toute l'Europe, de grandes masses « contre la guerre et le fascisme » ; elle permettra aux staliniens de s'introduire dans les ministères, de placer leurs agents dans toutes les administrations publiques. Jusqu'à quel point cette tactique servira la politique russe, on le constatera en suivant le développement de la guerre civile d'Espagne ; quand sera publié le livre d'un ancien staliniens espagnol, Jesus Hernandez, « J'étais un ministre de Staline », on aura des repères précis. A Hernandez qui l'interrogeait anxieusement, demandant pourquoi la Russie ne faisait que des envois d'armes insuffisants pour emporter la décision, Duclos répondait : « L'Union soviétique craint que si elle envoyait trop d'armes aux républicains espagnols, elle alarmerait les gouvernements de Paris et de Londres avec lesquels elle veut conserver des relations. » Et il ajoutait que c'était l'ambassadeur russe à Paris qui lui avait donné cette explication de la politique russe. D'où Hernandez conclura que Moscou n'était ni en faveur de la République espagnole ni contre elle, mais simplement pour Moscou. L'Espagne n'était rien de plus qu'une carte aux mains des diplomates soviétiques.

★

Vais-je maintenant discuter de stratégie ? Pourquoi pas ? C'est le domaine où la légende est le plus dense, et certains l'entretiennent qui n'ont, pas plus que moi, compétence particulière en science militaire. Il semble que le succès final fasse tout oublier et justifie tous les moyens employés pour l'atteindre. Au reste, je me bornerai à rappeler des faits.

Dans le déclenchement de la guerre, le « réalisme » de Staline triomphe. Il fait se battre fascistes et antifascistes, se met hors du jeu et reçoit de Hitler, en récompense, une partie de la Pologne. Grande victoire, conquête réalisée sans combat ; d'autant plus que la propagande stalinienne fait croire que l'armée russe contient l'avance et l'occupation allemande alors que le partage de la Pologne a été réglé selon des dispositions secrètes annexées au pacte du 23 août 39.

Jusqu'au 22 juin 1941, Hitler aura la possibilité de renforcer considérablement ses positions ; mais, dans cette période, la Russie l'imitera, continuera à annexer des territoires, et, sauf dans le cas de la Finlande, toujours aussi sans avoir à se battre : ce sont, d'abord, les Pays baltes, puis la Bessarabie ; une rectification avantageuse de frontière du côté de la Finlande et l'acquisition d'une base dans le golfe de Finlande. En même temps, elle se garantit à l'Est par un pacte de non-agression signé avec le Japon le 13 avril 1941.

Cette période de facile conquête prend fin brusquement quand Hitler, vaincu par la résistance britannique, se retourne contre son partenaire, l'attaque, enfonce le front russe sur toute son étendue. Cinq mois après, les armées allemandes sont devant Léninegrad, Moscou, occupent Rostov, isolant la Crimée.

Dans ce premier temps, la stratégie de Staline n'a certainement pas fait merveille ; elle se traduit par d'immenses territoires perdus et d'immenses pertes d'hommes. Qu'il ait mis à la tête des trois secteurs du front des incapables notoires comme Vorochilov, Boudienny et Timochenko ne peut être considéré que comme une circonstance aggravante. Comment sortira-t-il de cette situation certainement alarmante ? Il trouvera, pour lui permettre de s'en dégager, des alliés de différentes sortes mais tous puissants :

La mégalomanie de Hitler qui a imposé aux généraux allemands un plan trop ambitieux ;

Le général Hiver : les soldats allemands n'ont pas reçu l'équipement indispensable pour tenir pendant les grands froids ;

La barbarie hitlérienne qui retourne contre les occupants les populations russes qui les ont accueillis en libérateurs.

L'aide de l'Amérique, qu'il n'est pas inutile de préciser si on veut se rendre compte du rôle qu'elle a pu jouer dans la défaite allemande sur ce front : 2.000 locomotives, 375.000 camions, 52.000 jeeps, environ quatre millions de pneumatiques, 35.000 motocyclettes, 415.000 appareils téléphoniques, quinze millions de paires de bottes, quatre millions de tonnes de produits alimentaires, des machines-outils pour cinq cents millions de dollars, des matières premières pour deux milliards et demi de dollars. A quoi il faudrait ajouter l'aide fournie par l'Angleterre qui, elle, n'avait pas de surplus, ne pouvait prélever que sur son nécessaire, et dont les convois devaient suivre une route infestée de sous-marins.

Ces chiffres dispensent d'insister sur l'importance de l'aide reçue par la Russie, mais ce qu'il faut encore indiquer c'est l'influence qu'elle a sur le moral des combattants. Celui des Russes, qui savent maintenant qu'ils ne sont pas seuls, est porté au plus haut, tandis que chez les Allemands, ce sera un déclin constant. Le front russe deviendra, pour eux, un cauchemar. La population allemande, que l'échec contre l'Angleterre inquiétait déjà, entrevoit maintenant la défaite. Quand Hitler lancera sa deuxième attaque, ramassée cette fois sur un seul point, il sera trop tard.

De même que la première guerre mondiale était virtuellement finie et la décision connue du jour où l'Amérique fut capable d'amener 300.000 hom-

mes par mois en Europe — ce que Ludendorff se hâta de reconnaître en demandant un armistice — la seconde aurait pris fin dès que l'industrie américaine de guerre produisit à plein et put s'assurer la maîtrise des routes maritimes, si deux raisons ne s'étaient opposées à la même conclusion : d'une part, la formule absurde de Roosevelt : reddition sans condition, qui livrait toute l'Allemagne à Hitler ; de l'autre, l'hystérie hitlérienne voulant, dans la défaite, un dénouement de crépuscule des dieux. Ce qui reste incontestablement en propre à Staline, comme stratège, ce sont les millions de morts de soldats russes des premiers mois de la guerre ; des officiers allemands disaient alors leur écœurement d'une guerre qui n'était qu'une boucherie, les soldats russes étant conduits par leurs chefs comme moutons à l'abattoir.

Si la légende s'emploie à fabriquer un génial capitaine, elle reste discrète sur le négociateur. C'est cependant là que Staline l'emporte ; le succès lui est aisé car il trouve devant lui un partenaire prêt à tout lui accorder. Téhéran et Yalta sont certainement deux victoires staliniennes. C'est le moment de constater que le sort aura été par deux fois favorable à Staline ; qu'il aura été tiré à deux reprises de situations également critiques dans des conditions semblables : par la mort de deux hommes qui, après avoir eu confiance en lui, s'aperçoivent qu'il les trahit. Lénine est terrassé au moment où il se prépare à exécuter Staline, publiquement, devant le congrès du parti. Roosevelt, qui a placé toute sa mise sur la loyauté de Staline, n'a qu'à peine le temps, avant de mourir, de signifier quelques protestations énergiques quand il voit la manière dont Staline applique les décisions communes de Yalta où cependant d'étonnantes concessions lui ont été faites pour acheter sa participation à la guerre contre le Japon.

Si bien que Staline ait façonné Malenkov, il n'aura pas réussi à lui assurer la domination

sans partage, pas plus qu'à imposer à ses successeurs le programme et la distribution des rôles qu'il avait établis. Ceux qu'il évinçait, reléguait au second plan après les avoir souvent rudoyés grossièrement de son vivant, ont refusé de reconnaître le dauphin. Ils se sont rassemblés contre lui, ont imposé une sorte de direction collective où les différentes castes de la société russe d'aujourd'hui ont leurs représentants et à l'intérieur de laquelle se formeront des clans en lutte l'un contre l'autre jusqu'au jour où le nouveau dictateur s'imposera, car les régimes policiers et totalitaires ne s'accommodent pas d'une direction collective.

Les successeurs sauront-ils, pourront-ils être aussi « pacifistes » que Staline, c'est-à-dire diriger leur activité et leur propagande de façon à attiser tous les conflits, à en provoquer, exaltant et excitant tous les chauvinismes en faisant voler des colombes ? Ce qu'il y avait de démoniaque dans la ruse stalinienne n'était pas transmissible, et déjà leurs allusions à la panique, leurs appels à la vigilance, à l'unité soulignent un état indéniabla d'insécurité. Les satellites ne vont-ils pas chercher à profiter de cette sorte d'interregne pour secouer le joug, et refuser de se laisser plus longtemps dominer et dépouiller ? Mao Tsé-toung consentira-t-il désormais à n'être que le second qu'on manœuvre selon les convenances de la politique d'intérêts russes ?

De l'autre côté, les « libérateurs » de Burnham et les « guerriers psychologiques » — si pauvres psychologues ! — d'Eisenhower pourraient être tentés d'entrer en action. Pour le moment, on s'observe, on attend que l'adversaire se découvre. Il s'agit d'équipes nouvelles qui ne savent pas comment établir une prise de contact, et redoutent surtout de donner une impression de faiblesse. Tout cela ne serait pas sans danger s'il n'existait pas toujours des freins assez puissants pour retenir les uns et les autres. — A. R.

MOSCOU EN 1946

TÉMOIGNAGE D'UNE DÉPORTÉE

L'auteur de ce document, V. Cardey, est une ancienne communiste d'origine allemande. Réfugiée en U.R.S.S. après l'avènement du nazisme, elle fut arrêtée en 1938 et envoyée dans un camp de concentration à Kolyma, à l'extrémité nord-est de la Sibérie.

Après huit ans de camp elle fut libérée, revint à Moscou et fut autorisée à rentrer en Allemagne.

Son témoignage a été publié dans l'organe menchevik de Paris, le Courrier socialiste, en août 1952.

Le Cercle Zimmerwald, qui place parmi ses principales préoccupations la recherche d'une information véritable, a jugé intéressant de faire traduire et de publier ce témoignage humain.

Dans mes vieux papiers, j'ai trouvé ma lettre non envoyée à un ami, ancien déporté comme moi. Mais il n'avait pas eu ma chance incroyable d'en revenir ; aussi, maintenant, continue-t-il à travailler à Kolyma comme « salarié volontaire ». Ma lettre, écrite à Moscou, est datée du 15 octobre 1946. La voici :

Mon cher ami,

Il y a déjà deux semaines que je suis à Moscou. Je pense qu'il est temps de faire le bilan de mes

impressions. Moscou est belle, majestueuse, unique et, sans doute, adorée. Te souviens-tu ? Nous avons pensé qu'après tout ce que nous avons vécu et souffert, nous ne pourrions plus l'aimer, que tout serait fini. Mais, déjà, à mi-chemin du retour, j'ai senti en moi un changement ; c'était la nostalgie de Moscou, et le désir de n'aller qu'à Moscou.

Enfin m'y voici ; je parcours les rues, je vais en métro, en trolleybus. La ville s'est agrandie pendant les années que nous avons passées dans le camp de concentration. Elle a beaucoup changé : les rues sont larges, les moyens de transport sont excellents, les hommes et les femmes élégants. Sa vie bruyante ne présente plus le caractère chaotique qui existait pendant la première « quinquennale », quand les rues étaient plus étroites, qu'il n'y avait pas de métro et qu'on entendait partout les sonnettes des tramways. Maintenant il n'y a plus de tramways au centre de la ville ; les trains du métro, les beaux autobus tout neufs, les grands trolleybus de différentes couleurs à un ou deux étages se suivent toutes les deux minutes. Beaucoup d'automobiles glissent silencieusement sur les pavés lisses et goudronnés de ce centre brillant.

Les restaurants et les cafés sont remplis de gens

heureux et gais, tous bien habillés. Est-ce que ce n'est pas beau ? Nous avions une telle nostalgie de la vie bruyante des grandes villes, des rives de la Moscova, des tours du Kremlin et des sapins sombres au pied de ses murs, et du mausolée d'Iltch sur la Place Rouge. La voici cette Place Rouge à laquelle nous avons pensé avec angoisse pendant les premiers mois de la guerre, quand nous étions si loin au bord de la mer d'Okhotsk. La pensée que la botte fasciste pouvait se poser sur elle, que le drapeau rouge flottant sur le Kremlin pouvait être arraché nous faisait trembler. Cette chère place, déserte et majestueuse, s'étend devant mes yeux. Le peuple l'a bien défendue, elle est restée la nôtre de même que Moscou, que tout le pays. Est-ce la nôtre ?...

En regardant cette place, en regardant tout Moscou, j'ai eu l'impression d'avoir rencontré, après de longues années de séparation, l'homme que j'avais aimé passionnément autrefois. Physiquement, il me paraît encore plus beau, il m'est encore plus cher, mais dès notre premier entretien je sens le froid qu'il exhale. Il lui manque quelque chose, il n'y a aucun contact entre nous. Il ne m'aime plus, il n'a plus besoin de moi. Il est devenu étranger pour moi, je ne le comprends pas. Il me semble que malgré toute sa beauté extérieure, il n'a ni cœur, ni âme, ni sentiments. Peut-être qu'il ne les a jamais eus. Autrefois je ne le remarquais pas. Mais maintenant je le sens et j'en suis bouleversée. Cette belle, bruyante et étincelante capitale n'est plus la nôtre et nous ne sommes plus siens.

Nous n'avons rien à faire ici.

Tu comprends, ce n'est pas parce qu'on est mal accueilli ou qu'il n'y a pas d'amis et de connaissances. J'ai encore beaucoup d'amis, même de très bons amis de ma vie d'autrefois qui sont restés à Moscou. Ils nous reçoivent maintenant, nous autres anciens déportés, avec une cordialité particulière. Ils nous offrent le thé, ils nous proposent de passer la nuit chez eux. Personne ne nous tourne le dos, personne n'a peur de nous. La guerre leur a désappris de craindre des risques pareils. Mais c'est tout ce qu'ils peuvent nous donner. Cela s'explique par le fait que tous ces anciens amis et connaissances sont maintenant aussi un peu « hors d'affaire ». Les autres sont maintenant les maîtres, ils sont inconnus pour nous, plus jeunes certainement, et tout à fait d'un autre genre...

Ma lettre s'arrête ici... Je l'ai mise au fond de mes papiers, elle y est restée sans être envoyée. Que pouvais-je écrire à mon ami sur les nouveaux maîtres de Moscou ? Sur ces fonctionnaires élégants, chez qui la volonté de faire carrière, de gagner beaucoup d'argent, d'avoir une automobile a remplacé la parcelle d'idéalisme qui vivait « dans les cœurs des anciens », même déjà corrompue par le pouvoir ! Pourtant, j'avais écrit beaucoup plus dans cette lettre qu'une ancienne déportée aurait osé dire. Et tout ce que j'ai vu ensuite pendant les semaines et les mois de mon séjour à Moscou — avec mes yeux devenus scrutateurs — convenait encore moins pour une lettre destinée à Magadan. Je ne me suis décidée de faire le bilan de mes impressions qu'après des années, alors que j'étais à l'étranger.

★

Deux mois avant le 17 août 1946, après huit ans de ma vie à Kolyma, j'y faisais mes adieux. Quand, après une longue attente, on nous eut enfin permis de monter sur le bateau, tout nous sembla irréel, comme si tout cela se passait sur l'écran du cinéma. L'habituel brouillard couvrait la baie : de temps à autre seulement en surgissaient les sommets des volcans. Quel sera le bonheur incroyable

de ne plus les voir ! pensais-je. Mais je percevais encore très faiblement ce bonheur.

Notre bateau, pareil à tous les bateaux de cargaison qui circulent entre le « continent » et la baie Natchaev, était dégoûtant. Dans nos vêtements de déportés, espèces de haillons, nous faisons queue sur le pont pour avoir de l'eau bouillante. Le vent froid qui souffle de la mer d'Okhotsk, même au mois d'août, nous faisait trembler. Le même froid et l'humidité dans la cale obscure. Les visages gris et non rasés, la misère étaient les traits saillants de cette masse humaine sur la voie du retour. Cet aspect était déjà décourageant, même si on ne tenait pas compte des casquettes couleur framboise appartenant aux membres du N.K.V.D. qui surgissaient de temps à autre sur le pont du bateau. Les longues années d'esclavage continuaient à peser sur nous. La sensation du bonheur était si inaccoutumée qu'elle ne pouvait encore se refléter sur nos visages. Même les enfants des invalides qui se trouvaient parmi nous, et que Kolyma laissait généreusement partir pour ne pas les nourrir, ne jouaient pas gaiement et librement comme jouent les enfants de leur âge.

Soudainement, tout a changé. Je ne sais pas comment cela s'est produit. Mais à un certain moment nous avons franchi une frontière psychologique, et le sentiment du bonheur a atteint notre conscience. Peut-être le soleil nous a-t-il aidés. La mer s'est calmée. Son étendue, son calme et son éternelle beauté, joints à la chaleur, nous réchauffèrent. Nous sentîmes tous l'odeur du « continent ».

Continent et liberté ! Seule une jeune orpheline née dans ce pays, qui pleurait en quittant Pouchaev, ne pouvait pas nous comprendre : les volcans de Kolyma étaient son pays natal, et elle n'était pas responsable de ce qu'on en avait fait le synonyme du chagrin, de la malédiction et de la mort.

Le bateau allait vers le continent. Nous le comptions enfin, nous autres, peu nombreux et les plus dangereux des esclaves que Kolyma crachait hors d'elle. Les enfants se mirent à courir, à crier, à faire du bruit. Les adultes commencèrent à sourire, et une lueur d'espoir apparut dans leurs yeux éteints, sur les visages émaciés.

★

Notre bateau ne nous amena pas à Vladivostok, d'où il y a plus de 8 ans, nous fûmes envoyés à Kolyma. Depuis longtemps la base de Nakhodka qui se trouve à 200 kilomètres de Vladivostok est devenue le port de transit pour Kolyma. Cette baie de la mer du Japon pourrait être tout à fait charmante. Elle est tout indiquée pour les stations balnéaires, les villages de pêcheurs, les sanas pour les enfants. L'air tiède et doux, d'un côté les rochers verdoyants, de l'autre la mer bleue. Tout cela est en contradiction si criarde avec la misère de cet endroit que j'en ai eu le cœur serré. Dans la baie de Nakhodka se trouvent surtout les camps pour les invalides et les camps de transit. La famine, les maladies et la mort règnent au bord de cette nappe bleue. Un peu honteux de notre rare chance, nous qui sommes sur la voie du retour, nous étions installés, derrière le village, dans les tentes, vides, en attendant notre transfert.

Le « goulaç » (principale administration des camps) envoyait les anciens déportés qui avaient reçu pour quelque raison importante la permission de quitter Kolyma dans les endroits peu éloignés des lieux de leur départ, mais au moins à 100 kilomètres d'une grande ville ou de la frontière. Pour cette dernière étape le « goulaç » leur donnait des places gratuites dans les wagons de marchandises et une ration sèche pour le terme supposé du voyage : du poisson salé, du sucre et du pain.

Un train d'après-guerre, nommé le « 500 », de-

vait nous servir de moyen de transport. Autrefois, ce type de train s'appelait « Maxime-Gorki ». Beaucoup de ces « 500^e » roulaient en ce temps-là sur les rails de l'Union Soviétique (1). Les deux mobilisés, les invalides revenaient chez eux. Les villages entiers partaient à la recherche des meilleurs endroits pour s'y installer. Dans ce torrent humain note « 500^e » différait beaucoup des autres.

Nous comprimes bientôt que nous revenions non seulement de Kolyma, mais d'un autre siècle. Nous avions l'air d'être tombés de la lune dans un autre pays qui se remettait après la guerre. Le « continent » était tout à fait étranger pour nous, et nous étions pour lui un terrible fantôme. Je n'oublierai jamais l'expression des visages des soldats, qui revenaient du front japonais ; leur train était à côté du nôtre sur les voies de garage :

— D'où venez-vous, petits frères ? nous demandèrent-ils.

— De Kolyma, leur répondimes-nous gaiement, et tout de suite nous comprimes qu'ils ne savaient pas où cela se trouvait et quel était ce pays. Pourtant nous étions non loin du littoral, près de Tchita, je crois.

« De l'autre bout du monde », ajouta quelqu'un de nous pour expliquer.

Un des soldats chuchota quelque chose à d'autres, et ils se turent, ayant compris.

— Déportés ? nous demandèrent-ils à voix basse.

— Non, nous sommes maintenant libres, nous retournons chez nous, fut notre réponse.

Mais de leur côté nous ne trouvâmes pas de réponses à notre joie. Des soldats nous dévisageaient avec une curiosité compatissante, mêlée d'effroi. Nous comprimes qu'ils désiraient nous interroger sur la cause de notre déportation et les conditions de notre vie là-bas, — mais la peur leur serrait la gorge. De plus en plus, ils se groupaient devant leurs fenêtres en nous regardant en silence, comme si nous étions des Martiens. Mais un officier arriva et leur donna l'ordre de s'éloigner des fenêtres. Cette brève rencontre était suffisante pour comprendre quel serait notre retour.

Oui, le « 500^e » de Kolymtchanis différait beaucoup des trains ordinaires de ce genre.

Non pas à cause de ce que nous étions mal habillés, plus pauvrement que les autres voyageurs. Pendant notre parcours à travers tout le pays, nous apprimes combien notre patrie s'était appauvrie. Les anciens déportés les plus débrouillards enlevaient leurs derniers maillots de corps, pouilleux et déchirés pour s'acheter les « délices » du continent qu'ils n'avaient pas vus depuis longtemps, — et les paysans accourus aux arrêts inattendus de notre convoi achetaient ces guenilles avec joie. Les chaussures américaines (une partie de l'aide américaine pendant la guerre) — avec lesquelles les Américains avaient chaussé sans le soupçonner tous les camps de Kolyma — se vendaient à des prix inouïs à ces marchés improvisés devant les portes largement ouvertes de nos wagons. Le village déchaussé, misérable, arrachait ces chaussures des mains des anciens déportés, épuisés au dernier degré. Il y avait parmi ces derniers, des vieux et des malades qui, après avoir acheté au prix de leurs derniers haillons le premier et le dernier morceau sur le continent mouraient avant d'arriver au lieu de leur destination. Du reste, ce lieu de destination n'était « leur maison » pour personne. Il y avait dans le train des personnes de Moscou, de Leningrad, de Kharkov. La plupart étaient originaires des centres, où ils n'avaient plus le droit de retourner. Nous n'avions le droit de venir chez nous qu'en visite pour trois jours.

Non, ce n'étaient pas nos vêtements et notre as-

pect misérable qui nous rendaient différents des autres, même pas les béquilles : est-ce qu'il n'y avait pas de nombreux convois d'invalides qui les transportaient des fronts aux arrières, précisément ici en Sibérie ; mais l'avidité avec laquelle nous nous précipitions sur les paysannes en arrachant de leurs mains les fruits, les œufs, les tomates ; le désespoir dans nos yeux à la vue des paniers déjà vides ; le teint terreux de nos visages et l'expression d'où on ne pouvait jamais faire disparaître le souvenir de ce qu'il leur avait été donné de voir ; — tout cela nous rendait différents des autres, de ceux du « continent », des « naturellement libres » ; parfois les kolkhosiennes se sauvaient en voyant avec effroi la foule de ces « clients » se précipiter sur leurs marchandises.

**

Notre chemin du retour dura vingt jours ; juste la moitié de ce que notre convoi avait mis huit ans auparavant pour nous emmener « là-bas » comme déportés. Le 30 septembre je suis arrivée à Moscou. Je n'avais pas l'intention d'aller dans mon ancien appartement, que j'habitais depuis presque dix ans lors de mon arrestation, et d'où on m'avait emmenée. Là-bas je n'avais personne de ma famille ; d'ailleurs, je n'en avais plus nulle part. Je n'y avais pas d'amis non plus. A quoi bon aller chez des étrangers ? Mais, passant, le premier jour de mon arrivée, devant la maison, je suis entrée et j'ai sonné à la porte de mon ancien appartement. Je n'ai pas reconnu la femme qui m'a ouvert la porte. Que de gens je vis pendant les années écoulées ! Mais elle se jeta à mon cou, m'entraîna dans l'appartement où les autres voisines et voisins accoururent de toutes les chambres. Il n'était plus question d'aller ailleurs. Je fus acceptée dans une chambre en face de celle que j'occupais autrefois et on me persuada d'y rester. J'appris bientôt qu'après mon arrestation un agent du N.K.V.D. s'installa dans ma chambre avec sa femme et sa mère « mais bientôt il fut congédié », me racontèrent ces voisins avec malveillance et sa femme l'a quitté car elle ne pouvait plus tirer profit de lui. Elle ne l'avait épousé « que dans l'espoir d'accaparer les chiffons des détenues ». Maintenant sa mère seule habite ici.

Je faisais de longues recherches pour retrouver mon enfant : le jour où je l'ai trouvé dans une des maisons d'enfants et amené dans notre ancien appartement, la vieille mère de l'ex-agent du N.K.V.D. s'est mise à pleurer : « Au nom du Christ, ne vous fâchez pas contre moi ! Pensez-vous que je ne connaisse pas la misère ? Que de peine j'avais eue en élevant mes fils ! Quant à vos effets, nous avons dû les payer. On ne nous a rien laissé gratuitement. »

Oui, c'était vrai. Oui, la pensée qu'à l'échéance du terme de sa condamnation le détenu pouvait venir réclamer son bien ne venait pas à l'esprit des membres du N.K.V.D. Ils vendaient tout au prix fort, en faisant un petit rabais à leurs collaborateurs. Personne n'était gêné par ce que dans l'arrêt de la déportation il n'était pas mentionné « avec la confiscation de son bien ». Ils ont bien calculé. Presque aucun d'entre nous, rescapés du bagne — et nous ne sommes qu'une insignifiante minorité — n'ira réclamer ses effets. Il s'en trouva quelques-uns qui portèrent même la liste de leurs objets disparus. Ils attendent toujours la réponse.

J'ai vécu un mois entier dans mon ancien appartement à Moscou. Je dinais à tour de rôle chez mes voisins, même chez l'unique communiste qui vivait dans l'appartement. Il ne m'interrogeait jamais, mais je le vis brûler de curiosité. Homme ordinaire, neutre, d'une intelligence médiocre, il était sorti indemne de toutes les purges.

(1) Ces trains étaient toujours numérotés 500, 501, 502, etc.

Mais, évidemment, les arrestations l'ont ébranlé lui aussi. En ce temps il y avait un peu plus de liberté ; aussi il écoutait tous les soirs les émissions étrangères devant son poste (qui avait été confisqué pendant la guerre comme chez tout le monde).

« On dit qu'il n'y aura plus de kolkhoses », me dit-il subitement. « Ils n'ont pas réussi. » Mais voyant mon visage étonné, il ne continua pas. Les autres parlaient beaucoup plus, surtout les ouvriers. « Si nous autres, communistes, avions seulement pensé en notre temps le dixième de ce que disent aujourd'hui les ouvriers », disions-nous avec des soupirs après des conversations pareilles... « nous aurions au moins mérité les huit ou dix ans qui nous ont été infligés pour contre-révolution ».

Je craignais de passer les nuits à Moscou. Il était clairement écrit dans mes papiers : vivre d'après l'article 39 sur la « passportisation » à distance de 101 kilomètres... « Quelle bêtise ! », me tranquillisait ma voisine (pendant les années précédentes elle était arrivée à faire cinq ans de prison pour spéculation ; elle fut dénoncée pour avoir revendu sa farine), « le premier temps quand on sonnait le soir à la porte, je me cachais sous le lit ; ensuite, je me suis acheté un document en règle, et maintenant tout est en ordre. Le chef de la milice, brave homme, n'a pas pris cher ».

Une autre fois : « De quoi as-tu peur ? Récemment on a enterré ici une vieille femme qui vécut pendant cinquante ans dans cette maison. C'est après sa mort qu'on a constaté qu'elle vivait sans être enregistrée ».

En effet, le danger n'était pas grand cette année-là. Moscou était pleine de « non-enregistrées ». Jamais la différence entre le centre brillant que j'avais décrit dans ma lettre inachevée, et tout le reste de la ville, entre le petit groupe d'élégants élus, heureux et privilégiés et les foules de gens affamés et misérables, n'avait été si frappante... La famine qui s'était déclarée après une mauvaise récolte dans un pays dévasté et n'ayant pas de réserve était terrible. A l'étranger on n'avait aucune idée combien les conditions de vie des « vainqueurs » étaient pénibles pendant le second hiver après la victoire « historique ».

Déjà au milieu de l'hiver mes voisins ne pouvaient plus m'inviter. Aucune spéculation ne savait. Ma voisine chez laquelle je vivais travaillait dans une « autobase ». Cela dépendait d'elle d'obtenir ou de ne pas obtenir un camion, c'est-à-dire de ce qu'on lui payait pour sa complaisance en pommes de terre, en bois ou en quelque chose d'autre. Le traitement de son mari ingénieur ne jouait aucun rôle dans leur ménage. Mais, maintenant, même pour elle, la vie devenait dure. La carte de pain coûtait 500 roubles au marché noir (c'était avant la réforme monétaire). Or, les 500 roubles de ce temps-là étaient équivalents à deux traitements mensuels moyens. Un verre de gruau ou de farine coûtait 5 roubles.

Au printemps de 1947 le prix d'une pomme de terre était équivalent au prix d'une banane. Une de mes connaissances revint à Moscou après un court voyage de deux semaines à la campagne. Seulement il avait terriblement maigri, mais il avait aussi beaucoup changé moralement.

De nature gaie, il souriait maintenant à peine. « J'ai failli être tué dans mon village natal », nous racontait-il. « Le voici arrivé de Moscou, où il bouffait à nos dépens », me criaient les paysans. Je n'osais pas sortir de l'isba. Les femmes affolées par la faim m'auraient tué comme représentant de la haïssable Moscou. Et c'était affreux de sortir dehors ! Partout gisaient des cadavres, personne ne les enterrait, souvent même on les dévorait... C'est horrible ce qui se passe là-bas. Des bandes arrêtèrent deux fois notre train... Toute l'Ukraine en est pleine. Ils ne cherchent que des provisions ; les objets et l'argent n'ont plus de valeur pour eux. »

A ce moment à Moscou était réunie la Conférence des Quatre. A contre-cœur la milice chassait des boulangeries du centre les mendiants et les revendeurs de pain. Mais sa besogne était vaine. Ils revenaient toujours. On entendait souvent derrière le dos des miliciens les voix suppliantes : « Citoyen, ajoutez un peu, ne refusez pas », et ceux qui venaient d'être chassés de la boulangerie marchandaient plus loin dans la rue : « Vingt roubles pour 400 grammes... Si vous payez, tant mieux, sinon je mangerai moi-même. »

Les autobus les plus modernes et les luxueuses autos glissaient sur le pavé luisant. « L'Univermag » principal vendait du linge de soie, linge de trophée, importé d'Allemagne, et des stocks de conserves américaines. Et aux carrefours de la rue Gorki, malgré 25 degrés au-dessous de zéro, en plein hiver de 1946-47, de longues queues se déroulaient devant... les vendeuses de glace ! une portion de glace de 200 grammes ne coûtait que trois roubles, elle pouvait remplacer le déjeuner et le dîner. Les gamins alertes la revendaient même dans les wagons bondés des trams.

On chuchotait à Moscou cette nouvelle anecdote : « Vous savez, celui qui vivra encore le 1^{er} mai sera automatiquement condamné pour vol, car le N.K.V.D. sait qu'on ne peut pas rester vivant en travaillant honnêtement. »

Et pourtant à Moscou c'était encore un paradis en comparaison de la province d'où chaque jour, malgré tous les décrets et sévères mesures, malgré la sévère « passportisation » arrivait de nouvelles masses de gens-affamés et déguenillés.

Quand enfin nous avons reçu l'autorisation de partir de l'Union soviétique, aucun de nous n'avait de doutes que Moscou n'est pas nôtre (c'est-à-dire que nous autres, anciens déportés, sommes étrangers pour elle) mais qu'elle n'est pas non plus celle du peuple, qu'elle est étrangère et meurtrière pour ce peuple, malgré tout son éclat et toute sa beauté extérieure, factice.

V. CARDEY.

« Pour l'adresse en faveur de la Russie, vous savez quelle affection j'ai pour les écrivains russes. Nul écrivain français n'a plus que moi aimé et respecté Tolstoï. J'ai une grande foi en les forces morales et l'avenir de ce peuple immense. Mais je croirai dangereux d'exprimer cet acte de foi sans conditions. La Russie cache en elle autant de mal que de bien ; et elle n'est pas toujours capable de choisir entre eux. C'est nous qui devons affirmer et imposer notre choix. Je suis pour la Russie mais pour la Russie libre, assurant à toutes les races diverses qu'elle englobe et opprime l'indépendance qui est leur droit. »

Octobre 1914.

Romain ROLLAND.

A Moscou, sous Lénine (*)

AVANT-PROPOS

Il arrive en ce moment à la doctrine de Marx ce qui est souvent arrivé, dans l'histoire, aux doctrines des penseurs révolutionnaires et des chefs du mouvement libérateur des classes opprimées. ...Après leur mort on tente de les convertir en icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une auréole de gloire pour la « consolation » des classes opprimées et pour leur duperie, en même temps qu'on émascule la substance de leur enseignement révolutionnaire, qu'on en émousse le tranchant, qu'on l'avilit.

LENINE.

L'Etat et la Révolution.
Août 1917.

Les débuts de la Russie soviétique, les premiers congrès de l'Internationale communiste, la période qui s'étend d'octobre 1917 à la mort de Lénine, en janvier 1924, bien que vieux seulement de trente années, sont déjà, dans le mouvement socialiste, une sorte de préhistoire, les destructions de la seconde guerre mondiale ont anéanti une partie considérable des ouvrages et périodiques qui s'y rapportent, ne laissant subsister que des fragments, des collections morcelées, difficilement accessibles. Là n'est cependant pas le plus grave. Le plus grave, c'est que ceux-là mêmes qui se prétendent les dépositaires et les continuateurs de l'œuvre commencée en 1917 sont les agents, les plus acharnés de cette destruction ; ils ne l'évoquent que pour la défigurer, ils lui ont fait subir des déformations successives pour, finalement, la réduire en un manuel où se trouvent le maximum de falsifications, de suppressions, de lacunes, d'ajoutés, et dont le trait distinctif est qu'il contredit tous ceux écrits antérieurement par les historiens officiels du régime. « Ce catalogue annule les précédents », disent les marchands.

Sur cette période, j'ai des souvenirs précis et nombreux ; sur tous les événements importants je puis apporter mon témoignage, le témoignage direct d'un participant. Il m'est arrivé souvent d'en parler devant des amis ou dans des réunions, et la remarque invariable de mes auditeurs était que je devrais écrire ce que je leur avais raconté.

Je me décide à le faire aujourd'hui pour plusieurs raisons. On publie de temps à autre des livres sur « la naissance de l'U.R.S.S. », ou sur l'Internationale communiste, ou sur Lénine, et il arrive parfois que leurs auteurs se présentent ou se laissent présenter comme des « confidents », des « amis » de Lénine, et même comme des « conseillers ». Je sais que leur prétention est risible. Mais la tactique du gros mensonge a fait ses preuves ; il n'est pas permis de l'ignorer. Le dernier en date de ces ouvrages, publié à New-York en 1947, « *Pattern for World Revolution* », et à Paris en 1949, en français, sous le titre « *Du Komintern au Stalintern* », est anony-

me. Le ou les auteurs sont dissimulés sous le pseudonyme d'Ypsilon. A côté d'erreurs qui surprennent, il renferme une bonne part d'informations vraies, il constitue dans l'ensemble un important document. Mais il est clair que pour qu'un tel livre puisse prendre sa juste valeur et être utilisé, la première condition est qu'on en connaisse l'auteur. Or celui-ci, ou ceux-ci veulent si bien se cacher qu'ils vont jusqu'à inventer des personnages ou à camoufler certains de ceux qu'ils font parler pour brouiller les sources ou pour quelque autre raison. Il est donc temps pour moi de parler pour mon propre compte, de dresser en face des déformations et des écrits des mercenaires un récit véridique.

J'ai fait plusieurs séjours en Russie soviétique de 1920 à 1924, le plus long ayant été de dix-sept mois, de juin 1920 à octobre 1921 ; je retournai à Moscou dès février 1922, puis chaque année, parfois plusieurs fois dans la même année. J'ai participé au deuxième congrès de l'Internationale communiste comme membre du bureau, puis au troisième et au quatrième congrès ; j'ai été membre du comité exécutif de l'Internationale communiste de juin 1920 à juin 1921, et de son « petit bureau » à partir du Congrès de Tours (décembre 1920) où le Parti socialiste français vota l'adhésion à l'Internationale communiste ; j'ai travaillé avec Losovsky à la création de l'Internationale syndicale rouge ; j'ai fait partie de la délégation de l'Internationale communiste à la Conférence des trois Internationales à Berlin, et de celle qui siégea à Hambourg lors de la fusion de la deuxième Internationale et de l'Union internationale des partis socialistes ; dans le parti communiste français, j'étais au comité directeur, au bureau politique et à la direction de « l'Humanité » de 1923 à mars 1924. J'énumère tous ces titres sans en excepter aucun, non que j'en tirai jamais vanité : la plupart me furent imposés ; je ne les acceptais qu'à mon corps défendant et n'étais jamais plus heureux que lorsque je pouvais m'en libérer et rentrer dans le rang. Je ne les rappelle que pour donner mes références ; le lecteur saura que j'ai été en tout cas assez bien placé pour connaître les hommes et les faits quand Lénine vivait.

J'ai retrouvé suffisamment de documents pour pouvoir étayer mon récit, vérifier les faits et les dates quand j'avais quelque doute. Mes souvenirs étaient si précis et si sûrs que les erreurs que j'aurais pu commettre n'auraient été que d'infimes erreurs de détail. Pour les révolutionnaires de ma génération qui ont répondu à l'appel de la Révolution d'Octobre, ces années ont laissé en eux une empreinte profonde. Nous avons touché alors le plus haut de nos buts ; la foi internationaliste que nous avions gardée intacte durant l'entre-massacre des prolétaires trouva sa récompense quand surgit la nouvelle Internationale ; les honteuses abdications de 1914 étaient vengées ; la République soviétique annonçait la société socialiste, la libération de l'homme. De telles époques s'inscrivent dans la mémoire pour n'en plus sortir.

Le destin de la Révolution russe, l'acrobatie quotidienne des récentes années dénommée « marxisme-léninisme » posent d'importantes questions : Staline continue-t-il Lénine ? Le régime totalitaire est-il une autre forme de ce qu'on avait appelé dictature du prolétariat ? Le

(*) Des souvenirs de notre ami Rosmer, portant ce titre, vont paraître dans quelques jours, en volume, aux éditions P. Horay (Flores). Nous sommes heureux d'en publier l'introduction et la conclusion. La première rappellera aux uns et apprendra aux autres la valeur du témoignage de Rosmer, après plusieurs séjours en Russie soviétique, de 1920 à 1924. La seconde soulignera la portée de ces souvenirs.

ver était-il dans le fruit ?... Pour y répondre, il faut d'abord connaître les faits, les idées, les hommes tels qu'ils furent dans les années héroïques de la Révolution ; un travail préalable de déblaiement est nécessaire, car ils ont été systématiquement ensevelis sous des couches successives de mensonges différents. Mon travail doit aider à les restituer dans leur vérité. Je dirai simplement : j'étais là ; c'était ainsi. Mon dessein est de faciliter la tâche de ceux qui s'intéressent à l'histoire de ces temps en mettant chaque fait dans sa vraie lumière, en donnant à chaque texte son plein sens.

Avant d'écrire mon récit, j'ai voulu relire l'ouvrage de l'auteur anglais Arthur Ransome, « Six semaines en Russie », publié en 1919. Ransome avait eu l'inestimable privilège de pouvoir se rendre en Russie soviétique au début de 1919, quand n'avait pas encore été rompu le « cordon sanitaire » de Clemenceau. Sa connaissance de la langue et du pays, la sympathie qu'il éprouvait pour le régime naissant, bien qu'il ne fût pas communiste, lui permirent de tracer une esquisse vivante et fidèle du régime et des hommes. Avec lui, on pénétrait dans le bureau de Lénine, on suivait la conversation, on voyait Lénine rire et cligner de l'œil... Derrière le « terrible » théoricien, on pouvait apercevoir le réel Boukharine, juvénile et chaleureux, tandis qu'il quittait en sautillant le hall de l'hôtel Métropole après avoir évoqué devant son interlocuteur, incrédule et cependant séduit, le déroulement de la révolution dans le monde. Le livre était écrit dans le style le plus dépouillé, sans emphase ; c'était un rare présent.

Je me suis efforcé de le prendre pour modèle. J'étais souvent tenté, quand la différence entre hier et aujourd'hui était évidente et même criante, de m'arrêter un instant pour poser la question : « Est-ce la même chose ? », mais je m'en suis volontairement abstenu. Je veux me borner à donner mon long rapport sur la vie dans la République des soviets, sur l'Internationale communiste et sur l'Internationale syndicale rouge, sur les hommes et sur les événements ; je l'écris aujourd'hui comme j'aurais pu le faire dès 1924 ; mes sources sont toutes dans des publications officielles de l'Internationale communiste ; les vérifications sont faciles.

Pour les congrès et conférences, il ne pouvait être question d'en donner des comptes rendus complets ; l'histoire de l'Internationale communiste et de la Révolution russe en ces années décisives exigerait plusieurs volumes ; les ordres du jour étaient toujours très chargés ; les réunions de commissions et les séances plénières étaient nombreuses, les thèses abondantes, les résolutions multiples... Mais, y ayant participé, il m'était possible d'en extraire l'essentiel, de détacher les points sur lesquels avait été mis l'accent, de montrer la continuité des débats successifs et de souligner leurs conclusions. Je n'ai donc fait qu'un minimum de citations. Mais j'ai rassemblé les principaux textes de Lénine dans cette période ; ils vont de « L'Etat et la Révolution » au discours du quatrième congrès (novembre 1922), sa dernière intervention dans la vie de l'Internationale communiste.

Novembre 1949.

CONCLUSION

« Te réjouis-tu des Russes ? Bien entendu, ils ne pourront se maintenir parmi ce sabbat infernal — non pas à cause de la statistique qui témoigne du développement économique arriéré de la Russie, ainsi que l'a calculé ton judicieux époux — mais parce que la social-démocratie de cet Occident supérieurement développé est composée de poltrons abjects qui, en spectateurs paisibles, laisseront les Russes perdre tout leur sang. Mais une pareille mort vaut mieux que de « rester en vie pour la patrie » ; c'est un acte d'une envergure historique mondiale dont les traces resteront marquées à travers les siècles. J'attends encore de grandes choses au cours des prochaines années ; seulement j'aimerais admirer l'histoire du monde autrement qu'à travers la grille... ».

Rosa LUXEMBOURG.
Lettre à Louise Kautsky.
Prison pénitentiaire. Breslau.
24 novembre 1917.

« Le triomphe du prolétariat au lendemain de la guerre a été une possibilité historique. Mais cette possibilité ne s'est pas réalisée, et la bourgeoisie a montré qu'elle sait profiter des faiblesses de la classe ouvrière. »

L. TROTSKY,
Discours au troisième Congrès
de l'Internationale communiste
Juillet 1921.

Mon intention était d'écrire le mot « Fin » sous la dernière ligne de mon récit. J'avais rapporté assez de faits, de textes, de débats pour restituer l'époque que je m'étais proposé d'évoquer, pour la dégager des légendes et des fausses

interprétations, ou simplement la tirer de l'oubli. Quant à la conclusion, je pouvais laisser au lecteur le soin de la formuler tant il me paraissait évident qu'il serait désormais impossible de confondre la Révolution russe dans sa première phase avec ce qu'elle devint après la mort de Lénine, à mesure que Staline s'acheminait vers le pouvoir personnel absolu. Il ne sera peut-être pas inutile cependant d'insister sur certains points, de reprendre des problèmes que la Révolution eut à résoudre, et qu'un recul de trente années permet de mieux comprendre.

La manière dont, trop souvent, on écrit aujourd'hui l'histoire de ces temps est telle qu'on en viendra peut-être à penser, en constatant dans mon ouvrage l'absence de certains noms et la place prise par d'autres, que j'ai, moi aussi, pour les besoins de ma thèse, supprimé, falsifié, déformé. Je puis dire qu'il n'en est rien ; je n'avais pas de « thèse » à défendre, seulement des faits et des textes à rapporter, à mettre en lumière. Si le nom de Staline n'apparaît pas dans mon récit, c'est qu'on ne le trouve jamais mentionné dans les débats, cependant variés et portant sur tous les aspects du mouvement ouvrier, qui se déroulèrent durant ces quatre années ; pas plus qu'il ne figure dans le livre de John Reed, « Dix Jours qui ébranlèrent le monde », parce que l'auteur, témoin oculaire, ne vit pas Staline parmi les héros de ces journées mémorables.

De 1920 à 1924, je n'ai entrevu Staline que furtivement, dans les circonstances que j'ai racontées, quand il complotait avec Zinoviev et Kaménev contre Trotsky, et une seconde fois, dans les couloirs du Kremlin, pendant le cinquième congrès de l'Internationale communiste. On ne l'y avait encore jamais vu, et on le remarqua d'autant plus qu'il se montrait dans son

vêtement militaire, bien que la guerre civile fût finie depuis quatre ans, et botté, bien qu'on fût au mois de juillet. Il ne prit, d'ailleurs, aucune part aux débats ; il voulait simplement prendre un premier contact avec les délégués des sections de l'Internationale, songeant sans doute déjà à s'assurer parmi eux des clients.

* * *

Les événements importants qui se succèdent dans le monde depuis la première guerre mondiale à une allure toujours plus accélérée ont pour conséquence de disperser l'attention qu'il faudrait accorder à chacun d'eux pour comprendre leur enchaînement et leur signification, et être ainsi à même d'en dégager la leçon. Jamais expériences n'ont été plus abondantes ni plus riches de sens ; mais jamais non plus la classe ouvrière n'en a moins profité. Partie d'une révolution socialiste, la transformation sociale qui devait conduire à la libération de l'homme, à une société sans classes, a sombré progressivement en Russie dans un régime totalitaire, tandis que, hors de Russie, se développaient, parallèlement, le fascisme et l'hitlérisme : c'est la question qui domine la vie de notre temps ; elle intéresse chacun de nous. Comment cela fut-il possible ?

L'histoire des quatre années décisives fournit déjà la réponse. Et les deux brefs textes que j'ai transcrits en épigraphe éclairent et expliquent les développements de l'entière période qui suivit la première guerre mondiale, la mise en garde que j'ai déjà citée, de l'anarchiste Malatesta y apporte confirmation et précision : « Si nous laissons passer le moment favorable (pour faire la révolution) nous devrons ensuite payer par des larmes de sang la peur que nous faisons maintenant à la bourgeoisie. » La bourgeoisie a eu peur jusqu'en 1920 ; mais, le prolétariat d'Europe laissant les Russes seuls, elle reprit confiance et les conséquences furent le fascisme, l'hitlérisme, le totalitarisme stalinien, la deuxième guerre mondiale.

Lénine et Trotsky se sont trompés, mais quel prolétaire oserait leur en faire reproche ? Ils ne pouvaient concevoir que les ouvriers d'Occident, plus particulièrement ceux d'Allemagne, sortant d'une boucherie dont ils voyaient désormais la tragique inutilité, manqueraient de l'audace révolutionnaire nécessaire pour abattre un régime que les années de guerre avaient ébranlé dans ses fondements. Ils ne voyaient dans la Révolution russe que l'avant-garde de la révolution allemande et européenne, et c'était pour eux une représentation si concrète qu'ils se préparaient déjà pour les nouvelles tâches qu'il leur faudrait assumer. « Le prolétariat russe, écrivait Lénine, doit tendre toutes ses forces pour venir en aide aux ouvriers allemands ; il faut créer pour la révolution allemande une réserve de blé. » Mais en même temps, ils donnaient aux peuples un suprême avertissement — et ici ils ne se trompèrent point : « Communisme ou barbarie : si la classe ouvrière se montre incapable de répondre à l'appel de la révolution, le monde retombera dans la barbarie. » S'ils ont surestimé la volonté révolutionnaire des travailleurs d'Occident, ils ont vu juste en évoquant d'avance ce que seraient les conséquences de leur passivité.

Le jugement pessimiste de Rosa Luxembourg, formulé en termes sévères, a été confirmé par les faits. Les socialistes d'Occident n'ont pas suivi paisiblement les âpres luttes que la Révolution russe devait livrer ; ils ont affirmé, en des démonstrations solennelles, leur solidarité avec le prolétariat russe, avec la Révolution

d'Octobre, acclamant les soviets ; ils interrompaient le travail dans les usines de munitions, arrêtaient les transports d'armes destinés aux mercenaires de l'Entente. Ce n'était pas assez, et en fin de compte ils restaient spectateurs, se refusant au risque de l'acte révolutionnaire décisif. Pourquoi ? Sans doute la responsabilité en retombe-t-elle pour une large part sur les chefs syndicalistes et socialistes qui, pendant la guerre, s'étaient liés à leur gouvernement, et, à la paix, offrirent leur aide à la bourgeoisie. Même en Italie, où la situation était particulièrement favorable, parti socialiste et syndicats ayant combattu la politique interventionniste du gouvernement, l'occupation des usines en 1920, qui ne pouvait être logiquement que le prélude de la prise révolutionnaire du pouvoir par les travailleurs, finit platement sur un compromis démoralisant pour la classe ouvrière : la voie était libre pour Mussolini et ses bandes fascistes. En Allemagne, c'était la République de Weimar ; les chefs socialistes étaient ministres et parfois président du conseil ; ils allèrent, avec Noske, jusqu'au massacre des ouvriers révolutionnaires, infatués et aveugles au point de croire que le fascisme ne pouvait être qu'une invention italienne, et incapables d'entrevoir qu'ils pourraient un jour connaître pire avec Hitler.

Pendant, quelle qu'ait pu être alors la responsabilité des chefs, il faut aller plus loin dans la recherche des causes de la passivité, relative, des ouvriers. Si la poussée venant de la base avait été résolue, impétueuse, elle aurait bousculé et rejeté tous ceux qui auraient tenté de la briser ou de l'endiguer. Faut-il conclure que les ouvriers d'Occident sont désormais incapables d'aller jusqu'à l'insurrection révolutionnaire ? Une autre idée sur laquelle Lénine et Trotsky reviennent à plusieurs reprises, c'est qu'il serait plus difficile de commencer la révolution en Occident qu'en Russie mais plus facile de la continuer. C'était si évident que l'accord là-dessus était général.

Mais cela nous ramène à la même question : pourquoi ? Quelles sont ces difficultés plus grandes à surmonter au départ ? Peut-être leur cause principale réside-t-elle dans la longue pratique parlementaire, dans les habitudes d'une démocratie plus ou moins réelle ? Dans le mouvement ouvrier d'Europe d'avant 1914, le mot « révolution » était d'un fréquent usage, mais à mesure que les partis socialistes accroissaient leurs effectifs, que leur représentation parlementaire devenait plus importante, il ne s'agissait guère plus que d'un mot rituel, dépourvu de l'engagement qu'il impliquait, sans un sens précis, et l'idée s'insinuaît, à la longue s'imposait que désormais une insurrection ne serait plus nécessaire pour s'emparer du pouvoir, qu'il serait possible de faire l'économie d'une révolution semblable à celles du passé avec leurs misères et leurs sacrifices de vies humaines. Seuls les syndicalistes révolutionnaires, les anarchistes et quelques groupements socialistes échappaient à l'influence des « endormeurs ». Ce sont ceux qui répondirent les premiers à l'appel de la Révolution d'Octobre.

La République des soviets restait avec ses seules forces. Encore ne put-elle les employer à son gré ; aspirant ardemment à la paix, concentrant ses pensées sur l'édification d'une société nouvelle, elle se vit contrainte de les jeter presque toutes dans la guerre. Ceci nous conduit à un autre enseignement qu'on est trop enclin à ignorer : une révolution ne se développe pas comme elle veut ; les privilégiés dépossédés l'attaquent par tous les moyens, ouvertement et

sournoisement ; ils appellent à l'aide les privilégiés de l'étranger. La révolution doit se défendre, tâche d'autant plus épuisante qu'elle naît dans les ruines. Elle doit créer une force armée et un organisme pour la répression des menées contre-révolutionnaires : complots, attentats, sabotages. Mesures qu'encore une fois elle ne prend pas de son gré mais parce qu'elle y est contrainte ; au début, dans l'enthousiasme des premiers jours, elle est générosité et clémence ; elle libère sur parole des généraux d'ancien régime qu'elle retrouvera bientôt à la tête de forces contre-révolutionnaires. La Révolution de la bourgeoisie française avait suivi un processus identique, et quand le socialiste Renaudel reprochait aux bolchéviks leur dictature, c'était précisément l'historien de cette Révolution, Albert Mathiez, qui lui rappelait que la Révolution de 1789 avait pris mêmes mesures de salut et avait eu recours à même dictature.

Mais non seulement la révolution doit s'armer, se battre au-dedans et au-dehors ; la guerre et la répression lui font courir d'autres risques. Le dur régime de cette période, désigné sous le nom de communisme de guerre, comportait la réquisition des céréales — il faut nourrir la ville et les armées ; mais la réquisition est une mesure toujours impopulaire et décourageante. En se prolongeant après la fin de la guerre civile, ce régime devenait dangereux pour la République elle-même. Le soulèvement de Cronstadt fut en cela le plus tragique des réveils...

Cependant, la Révolution d'Octobre n'avait pas encore épuisé sa sève, ainsi que les événements qui suivirent allaient le prouver. Loin de se complaire dans une répression entreprise à contre-cœur et de l'exalter — comme on devait le voir plus tard après l'assassinat de Kirov, par exemple — les militants bolchéviks étudièrent les causes du soulèvement avec la volonté de remédier aux erreurs qui l'avaient provoqué par des mesures capables d'en empêcher le retour. C'est l'ensemble de ces mesures qui allait constituer la Nouvelle Politique Economique (NEP). La réquisition était supprimée ; le rétablissement d'un secteur privé donna de l'aisance au ravitaillement et facilita une reprise de l'industrie.

Dans cette même année, les dirigeants de l'Internationale communiste opposèrent une résistance énergique aux sections assez nombreuses qui préconisaient une offensive générale de la classe ouvrière dans tous les pays, sans se soucier des conditions particulières, mais avec l'appui de l'Internationale communiste et de la Russie soviétique. Ils élaborèrent au contraire la tactique du front unique des travailleurs, destinée à permettre le rassemblement des ouvriers sur un programme de revendications communes. En novembre 1922, au quatrième congrès de l'Internationale communiste, prenant pour la dernière fois la parole, Lénine procédait à un inventaire ; la NEP avait un an ; son application avait répondu à ce qu'il en attendait. Non que la situation ne présentât que des aspects favorables. Lénine n'était pas du genre des démagogues qui déclarent toujours que tout est pour le mieux et qui affirment qu'un insuccès évident est une victoire certaine ; dans l'analyse d'une situation, il faisait systématiquement le tableau un peu plus sombre qu'il n'était en réalité. De même que le dernier article qu'il put écrire était une critique impitoyable des pratiques bureaucratiques qui avaient envahi l'appareil d'Etat soviétique, la conclusion de son dernier discours au congrès était une vigoureuse mise en garde

contre une imitation servile des communistes russes.

Rien de semblable dès que Lénine disparaît. Les ouvriers russes et les délégués étrangers n'entendront jamais plus de semblables paroles. Les congrès, d'ailleurs, ne seront plus convoqués que de loin en loin, on n'y discutera plus, ce ne seront plus que des assemblées d'approbation unanime, de glorification du « chef », personnage nouveau dans le monde communiste.

La période de transition, le passage du régime débile que les révolutionnaires n'ont fait qu'achever à la société nouvelle qu'il faut bâtir, est l'épreuve la plus difficile. La guerre civile l'allonge et l'aggrave ; les interventions étrangères favorisent le développement de pratiques et d'habitudes dangereuses pour la révolution. Les chefs risquent alors de perdre le contact avec les masses ; le parti au pouvoir perd le sens de la responsabilité que lui vaut sa situation de parti unique. S'il n'exprime plus les aspirations et ignore les besoins des hommes qui l'ont accepté comme guide, on ne peut plus parler de dictature du prolétariat : il ne s'agit désormais que de la dictature d'un parti, d'un petit groupe d'hommes, d'une dictature qui devient insupportable à ceux-là mêmes qui doivent être les bâtisseurs de la société socialiste ; et l'exercice du pouvoir se manifeste avec toutes ses tares : pourquoi discuter avec un opposant quand il est facile de l'emprisonner ?

Lénine n'est pas encore mort qu'une rupture éclate au sein de la direction du parti communiste. D'un côté les hommes qui veulent s'efforcer de le continuer, maintenir sa politique de libre discussion au sein du parti, d'audace révolutionnaire avec sa possibilité d'erreurs qu'on corrige ; de l'autre, ceux qui prétendent qu'une telle politique n'est plus possible, qu'elle comporte trop de risques, disons qu'elle est trop difficile. Pour eux, on ne peut gouverner désormais qu'en s'appuyant sur l'appareil répressif et policier. Leur dictature s'établit même à l'intérieur du parti, de son comité central. Une opposition se forme qui refuse de les suivre dans ce qu'elle considère comme une trahison de la Révolution d'Octobre ; elle est traquée et pourchassée. Staline se sert de Zinoviev et de Kaménev — avec lesquels il a constitué un triumvirat — pour éliminer Trotsky, puis de Boukharine pour se débarrasser de ses deux partenaires ; quand il aura livré Boukharine au bourreau il sera seul. Le stalinisme triomphant se hissera sur les cadavres des fidèles compagnons de Lénine.

Lénine a prévu son sort quand il écrivait, à propos du destin de Marx, qu'après leur mort on tente de convertir les chefs révolutionnaires en icônes inoffensives. Staline le présente à l'adoration des foules, prétendant être son humble disciple quand il trahit l'homme et le révolutionnaire. Cependant des écrivains, des historiens, des socialistes ne manquent pas qui affirment que Staline continue Lénine, qu'en tout cas il y a entre eux filiation directe ; le stalinisme serait « un développement logique et presque inévitable du léninisme ». C'est, disent-ils, toujours le même régime du parti unique, de la dictature, de l'absence de libertés démocratiques, et si l'appareil de répression s'appelle aujourd'hui M.V.D., il avait nom Tcheka sous Lénine.

Partant d'une boutade, de faits isolés, d'informations de seconde ou troisième main, ils ne voient la réalité qu'à travers les verres déformants dont ils ne peuvent se défaire quand il s'agit de la Révolution d'Octobre, heureux de montrer ainsi que le stalinisme est de même nature que le bolchévisme ; l'odieux régime stalinien devient pour eux une sorte de justification retardée de leur politique. Leur manière d'écrire ou d'interpréter l'histoire était déjà celle de Taine. Quand il entreprit d'écrire l'histoire de la Révolution française, il ne lisait et n'étudiait les textes qu'avec les lunettes du bourgeois français qui avait eu peur pendant la Commune et tremblait encore bien qu'elle eût été vaincue.

On ne peut écrire l'histoire d'une révolution qu'à condition de sympathiser avec elle ; sinon on peut rassembler beaucoup de faits et ignorer sa signification. Si on traitait de la sorte l'histoire de la Commune, il n'en resterait pas grand-chose pour les socialistes ; rien que de vains bavardages quand il faudrait agir, dictateurs jouant aux Jacobins, prise et fusillade d'otages. Pourtant les travailleurs ne s'y trompent pas ; ils savent que, malgré ses fautes et ses faiblesses, la Commune reste une grande date du mouvement ouvrier. Et les révolutionnaires de tous les pays qui répondirent à l'appel de la Révolution d'Octobre auraient été bien stupides ou bien aveugles s'ils avaient été capables de prendre pour une révolution socialiste ce qui n'aurait été en réalité qu'un embryon de régime totalitaire, de dictature personnelle.

* * *

Une mesure salutaire à condition d'être éphémère devient funeste en durand ; la centralisation de toutes les forces de la révolution, nécessaire pour une défense victorieuse, étouffe ces mêmes forces si elle devient moyen commode de gouvernement. Le soleil peut mûrir ou brûler les récoltes, et c'est la même eau qui féconde la terre ou la détruit. Il est bien facile de se prononcer contre toute dictature, de revendiquer le plein exercice des libertés, mais pour un révolutionnaire c'est se payer de mots et esquiver le vrai problème qu'il est plus aisé d'escamoter que de résoudre. Ce problème, l'anarchiste italien Berneri l'a posé en termes excellents. Il était en Espagne au début de la guerre civile ; certaines conséquences de l'« union sacrée » de toutes les forces antifascistes contre Franco l'alarmaient, et il constatait avec peine « un certain fléchissement de la C.N.T. » — la puissante Confédération du Travail anarcho-sindicaliste. Il écrivit alors : « Il faut concilier les « nécessités » de la guerre, la « volonté » de la révolution et les « aspirations » de l'anarchisme. Voilà le vrai problème. Il faut que ce problème soit résolu. »

* * *

La conception du rôle de l'Etat est d'une importance capitale ; Lénine écrivit un livre pour le montrer : socialisme et Etat se développent parallèlement mais en sens contraire ; la montée de l'un coïncide avec le déclin de l'autre ; et la mort de l'Etat marque l'avènement du socialisme. Staline, ici, a renié son « maître » si totalement et si ouvertement qu'il a bien fallu le reconnaître ; son Etat est un monstre d'omnipotence et c'est par lui que le socialisme serait réalisé.

Le procès des socialistes-révolutionnaires a lieu en 1921 quand la guerre civile est à peine achevée. Les inculpés sont des adversaires déclarés du régime ; ils sont en guerre ouverte contre lui depuis la dissolution de la Constituante, préparent des attentats. Ils sont jugés publiquement ; ils ont comme défenseurs des

chefs socialistes de Belgique, de France et d'Allemagne ; ils revendiquent fièrement leurs actes ; c'est un procès comme on a coutume d'en voir dans toutes les révolutions, mais rien de comparable à ces « procès de Moscou » de 1936-38 lorsque Staline amène de vieux révolutionnaires à s'accuser, eux, de crimes qu'ils n'ont pas commis : scènes écoeurantes, humiliantes pour la raison, qui n'ont eu d'analogue dans aucune révolution.

Lénine a tenu à présenter lui-même la traduction russe du livre de John Reed : « Dix Jours qui ébranlèrent le monde ». Après l'avoir lu avec « le plus grand intérêt » et une « attention soutenue », il en recommande sans réserve la lecture aux travailleurs de tous les pays ; il voudrait qu'il fût publié en millions d'exemplaires et traduit dans toutes les langues. C'est un exposé fidèle et vivant des événements significatifs pour la compréhension de ce que sont réellement la Révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat. Staline n'est pas de cet avis ; le livre de John Reed a été mis par lui à l'index et c'est un crime de le lire. Un internationalisme sans cesse affirmé fait place à un nationalisme borné, à un chauvinisme abject, occasionnellement à une résurrection du panslavisme. Et de Tchitchérine à Vychinsky il n'y a ni ressemblance ni filiation.

La division de la Révolution en deux phases, la seconde s'écartant constamment de la première pour en devenir l'absolue négation n'est ni arbitraire ni tendancieuse ; elle correspond à la réalité. Mais va-t-on en conclure, ou me prêter la pensée, que la politique soviétique fut jusqu'en 1923 exempte d'erreurs, de fautes, qu'il n'y a là qu'à approuver et à admirer ? Lénine, le premier eût éclaté de rire si une telle assertion avait été émise devant lui.

* * *

Beaucoup d'autres questions pourraient être évoquées ici, entre autres la place et le rôle des hommes dans une révolution ; en fait, tous les problèmes qui se rattachent à la révolution ; et, d'un point de vue plus général, tous ceux que doivent résoudre les hommes d'aujourd'hui s'ils veulent se soustraire au cycle infernal des guerres mondiales, s'ils veulent se garantir contre une rechute dans la barbarie dont il n'y a déjà que trop de signes. La Révolution d'Octobre a été une tentative dans ce sens ; son ambition était d'en finir avec la division de la société en classes, source de conflits et d'après batailles. Elle prendra sa place dans la succession des insurrections et des révolutions ouvrières du siècle dernier, nouvelle Commune couvrant tout un pays et dont le rayonnement s'étendit sur le monde, sur l'Europe et sur l'Amérique, entraînant les populations asservies des pays économiquement arriérés aussi bien que les ouvriers des grandes usines capitalistes.

Les révolutionnaires russes connaissaient bien l'histoire de ces mouvements ; ils l'avaient fouillée avec passion pour profiter de leurs leçons, de leurs victoires et de leurs défaites. Ils ont écrit à leur tour un chapitre de cette histoire que nous devons étudier pour lui-même et à la lumière de l'évolution des autres mouvements ouvriers, plus particulièrement de la guerre civile espagnole où, tout au contraire de ce qui se passa en Russie, les « antifascistes » combattirent en ordre dispersé mais sous un gouvernement dans lequel des anarchistes voisinaient avec des agents staliens.

Il n'est pas toujours aisé de discerner le mo-

ment où une révolution devient contre-révolution. Ses ennemis procèdent ordinairement par amputations successives, suppressions d'hommes et d'institutions qui, après un certain temps seulement, ont achevé pleinement leur œuvre de destruction. Dans la France napoléonienne, le mot « République » apparaissait encore, et Napoléon ne put s'en défaire définitivement qu'en 1808, par un décret stipulant que « les monnaies qui seront fabriquées à compter du 1^{er} janvier 1809 porteront pour légende, sur le revers de la pièce, les mots « Empire français » au lieu de ceux de « République française ». L'attentat royaliste de la rue Saint-Nicaise lui avait servi de prétexte pour déporter les républicains qui le gênaient dans sa marche à l'empire. Staline, qui se hissa au pouvoir par des voies différentes, n'a pas encore pu se débarrasser du vocabulaire de la Révolution ; il lui suffit de le défigurer. Le stalinisme, pour se maintenir, pour garder

son influence sur la classe ouvrière, a besoin d'apparaître comme le continuateur, le mainteneur de la révolution socialiste, comme l'incarnation de la Révolution russe. C'est un mensonge ; il n'est ni l'un ni l'autre. Pourquoi lui permettre de se réclamer d'une Révolution qu'il a trahie ? Identifier son Etat totalitaire à la Révolution d'Octobre c'est le servir, c'est apporter de l'eau au moulin de sa propagande ; car son empire n'éclatera, du dedans, que lorsque le masque socialiste dont il s'affuble lui aura été arraché, et que les ouvriers, le voyant tel qu'il est, dans sa nudité totalitaire, cesseront de lui donner leur appui.

J'aurai réalisé mon dessein si j'ai réussi à ramener l'attention sur une époque oubliée, et si ma contribution à son étude aide à la mieux comprendre.

Alfred ROSMER.

Décembre 1952.

Le Carnet du Sauvage

LA FIN DU STALINISME ?

Les événements se bousculent ; les petits ont vite fait de recouvrir les grands. Plus exactement ils les chassent des esprits. Dans ce pays, les cocasseries parlementaires du départ de René Mayer aux Etats-Unis ont complètement fait oublier l'événement de grande importance internationale qu'est la mort de Staline, un événement qui peut marquer la fin d'une période historique. Qu'est-ce que ce sera le mois prochain quand se dérouleront les élections municipales ? Ce pays est rongé par le parlementarisme. Ça, la démocratie ? Allons donc. Je doute que René Mayer soit ce qu'on appelle un grand homme d'Etat ; mais le mot qu'on lui prête sur l'Assemblée nationale n'est pas bête du tout : « Cette chambre compte un tiers de culs bénits, un tiers de culs terreaux et un tiers de... culs tout courts. » Que cette chambre ne lui pardonne pas un tel jugement sur elle, c'est assez naturel. Mais elle pourrait en rire et répliquer que René Mayer est tout de même l'un des siens.

Staline que l'on nous annonçait immortel est mort. Il y a peu de temps encore on le donnait comme assuré d'atteindre cent cinquante ans. Il a eu des funérailles sensationnelles, des funérailles internationales. Les metteurs en scène et les ingénieurs des âmes du régime ont bien fait les choses. Ils devaient bien ça à l'homme qui a mis au rancart le vers de « l'Internationale » : « Ni Dieu, ni César, ni tribun... » et qui a remis sur le trône Dieu, César et le tribun. Un jour que je m'étonnais de voir tant et tant de bouquets offerts aux orateurs staliniens du Vel' d'Hiv', un ami renseigné me dit : « C'était le tour de telle municipalité de banlieue d'assurer le service des bouquets. Tu n'as pas remarqué ces camions à l'entrée ? » Il y a cela évidemment. Il y a autre chose aussi. Car on ne pourrait s'expliquer le défilé douloureux des ouvriers berlinois dont la photo a été publiée ni la foule de Moscou.

Entre nous, j'aurais voulu à Staline une autre fin, celle de Mussolini. Il l'avait méritée cent fois.

On s'est étonné souvent de notre antistalinisme. On n'en comprend pas les raisons. Nous sommes des maniaques et des forcenés. Nous sommes tout à fait incapables de raisonner froidement, objectivement d'une période historique.

Je me demande comment raisonnent ceux qui nous

jugent ainsi. Ils font pour le moins preuve de manque de mémoire et d'aveuglement. Oubli du passé, incompréhension du présent. L'assassinat de la génération qui fit la Révolution d'Octobre ne compte donc pas ? La terreur exercée sur les ouvriers et les paysans russes qui remplit depuis trente ans les camps de concentration, ça n'existe donc pas ? Après l'assassinat des hommes, en même temps, le monde n'a-t-il pas assisté à l'assassinat des idées socialistes ?

Un tel spectacle laisse froids un tas de gens qui se disent et se croient communistes, socialistes, révolutionnaires. Pas nous. Qu'on nous excuse !

Nous ne jugeons pas Staline comme le général Catroux, le piètre ambassadeur de la pauvre IV^e République française, d'après la lecture de ses livres et d'après l'accueil bonasse fait à certains diplomates. Nous le jugeons d'après ses actes. Et nous admettons fort bien qu'entre deux carnages le tigre le plus féroce puisse avoir un air placide.

N'accordons-nous pas au rôle joué par un homme une importance exagérée ? Dans la circonstance, il est difficile d'exagérer l'importance de l'homme qui a pu se servir de Zinoviev et de Kamenev pour démolir Trotski, de Boukharine et de Rykov pour écraser Zinoviev et Kamenev, quitte à faire fusiller Boukharine et Rykov après les avoir faits se déshonorer aux procès de Moscou. En 1924, lorsque la figure de Staline commença à émerger, tous les camarades informés des choses russes le donnaient comme un homme sans intelligence et sans valeur. Aussi lorsque nous lisons sous la plume de Souvarine dans le **Figaro** que les doctrinaires du Pojtburo ne surent opposer à Staline que des citations de Marx et d'Engels nous sommes en droit d'être étonnés. D'abord dans la lutte pour le pouvoir, après la mort de Lénine, ces doctrinaires ne pouvaient, sans se déjuger, recourir à des mesures de force comme l'ont fait leurs ennemis. Ensuite, si les militants communistes de tous les pays et les partis de partout n'ont rien compris et n'ont rien pu faire lorsque la crise s'est produite au sommet de l'Internationale, cela ne tient-il pas à ce que de 1917 à 1924 les hommes qui avaient la tâche et le devoir de les informer exactement ne l'avaient pas fait ou mal fait ?

Je garde encore le souvenir de certaines remarques : « Vous n'avez pas honte, petits hommes de rien du tout, de parler comme vous le faites aux géants de la Révolution russe ? » Tout cela parce

que nous disions simplement que nous ne pouvions condamner tel ou tel, approuver tel autre, sans comprendre, sans connaître les erreurs, les fautes ou les crimes commis.

Notre antistalinisme s'est formé peu à peu avec le déroulement des faits. Il est aussi ferme et solide parce qu'il a mis beaucoup de temps à se former et à se renforcer.

Mais très tôt, presque tout de suite, nous avons compris qu'il ne s'agissait pas seulement de luttes d'hommes, qu'il y avait derrière les hommes des conceptions et des idées qui se heurtaient violemment. Dès 1927, Lorient faisait dans la R.P. ces constatations que nous avons rappelées plus d'une fois :

« L'U.R.S.S. n'est ni U (union), ce qui suppose la libre adhésion des parties composantes et une certaine autonomie de ces parties ; ni R (république), puisque c'est une dictature centralisée, évoluant toujours davantage vers la dictature personnelle ; ni S (socialiste), puisque le socialisme reste à construire en Russie et que les concessions de plus en plus importantes faites au capitalisme ne permettent pas, dans la situation mondiale présente, d'en escompter la réalisation ; ni S (soviétiste), car les Soviétiques ne constituent plus en Russie la pierre d'assises du régime. Non seulement ils n'ont pas « tout le pouvoir », mais ils sont réduits à un rôle subalterne assez semblable à celui des conseils municipaux dans les pays capitalistes. »

Les Soviétiques n'ont pas vécu longtemps. Les essais de gestion socialiste non plus. Un étatisme féroce s'est installé. On détenait le pouvoir ; il fallait le garder à n'importe quel prix, par n'importe quels moyens. De là la prolifération de la police et l'installation d'une bureaucratie d'année en année plus importante, maîtresse à l'usine et partout. Pouvait-on faire autrement ? Ce que l'on pouvait en ce cas, ce que l'on devait même, si les conditions particulières à la Russie contraignaient à de telles choses, c'était de ne pas baptiser ce régime de communiste ou de socialiste. On pouvait toujours dire : Nous avons fait ce que nous avons pu ; nous nous sommes heurtés à telles difficultés, à telles résistances ; comprenez notre situation et tirez-en des enseignements utiles pour le jour où vous tenterez votre révolution. Au lieu de faire profiter d'une expérience sincère et d'aider ainsi le mouvement international on a menti sans arrêt, on a remplacé la notion d'égalité par celle de hiérarchie, gestion ouvrière par la plus lourde gestion bureaucratique, la liberté ouvrière par la terreur sur les ouvriers et les paysans. Un étatisme féroce a été baptisé socialiste.

Même déformation au point de vue internationaliste. Un tel régime était obligé de se barricader chez lui. Il ne fallait pas que l'ouvrier russe sache ce qui se passe chez les ouvriers étrangers, afin qu'il ne puisse comparer sa situation à la leur. De même qu'il ne fallait pas que les ouvriers étrangers sachent quel curieux socialisme était réalisé en Russie. Nécessité de tromper les uns et les autres. Résultat presque fatal, réveil d'un nationalisme russe, la peur d'en haut réclamant tous les sacrifices possibles d'en bas sous prétexte de conjurer un péril imaginaire. Après 1944, vingt ans, cinquante ans de paix étaient possibles, souhaités partout, et plus en Russie qu'ailleurs peut-être. Par la volonté de Staline et de son équipe, peut-être par le simple jeu mécanique de leurs mensonges, c'est la marche à la troisième guerre mondiale.

Le parti communiste qui devrait, en théorie, commander, diriger, ordonner la société nouvelle est en pratique appelé à un rôle tout différent, c'est lui qui est commandé par une bureaucratie omnipotente et qui lui sert de garde de fer.

Tout cela c'est l'œuvre de Staline. La Russie est devenue une grande nation industrielle. A quel prix ? L'accumulation primitive du capital tant et si jus-

tement reprochée dans les autres pays à la bourgeoisie capitaliste, c'est au nom du communisme qu'elle a été réalisée en Russie. L'exploitation des femmes et des enfants par la jeune classe capitaliste anglaise pâlit à côté de l'exploitation des ouvriers russes, des déportations de paysans, des camps de concentration où le Guepéou rassemble ses millions de forçats.

Et maintenant, Staline mort, que va-t-il advenir ? Pour beaucoup, pour le monde entier, une période de répit va s'ouvrir. Que nous réservent les successeurs, les « hommes sans biographie » ? Hélas ! ils en ont une. Ils partagent celle de Staline. Un Malenkov, entré au secrétariat particulier de Staline en 1925, ayant vécu depuis dans son ombre, a participé à toutes les hautes et basses œuvres qui ont marqué ces trente ans. Un journaliste a parlé du bestial Malenkov et du glacial Beria. L'histoire prochaine dira si ces appellations sont justifiées.

Les descentes d'avions anglais et américains ne sont pas très rassurantes. D'autant qu'il faut bien se dire que la politique d'hier continue : le procès de Prague et ses onze pendus est récent, le procès des médecins juifs de Moscou mijote, la comédie de l'armistice en Corée se poursuit.

Ménagez Malenkov ! aurait dit Tito à Churchill. J'ai bien envie de dire, non à Churchill, mais à tous ceux qui ont une responsabilité dans le mouvement ouvrier international, ménagez le peuple russe, efforcez-vous de lui parler et de le convaincre que la fraternité internationale est moins que jamais un leurre ; l'intérêt profond des ouvriers russes, celui des ouvriers du monde entier sont identiques. La guerre entre nous ne sert que nos maîtres et nos exploités.

Une des dernières fois où je vis Chliapnikov, comme je lui demandais combien de temps durerait l'impuissance des ouvriers russes devant la dictature de la bureaucratie d'Etat, il me dit qu'elle durerait peut-être longtemps encore, le temps que l'industrialisation crée une vaste classe ouvrière, un prolétariat prenant conscience de son exploitation et de sa propre force.

Le vieux militant de l'Opposition ouvrière a subi le sort de tous les oppositionnels ; il est au nombre des victimes de Staline. Il est mort sans avoir vu le réveil de la force prolétarienne russe. Mais il n'a pas douté d'elle. Ce réveil tarde évidemment. Mais il finira par se produire. Que savons-nous de ce qui est en gestation en Russie ? Pas grand-chose de ce qui se passe dans la faible couche de profiteurs du régime totalitaire stalinien. Rien de ce qui s'élabore au sein de l'énorme masse qui travaille et souffre au soi-disant pays du socialisme.

LE DRAME DU SYNDICALISME

Les dernières pages du livre de Lefranc sur les **Expériences syndicales internationales** méritent qu'on les lise avec soin et qu'on en discute entre nous. « Le drame du syndicalisme, dit-il, est d'avoir perdu sa mystique, sans se faire respecter de la technique et en étant manié par la politique. » Il conclut ainsi après avoir envisagé non la seule expérience française mais les plus caractéristiques, l'italienne, l'allemande, la russe, l'anglaise, l'américaine. Le drame du syndicalisme n'est donc pas simplement français il est international. Mais ce qui est vrai pour l'ensemble l'est encore un peu plus pour le mouvement français. Il est si loin d'avoir l'allure des mouvements américain, anglais et allemand. Il fait même si pitoyable figure

Pour Lefranc, « depuis un demi-siècle, la qualité des hommes qui se donnent au syndicalisme a baissé. » Il fallait, suivant lui, qu'ils deviennent autres ; ils ont changé, mais en pire. « L'appareil syndical n'est plus suffisamment alimenté par la montée de nouvelles élites ouvrières. » Certes, Lefranc peut penser qu'il a été bien placé pendant assez longtemps

pour juger de la montée des militants dans l'appareil syndical. Du moins il le croit. Mais l'institut supérieur ouvrier d'avant la dernière guerre qu'il dirigeait se ressentait nécessairement du sang pauvre de la C.G.T. Les jeunes ouvriers les plus ardents étaient attirés par le parti. D'autres jeunes, guère moins ardents, étaient pris par la J.O.C. et c'est eux qui ont formé les cadres actuels de la C.F.T.C. Lefranc a surtout vu des hommes qui se donnaient à la C.G.T. d'après la scission de 1921. C'est ce qui explique son jugement trop amer.

De l'élan et du dévouement, à la même époque, il y en a eu à revendre. Le parti et ses satellites syndicaux en ont gaspillé des quantités. Ils ont dégoûté et envoyé à la pêche à la ligne les meilleurs. Domage que nous n'ayons pas mieux prospecté cette corporation ; il y avait là beaucoup de bons éléments à récupérer. Il est vrai que militant échaudé par le parti craint facilement tout autre mouvement.

Lefranc pense que « l'homme est autre que la philosophie du mouvement ouvrier l'avait imaginé : il aime mieux s'évader de l'usine en la maudissant que d'apprendre à y exercer une part de direction en se cultivant. » L'évasion de l'usine a toujours existé ; combien de copains bricoleurs l'ont lâchée pour se mettre à leur compte de cent manières. Hier, parmi ceux-là beaucoup restaient fidèles à leurs idées, au moins longtemps. On les retrouvait dans les grandes occasions. Il semble bien aujourd'hui qu'il n'en soit pas tout à fait de même. Il est vrai qu'il y a en plus à présent l'évasion par les cadres, non de l'usine mais de la condition ouvrière et de son état d'esprit. De cet écrémage, le mouvement syndical souffre forcément. Il pourrait en souffrir moins si les syndicats avaient meilleure allure et si les grandes espérances n'étaient pas aussi voilées. Dans les équipes de journaux, longtemps le metteur en pages a formé en réserve la ligne de résistance syndicale. Lefranc s'illusionne s'il croit que l'homme imaginé par la philosophie du mouvement était de sa jeunesse à sa fin capable de lutter sans arrêt. Il y avait plusieurs sortes d'homme, l'entraîneur, le mainteneur, le soutien obscur ; le même homme d'ailleurs pouvait avec l'âge passer par toutes ces phases. Mais il envisageait d'avancer avec sa classe, exercer une part de direction, et se cultiver pour y arriver, lui apparaissait comme une évasion de sa classe.

La faiblesse du syndicalisme tel que le conçoit Lefranc, une variété de syndicalisme de collaboration, provient de ce qu'il ne fait pas appel aux grands sentiments qui font battre le cœur et risquer l'aventure. Il est une administration, on fait carrière, on veut arriver. Or pour ceux qui veulent arriver il y a des carrières plus reluisantes.

Dans la mesure où le syndicalisme perdait sa mystique, c'est-à-dire ses grandes visées de transformation sociale, il devait être incapable de se faire respecter de la technique et de la politique.

On l'a bien vu ces dernières années avec les nationalisations. Comment ses représentants auraient-ils pu se faire respecter des techniciens alors qu'ils avaient d'admiration devant eux, qu'ils ne se donnaient pas la peine, ni les syndicats qu'ils étaient censés représenter, d'étudier les problèmes nouveaux qu'ils avaient à résoudre. Je suis tranquille, le syndicat qui aurait eu à cœur de remplir sa tâche aurait trouvé dans son sein les hommes capables de le représenter proprement et fièrement, c'est-à-dire d'apporter le point de vue ouvrier riche de l'expérience technique de tous ses camarades. Mais pour cela il fallait que le syndicat sache préparer le mandat de son délégué et que celui-ci rende compte de ce qu'il avait fait et de ce qu'il avait à faire. Au lieu de cela, le syndicalisme n'a envoyé le plus souvent que des figurants ou des larbins.

Il en est un peu de même pour la Sécurité sociale. Ce qui cloche dans son fonctionnement, c'est le per-

sonnel, ce sont les syndicats du personnel, qui devraient le dire et travailler à l'améliorer. Gare à l'esprit bureaucratique. C'est en défendant les usagers que le personnel se défendra. C'est ainsi qu'il parviendra à se tailler une influence légitime et à conquérir ses titres à la gestion. Un camarade qui y occupe une fonction assez importante me disait un jour que les bourgeois connaissaient mieux leurs droits à la Sécurité sociale que les ouvriers. N'est-ce pas aux syndicats du personnel de remédier à cela et de faire connaître leurs droits à leurs camarades ouvriers ?

De même pour les comités d'entreprise. On les a relégués aux histoires de cantines et de vacances des gosses. Même dans ce domaine réduit si les syndicats s'en étaient donné la peine il y aurait eu moyen de faire mieux. Et faisant mieux là d'avoir d'autres exigences.

Le drame du syndicalisme, Lefranc, tient tout entier dans l'abandon par les syndicats de leurs espérances révolutionnaires. Du moment où il accepte un rôle subalterne, il prend lui-même une âme de quémandeur et de domestique et ne peut se faire respecter.

ALORS, ANDRE SPIRE ?

Qu'est-ce que je lis ? Vous auriez voté au Conseil national des écrivains une motion sévère sur l'attitude de Serge Groussard, qui demandait à ce Conseil de protester contre les pendaisons de Prague et contre le procès des médecins juifs de Moscou.

Vous seriez confit en dévotion stalinienne, en 1953, au point de vous associer, vous qui fûtes l'un des premiers juifs français à défendre le sionisme, à la campagne antisioniste et antisémite actuelle des staliens de Prague et de Moscou.

C'est difficile à comprendre. Quelles raisons, quels scrupules vous amènent à faire cela ?

Vous êtes déroutant, mon cher Spire. Déjà, en 1919, je n'avais pas été peu surpris de vous voir féroce antibolchévique. Je ne me trompe pas, vous étiez bien d'accord avec Maurice Kahn et quelques-uns des derniers et des meilleurs dreyfusards de **Pages libres**, quand Maurice Kahn demandait à l'Union Typographique de Villeneuve-Saint-Georges le remboursement d'un prêt que vous lui aviez fait à quelques-uns. « Mes amis et moi, nous ne voulons pas que notre argent serve à la propagande bolchévique de Monatte. » L'administrateur de l'Union Typographique marqua son étonnement. Il répliqua que j'avais donné à faire ma circulaire de lancement de la **Vie ouvrière** hebdomadaire et j'avais payé comme n'importe quel client. La **V. O.** allait paraître sous forme d'hebdomadaire et l'Union n'ayant pas de rotative elle s'imprimerait ailleurs. — S'il en est ainsi, alors je ne vous ai rien dit, conclut Maurice Kahn.

Je tombai de haut en apprenant cela. De la part de Daniel Halévy, que je savais repris par le démon de la bourgeoisie bien avant 1914, cela ne me surprenait pas tellement, mais il n'en était pas de même pour Maurice Kahn et pour vous.

Et voilà l'antibolchévique de 1919 stalinien en 1953 ? Vous vous trompiez en 1919. Laissez-moi vous dire que vous vous trompez encore bien plus gravement aujourd'hui.

Pierre MONATTE.

UNE SAGESSE !

« ...et le stalinisme n'était pas à proprement parler une doctrine : plutôt une méthode, une tactique, une sagesse. »

LE MONDE (7 mars 53).

UNE ORDURE :

Le maître-chanteur Hauteclocque

Plusieurs journaux, dont l'Observateur, Franc-Tireur et le Monde, ont publié au début du mois dernier la lettre suivante, écrite par le résident général Hauteclocque au président du Conseil des ministres tunisien Chenik, le 24 mars 1952, lettre dont l'authenticité a été confirmée implicitement quelques jours plus tard par un communiqué de la Résidence générale elle-même :

Résidence générale de France
à Tunis.

Excellence,

Je sais toutes les inquiétudes que vous donne actuellement la santé d'un de vos fils, et, ayant passé moi-même par une épreuve aussi douloureuse pour une fille charmante que j'ai perdue après dix-huit mois d'une horrible maladie, je comprends mieux que personne tout ce que vous pouvez ressentir.

Aussi, est-ce le père de famille qui vous écrit aujourd'hui ce petit mot à titre strictement personnel ; je veux espérer que vous comprendrez le sentiment humain qui l'inspire.

Je suis profondément ému, je ne vous le cache pas, à la pensée que, si la controverse franco-tunisienne ne se règle pas ces jours très prochains d'une façon amiable, des remous sérieux se produiront fatalement à cause de vous, tout près de vous, autour de vous, que, par suite de ces remous, l'état de santé de votre enfant risque de s'aggraver.

Je voulais vous dire cela très simplement et

très franchement pendant qu'il en est temps encore.

Ne voyez dans cette lettre aucun moyen de pression indirecte, aucun « chantage » qui serait particulièrement malséant dans une situation aussi pénible. Je vous donne ma parole d'honneur que personne, ni près ni loin de moi, n'est au courant de ce que je vous écris et ne le sera jamais et je vous demande même de ne pas me répondre, car votre réponse risquerait d'être ouverte par quelqu'un d'autre que moi. Mais je considère que j'avais le devoir moral de vous adresser ce message, car s'il y a un terrain où tous les hommes doivent se trouver unis c'est bien celui de la famille et des enfants.

Veillez agréer, Excellence, les assurances de ma haute considération.

J. de HAUTECLOCQUE.

Ainsi, le maître-chanteur Hauteclocque a menacé, en la personne de son fils, le ministre tunisien Chenik, si ce dernier n'acceptait pas de changer sa politique. Et le ministre n'ayant pas cédé au chantage, le « résident général » l'a fait arrêter deux jours après et envoyer en résidence forcée, par mesure administrative, sur les confins sahariens.

Dans le langage populaire, toujours si véridique, on appelle les hommes qui commettent de telles actions, des « ordures » : M. de Hauteclocque est une ordure.

Qu'un ci-devant soit une ordure, cela n'a rien de surprenant, mais comment concevoir qu'un régime qui s'intitule républicain puisse conserver un tel homme comme son plus haut représentant en pays étranger !

Un régime qui maintient une telle ordure est un régime infect.

Nous nous sommes souvent demandé si Hauteclocque avait ordonné personnellement l'assassinat de Farhat Hached, ou s'il avait seulement laissé faire. Maintenant nous sommes fixés : celui qui est capable d'un tel chantage est capable de tout. — R. L.

RESOLUTION SUR LA TUNISIE

Le Sous-Comité de la C.I.S.L., après avoir pris connaissance du rapport de la délégation en Tunisie,

S'indigne que plus de trois mois après l'assassinat de Farhat Hached, membre du Comité exécutif de la C.I.S.L., les autorités françaises n'ont pas encore réussi à arrêter les auteurs de cet abominable forfait ;

Constata que l'enquête a été menée dès le début d'une façon discutabile qui a ému le monde ouvrier libre ;

Revendique énergiquement la restauration immédiate des libertés démocratiques et notamment des libertés syndicales et insiste pour que toutes les entraves apportées par les autorités françaises aux relations entre la C.I.S.L. et l'U.G.T.T. soient levées sans délai ;

Rappelle au gouvernement français la promesse faite à la délégation de la C.I.S.L., le 27 décembre 1952, par le résident général de France en Tunisie d'une libération prochaine des leaders syndicalistes ;

Exprime son indignation que cette promesse n'a pas encore été honorée et réclame avec force leur élargissement immédiat ainsi que celui de tous les syndicalistes arrêtés depuis janvier 1952 ;

Nomme une délégation à l'effet de rencontrer le président du Conseil des ministres de la République française pour lui faire part de cette résolution et lui exposer la position de la C.I.S.L. à l'égard du problème tunisien.

Clairvoyance à retardement

« J'ai acquis la conviction qu'aucune réforme importante visant les relations entre la France et le Maroc ou la Tunisie ne sera possible sans un retour aux notions exactes de responsabilité et de subordination hiérarchique. »

Robert SCHUMAN

(Nécessité d'une politique. Mars 1953.)

Etait-il donc nécessaire que M. Schuman ne soit plus ministre pour qu'il découvre cette vérité première ?

Pourquoi, alors qu'il était ministre des Affaires étrangères, n'a-t-il pas fait obéir le résident général Hauteclocque, pourquoi celui-ci n'a-t-il pas fait obéir le secrétaire général Pons, et pourquoi ce dernier ne s'est-il pas fait obéir des chefs de la police tunisienne, au lieu de leur laisser suivre les ordres de leur chef de gang, le « sénateur » Colonna ?

Une politique ouvrière internationale EST-ELLE POSSIBLE ?

Dans l'avant-dernier numéro de la *R.P.*, nous avons examiné les conditions « objectives » d'une action ouvrière internationale, ou — pour être plus modeste — nous avons cherché les bases d'un examen utile.

Nous pourrions sans doute résumer d'un terme que nous répétons comme un slogan l'essentiel de nos remarques. La conjoncture est favorable lorsqu'elle favorise la spontanéité ouvrière et la liberté du mouvement ouvrier. Encore convient-il de juger non *l'état*, mais le *devenir* — non les caractères de ce qui *existe actuellement*, mais les *tendances de l'évolution*.

Notre condamnation préalable du système stalinien — aujourd'hui exactement semblable au système hitlérien — ne se fonde pas sur ce que nous en observons aujourd'hui, mais sur une expérience de plus de trente ans, au cours de laquelle le monstre a exterminé tout ce qui n'était pas né de sa propre substance, s'est nourri des sympathies que ses sorciers attiraient. Que l'on interprète le phénomène comme une réaction historique ou comme une anticipation désespérante, un syndicalisme libre se définit d'abord par une opposition fondamentale, intransigeante, irréductible au stalinisme. Tant pis pour tous ceux — même s'ils sont de nos amis — qui ne comprennent ou ne veulent pas comprendre le sens impératif et absolu du terme *préalable*.

Evolution favorable au mouvement ouvrier ?

De l'autre côté, les facteurs « objectifs » restent-ils favorables à la liberté du mouvement ouvrier ? En d'autres termes, l'évolution du capitalisme détermine-t-elle le renforcement de l'organisation ouvrière, la naissance ou l'enrichissement de la conscience de classe ?

La réponse n'est pas facile. D'abord, parce que le facteur stalinien écrasant d'un côté pèse lourdement sur l'autre. On oublie toujours qu'à la fin de la guerre il représentait même aux U.S.A. un danger sérieux. On attribuit aux staliniens le contrôle d'une fraction du C.I.O. oscillant entre le quart et le tiers des effectifs en 1946. Le noyautage des administrations fédérales, des universités, des cercles intellectuels ne relève pas de la fantasmagorie morbide des « chasseurs de sorcières ».

Et il n'est pas utile d'insister sur les ravages causés dans toute l'Europe occidentale, sauf en Angleterre.

En France et en Italie, par exemple, il est difficile d'apprécier les possibilités propres de masses ouvrières encore soumises à une bureaucratie étrangère — comme de déterminer les motifs réels de mesures gouvernementales de coercition et de répression.

L'étatisme, même limité, introduit également un élément artificiel dans nos observations. On peut affirmer l'influence du mouvement ouvrier sur la législation sociale — et sur les progrès démocratiques — en Angleterre pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, en France de 1900 à 1919, même lorsque l'action syndicale méprisait les initiatives parlementaires.

Impossible au contraire de savoir si la volonté

ouvrière s'accordait avec les interventions des gouvernants et des législateurs, en France, de 1945 à 1947. Si tout était clair, lors des mouvements des P.T.T., du Livre, des usines Renault de 1947 — révoltes contre les états-majors confédéraux — tout s'obscurcit en fin de cette année, lors de la première vague de grèves « Molotov ». La journée du 25 novembre 1949 a sans doute consacré la condamnation du « dirigisme », et par là ouvert une nouvelle période. Mais les velléités étatistes persistent dans les syndicats libérés de la tutelle stalinienne.

Compte tenu du stalinisme et de l'étatisme, nous pouvons cependant, en Amérique et en Europe, sinon apprécier exactement le mouvement ouvrier, tout au moins observer une classe ouvrière normalement constituée, en ses rapports avec le capitalisme et avec l'Etat.

Pays pré-capitalistes

Cette base manque dans les pays pré-capitalistes, « sous-développés ». M. A. Sauvy, dans son livre *Théorie générale de la population*, fixe les dix tests qui permettent la classification en pays développés et en pays sous-développés : 1° *Forte mortalité* ; 2° *Forte fécondité* ; 3° *Alimentation insuffisante* ; 4° *Forte proportion d'illettrés* ; 5° *Forte proportion de cultivateurs ou pêcheurs* ; 6° *Sous-emploi par insuffisance des moyens de travail* ; 7° *Assujettissement de la femme* ; 8° *Travail de l'enfant* ; 9° *Absence ou faiblesse des classes moyennes* ; 10° *Régime autoritaire*.

Il ajoute que le facteur qui se modifie le plus rapidement c'est le premier — c'est-à-dire que le progrès médical provoque une baisse importante de la mortalité. Mais il en résulte un alourdissement des autres facteurs. « *Le divorce prononcé* — écrit M. Sauvy — *entre l'aide sanitaire et l'aide économique conduirait à une situation grave. Les techniques sanitaires de 1950 ne pourront pas indéfiniment coexister avec les techniques économiques du XVII^e siècle ou du moyen âge.* »

Notre propos sur les deux politiques américaines semble tombé aujourd'hui dans le domaine public. Les éminents neutralistes du *Monde*, pour mieux souligner les dangers de la tendance Eisenhower, en viennent à louer rétrospectivement l'action de Truman et d'Acheson, dont ils n'ont pas cessé, pendant deux ans, d'instruire hypocritement le procès.

Mais nous voulons simplifier le débat en accordant à nos contradicteurs que l'intervention américaine est de caractère exclusivement capitaliste et impérialiste. Si nous nous bornons à l'étude objective des conditions objectives de l'action ouvrière internationale, nous ne pouvons envisager que la formation, dans ces pays sous-développés, de prolétariats dégagés d'une immense plèbe misérable.

Là où la classe ouvrière existe, comme en Tunisie, la liquidation du colonialisme libérera le syndicalisme des servitudes de la résistance nationale. Les problèmes économiques et sociaux ne seront évidemment pas résolus par cette libération politique, pas plus qu'ils ne le sont en Amérique latine

ou dans l'Inde. Ce qui importe, dans tous les pays sous-développés, c'est de réduire ou d'annuler les facteurs précisés par M. Sauvy — c'est-à-dire de précipiter l'évolution qui a duré plus d'un siècle dans l'Europe occidentale.

On envisagera dans beaucoup de cas la suppression du féodalisme par la réforme agraire. Mais la création d'une classe stable de cultivateurs dépend d'une forte immigration vers les villes, d'une amélioration sensible de l'alimentation générale, du perfectionnement de la technique agricole. Tout cela est-il possible sans l'intervention des capitaux américains provoquant la concentration ouvrière et la revendication ouvrière ?

Quoique le capitalisme américain soit surtout « alléché » par la simple exploitation des ressources naturelles des pays pré-capitalistes, comme le capitalisme anglais par le pétrole d'Iran, le caoutchouc et l'étain de Malaisie, il est le seul capable *actuellement* d'industrialiser un pays neuf. M. A. Sauvy pense que les ouvriers américains ont plus à perdre dans une émancipation des dominés que dans un partage avec les dominateurs de leur pays. Thèse que nous discuterons, qui n'est d'ailleurs, dans l'état présent des choses, qu'une vue de l'esprit. Les travailleurs des U.S.A., comme nous-mêmes, ont actuellement tout à gagner à la formation de prolétariats indigènes capables de se battre pour leurs salaires. Car la plèbe misérable a toujours fourni aux Eglises catholique ou stalinienne une clientèle et une armée.

Internationale colonisée ou... moralisée

Les conditions « objectives » d'une politique ouvrière internationale sont donc fonction de l'évolution des systèmes totalitaire, étatiste, capitaliste ou pré-capitaliste. Condition primordiale : l'existence physique et physiologique d'une véritable classe ouvrière. Condition essentielle : un mouvement ouvrier indépendant ou en voie de libération.

Le terme « objectif » s'applique sans nul doute à ce qui ne dépend pas directement de la volonté et de l'action ouvrières. Celles-ci ne peuvent s'exprimer que par des organisations dont la base de classe soit indéniable et dont le recrutement ne soit pas fonction d'une politique. Nous pouvons réserver le titre de syndicats ouvriers aux groupements qui se soumettent à ces deux principes fondamentaux — ce qui exclut aussi bien les organes ouvriers des Etats totalitaires que les succursales ouvrières des partis totalitaires — que même les groupements ouvriers à base confessionnelle. Ce qui ne veut pas dire évidemment que de telles institutions ne pèsent pas sur la politique ouvrière nationale et internationale.

Le même critère s'applique aux organisations internationales : *base de classe, liberté de détermination à l'égard de toute politique extérieure au mouvement ouvrier.*

La Fédération syndicale mondiale n'a jamais, depuis 1948, soutenu d'autres thèses que celles du Kominform et du gouvernement de Moscou. Elle a proclamé dans son manifeste du 1^{er} mai 1950 que « la grande U.R.S.S., bastion de la paix, assure l'élévation constante du niveau de vie et de la culture de ses peuples — et que dans les pays de démocratie populaire on établit les fondations du régime socialiste ».

Le 14 mai 1950 le secrétariat général de la F.S.M. engagea la procédure d'exclusion des syndicats yougoslaves, « titistes ».

De telles décisions se distinguent des motions de congrès aux effets provisoires localisés dans le temps. Elles fixent non l'action temporaire, mais la nature et le caractère de la F.S.M. Celle-ci ne peut

se soustraire — même par l'artifice ou la duperie — aux impératifs de la politique stalinienne. Elle ne peut donc intervenir dans l'élaboration d'une politique ouvrière internationale.

Il n'est pas aussi facile d'écarter la *Confédération internationale des syndicats chrétiens*, reconstituée en octobre 1945. Il faut même se garder de la juger à travers nos propres conceptions laïques et syndicalistes ou son jeu balancé entre les organisations staliniennes et les syndicats libres. L'influence des partis politiques sociaux-chrétiens et du Vatican s'y exerce efficacement. Elle n'est ni déterminante ni exclusive. Mais en se soumettant, en son statut fondamental, aux « exigences de la morale chrétienne » — même en présentant celle-ci comme un humanisme libéral — la C.I.S.C. limite sa liberté propre de recrutement et d'action.

Une Internationale ouvrière capable d'une politique ouvrière

Reste donc la *Confédération internationale des syndicats libres*. Avant d'examiner son action, ses possibilités, de discuter ses tendances, il convient de procéder par élimination, comme pour les deux autres Internationales.

Le recrutement des syndicats adhérents dépend-il d'une discrimination à la base, d'une politique positive au sommet ?

Constatons d'abord que sauf en France et en Italie, dans tous les pays capitalistes, les centrales adhérentes existaient avant la scission internationale et sont demeurées telles qu'elles étaient alors. En France et en Italie c'est la nécessité d'échapper à une tutelle politique qui a provoqué la scission. Les nouvelles centrales se sont constituées non pour une politique, mais contre une politique. C'est dans le même sens que des mesures « discriminatoires » ont joué par le retrait ou le refus de certaines adhésions : comme celles de la C.F.T.C. française, des syndicats « légaux » d'Argentine, du Thailand, de Yougoslavie — la première parce qu'elle ne voulait pas se séparer de l'Internationale chrétienne, les autres parce qu'ils apparaissaient comme soumis à leur gouvernement.

On reconnaît que le programme de base de la C.I.S.L. manque de netteté, d'accent, de fermeté. Mais c'est peut-être, justement, parce que l'on n'a pas voulu ou pu obtenir une adhésion unanime à des formules « finalistes ». C'est exactement le contraire d'un départ impérativement orienté.

On reconnaît aussi que la C.I.S.L. s'est prononcée pour le plan Marshall, pour le plan Schuman, pour « la défense atlantique ». Mais ce ne furent pas là des positions prises a priori. Des débats les ont préparées. Des réserves ont été formulées (les syndicats anglais et yougoslaves n'ont pas adopté le plan Schuman). Au reste, une Internationale qui groupe les deux centrales américaines, deux centrales italiennes, deux centrales canadiennes, deux centrales indiennes, les syndicats des U.S.A. et de Porto-Rico, la C.G.T.-F.O. et l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, les Trade Unions et les syndicats de Chypre, de Guinée, de Honduras éprouverait quelques difficultés à se soumettre à une seule politique gouvernementale.

En fait, positions et décisions prolongent surtout, dans la majorité des cas, des politiques nationales parfois difficiles à concilier.

La C.I.S.L. n'a pas encore déterminé les bases et les moyens d'une véritable politique ouvrière internationale.

En est-elle capable ? C'est une question. Qu'en dehors d'elle aucune autre organisation ne puisse nourrir une telle ambition — c'est une constatation.

La C.I.S.L. groupait, à sa fondation, 20 millions de travailleurs européens, 19 millions de travailleurs américains (dont plus de 13 millions aux U.S.A.) et près de 8 millions de travailleurs des pays d'Asie, d'Afrique et d'Océanie (dont 400.000 de Chine, 2 millions de l'Inde, 4 millions du Japon).

Notons simplement, à titre de comparaison, que la Fédération Syndicale Internationale, à la veille de la dernière guerre, n'atteignait certainement pas 20 millions d'adhérents, — que les centrales allemande, autrichienne, italienne, tchécoslovaque, espagnole n'étaient plus représentées que par des groupes d'émigrés, — qu'en dehors de l'A.F.L. des U.S.A., de la C.G.T. mexicaine, elle ne comptait comme adhérents hors d'Europe que 150.000 travailleurs du Canada, 10.000 de Palestine et 10.000 d'Afrique du Sud. Ces précisions ne sont pas inutiles.

Structure et tendances de la C.I.S.L.

La C.I.S.L. n'a pas résolu le problème de la double base, par les centrales nationales et les secrétariats professionnels internationaux, qui se posait depuis longtemps au sein de la fédération d'avant guerre. Nous avons fréquemment attiré l'attention sur cette affaire. Sans doute a-t-on constitué un comité de liaison des S.P.I. Mais les difficultés subsistent. Et le comité exécutif, en sa session du 1^{er} au 5 décembre 1952, a tenu à rappeler que c'est à la C.I.S.L. qu'il incombe de définir la politique générale du mouvement syndical libre.

Ce qui serait une simple lapalissade si l'on avait repris la formule organique de la C.G.T. française: *double affiliation pour chaque fédération industrielle nationale, organisme bi-partite au sommet*. Une politique ouvrière internationale ne se conçoit que « hors du national » — ce qui suppose dans la conception des *tendances « internationales »* multiples se prolongeant à travers les frontières, dans l'exécution des organismes capables de déclencher une *action internationale* sur le plan des industries et des entreprises. Nous n'en sommes pas encore à cette étape. Les influences dépendent encore des situations particulières de chaque nation.

Avant 1914, la C.G.T. française s'opposait, en avant-garde audacieuse, au travaillisme britannique comme au socialisme germanique. Ce que l'on traduit aujourd'hui encore par minorité agissante, là — syndicalisme de masse, ici. Il est dangereux et assez injuste d'appliquer le terme d'aristocratie — ce qui implique la conservation de privilèges — à « la phalange héroïque qui menait au combat les syndicats ouvriers » (1). Lagardelle voyait plus clair, lorsqu'il parlait « *d'idées confuses comme la vie elle-même, qui s'illuminent au feu de l'action* ». Le syndicalisme révolutionnaire se voulait indépendant non seulement du patronat, de l'Etat et des partis, mais aussi des « machines », même tirées des syndicats (comme le Labour Party), ou d'une spécialisation économique qui maintenait les syndicats au rez-de-chaussée d'une haute bâtisse (comme en Allemagne). Et il jugeait qu'une classe sociale, comme toute personne libre, s'affirme non par la doctrine, non par la morale, non par la revendication mais par l'action.

Ce sont là des idées qui n'appartiennent pas à un passé révolu. Mais elles ne se présentent plus avec la claire simplicité du début du siècle. Ce n'est plus par de nettes oppositions de tendances que nous devons tenter une classification des centrales nationales, dont les politiques se combinent ou se heurtent au sein de la C.I.S.L.

Pourquoi ne pas reprendre les normes utilisées dans l'appréciation de la situation et de l'évolution des différentes nations ? Sans doute a-t-on créé

des centres régionaux d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Afrique. Initiative excellente qui, dans les deux derniers cas, marque une rupture concrète avec le colonialisme par la dissociation, sur le plan ouvrier, du Commonwealth britannique et de l'Union française. Il est des nécessités géographiques que l'on ne peut nier, d'autre part. Le groupement des syndicats du continent américain, celui des syndicats européens s'imposent pour des raisons de bonne administration. Et s'il en résulte là une lutte active contre la misère des masses et les artifices péroniens — ici, un effort sérieux pour une véritable unité européenne, on s'en félicitera sans réserves.

Mais qu'on le veuille ou non, quelles que soient nos réactions sentimentales, une véritable politique ouvrière internationale s'élaborera d'abord là où le mouvement ouvrier s'est libéré des hypothèques stalinienne, étatiste, colonialiste — là où il s'affirme en face du capitalisme le plus dynamique et le plus progressiste.

Syndicalisme américain

— Vous reconnaissez donc la suprématie des Américains.

— Nous ne reconnaissons rien de plus que l'évidence ; nous ne recherchons que l'efficacité. Et nous entendons ne discuter qu'avec bonne foi.

Les centrales américaines ne dominent pas dans la C.I.S.L. dont les statuts limitent le poids des effectifs massifs. C'est malgré l'opposition de l'American Federation of Labor qu'ont été désignés l'actuel président de la C.I.S.L. et le secrétaire de la « région européenne ». Si les délégués américains à la C.I.S.L. ne se sont pas révélés révolutionnaires et antibureaucratiques, c'est qu'ils n'ont pas recherché l'originalité, car les méthodes platement réformistes, les relents genevois, l'ankylose bureaucratique se sont introduits dans la C.I.S.L. par l'héritage de la vieille Fédération Syndicale Internationale, où les Américains n'exerçaient aucune influence. Hélas ! ce sont les représentants de la C.G.T.-F.O. qui ont soutenu, sur le problème colonial, les thèses les plus réactionnaires. C'est le plus illustre d'entre eux qui a parrainé et qui préside cette fameuse Démocratie combattante et... inquiétante. C'est l'Anglais président Sir Vincent Tewson qui n'a découvert qu'un seul mouvement pour la paix : l'O.N.U. — « qu'il faut soutenir de tout son cœur » (sic !).

Il est vrai que les syndicalistes américains ne s'affirment pas révolutionnaires. Il n'est pas vrai qu'ils représentent la réaction ou le réformisme le plus bureaucratique au sein de la C.I.S.L. Il est profondément injuste de mépriser leurs sentiments internationalistes, alors que les Européens — et surtout les Français — sont incapables de fermer le livre de la dernière guerre.

A un ami du C.I.O. — très proche de nous — nous parlions dernièrement de la nécessité pour les deux centrales américaines d'opposer leur politique internationale (qui influence fortement l'action de Truman) à celle d'Eisenhower. « Fort bien, répliqua-t-il. Mais que puis-je proposer de positif à mes camarades de la part des syndicalistes français ? » Nous étions tentés de lui répondre : des phrases ronflantes, des slogans éculés, des mots d'ordre d'autant plus audacieux qu'on les sait inapplicables... dans le meilleur des cas, des critiques fondées et des réticences qui ressemblent à des précautions ou à des alibis.

Or, dans la situation internationale présente, une politique ouvrière se définit non par des principes et des idées, mais par des propositions concrètes, *directes*, sur des sujets qui ne dépendent pas *directement* d'inspirations nationales ou professionnelles.

(1) R. Rolland dans Jean Christophe.

Les centrales américaines ont posé les bases d'une politique internationale, — certainement discutable, parfois contestable, peut-être dangereuse — mais qui se présente sous le double signe du réalisme et du désintéressement relatif.

Inutile d'insister sur la manière dont le C.I.O. a compris ses responsabilités internationales. La spontanéité de sa réaction contre les influences stalinienne dont il s'est libéré avant toute intervention gouvernementale : l'expérience accomplie imprudemment mais loyalement de l'adhésion à la F.S.M. ; la rupture avec les organisations stalinisées lorsque celles-ci ont refusé d'étudier le plan Marshall sous l'angle de la solidarité internationale (2) ; les critiques vigoureuses des représentants du C.I.O. contre l'utilisation des crédits Marshall au seul profit des capitalistes et des Etats ; l'accent passionnel des protestations contre l'aide accordée à Franco — tout cela commande, de notre part, la sympathie et la confiance, même si l'expression de cette politique appelle quelquefois des réserves... de style.

La politique de l'A.F.L.

La politique internationale de l'American Federation of Labor sans s'opposer à celle du C.I.O. s'en distingue souvent par l'inspiration, l'expression et le but. Suit-elle cependant une tendance contraire aux intérêts de la classe ouvrière ?

Ici, il faut se garder d'un examen de principe. Prenons quelques exemples d'intervention sur des points précis.

En septembre 1949, Irving Brown, dans l'organe en langue française de l'A.F.L., étudiait le *syndicalisme dans l'Inde*. Il y posait la nécessité d'augmenter la production industrielle et agricole, et rappelait que la population indienne manifeste encore son ressentiment d'une politique anglaise entravant l'industrialisation de l'Inde, afin que celle-ci reste une source de matières premières. Il précisait que les syndicats indiens — longtemps l'enjeu de luttes politiques — s'étaient surtout consacrés à « l'action dans le domaine du secours social ». Ce qui a eu fréquemment pour résultat que « les syndicats ont négligé de s'affirmer vis-à-vis du patronat sur le plan des revendications syndicales proprement dites ». Il a fallu s'adresser au patronat pour obtenir l'amélioration des conditions sociales dans la communauté. « Les œuvres de secours patronales sont suppléées par une politique gouvernementale caractérisée par une attitude patriarcale à l'égard des ouvriers ». Les relations avec le syndicalisme libre doivent avoir pour résultat d'empêcher l'Indian National Trade Unions Congress (3) de dégénérer en front du travail gouvernemental.

Le 30 mai 1950, George P. Delaney, représentant de l'A.F.L., déposa devant l'Organisation Internationale du Travail un mémorandum dénonçant le gouvernement militaire du Venezuela qui avait détruit les organisations syndicales libres et persécuté leurs militants.

Les *Nouvelles Internationales du mouvement*

(2) Cf dans la « R.P. » de mars 1949 la déclaration de James Carey, représentant le C.I.O.

(3) Selon G. Lefranc (*Expériences syndicales internationales*) deux organisations indiennes adhérent à la C.I.S.L. L'Indian National Trade-Union Congress, de la tendance du parti du Congrès (1.320.000 membres) et l'Hind Mazdoor Sabha de tendance socialiste (forte de 668.000 membres). Il existe en outre une organisation fondée par l'ancien leader communiste. N. Roy, dont nous ne connaissons pas les effectifs.

syndical libre publiaient, en février 1951, une analyse du rapport de la mission américaine officielle Bell sur la situation aux Philippines. Tout en approuvant les critiques des enquêteurs, les militants de l'A.F.L. s'élèvent contre une législation ouvrière coloniale aboutissant au règlement des conflits du travail par décision judiciaire. « *L'arbitrage obligatoire et le règlement gouvernemental de questions qui peuvent être résolues par la voie de négociations collectives entre syndicats et patrons tendent à entraver la liberté. Il semble que le système des tribunaux arbitraux favorise la formation d'un type de dirigeant syndical qui est plutôt un avocat.* » Il faut orienter la future législation ouvrière des Philippines dans le sens de « *la libre négociation des conventions collectives entre syndicats et patrons, l'intervention des autorités publiques devant être réduite au minimum. LE DROIT INALIENABLE A LA GREVE DEVRAIT ETRE PROTEGE* ».

Le Conseil exécutif de l'A.F.L. s'est réuni en février 1952 et a publié une longue résolution sur la crise en Asie et en Afrique. On y trouve des formules dignes d'être retenues comme celles-ci :

1° Autonomie immédiate pour la Tunisie dans le cadre de l'Union française ;

2° Abolition du traité anglo-égyptien de 1932 conjointement avec la conclusion d'un nouvel accord entre les deux pays en vue de leur participation à l'établissement d'une organisation de défense dans le Moyen-Orient ;

3° Droit de l'Iran de décider sur l'usage fait de son pétrole et de ses autres ressources reconnu comme inviolable.

Une autre résolution dénonçait vigoureusement les actes de violence commis en Floride contre des minorités religieuses et raciales.

Nous n'approuvons pas la position de l'A.F.L. sur les problèmes chinois et indochinois. On connaît la nôtre. Quelle que soit notre haine de l'impérialisme stalinien, quelle que soit l'angoisse provoquée en nous par l'alignement de la Chine populaire et du Viet Minh dans le système totalitaire, nous ne croyons pas que la ligne de défense des pays libres passe à travers des régimes réactionnaires ou colonialistes qui ont prouvé leur mal-faisance et leur absurdité. Cependant la logique de l'A.F.L. ne se dément pas dans ces deux cas. Ses militants n'oublient pas qu'à l'origine du conflit chinois il y a la violation par l'U.R.S.S. du traité sino-soviétique de 1945, l'occupation soviétique de la Mandchourie, le pillage de celle-ci qui a rapporté à Moscou 858 millions de dollars en butin ramassé et a coûté à la Chine, par l'expropriation des installations industrielles, des mines et de l'outillage, des pertes se montant à 2 milliards de dollars.

D'autre part, ils demandent, pour que la guerre d'Indochine n'apparaisse pas comme une simple entreprise coloniale, que « l'indépendance promise au Viet-Nam par la France soit réalisée d'une façon concrète ».

Progrès de l'esprit internationaliste

Faut-il ajouter que l'A.F.L., sur le problème allemand, a soutenu une thèse beaucoup plus digne de l'internationalisme que celles de nos représentants français, quant au droit du peuple allemand à se libérer des humiliations de la défaite ? Et cela bien avant la politique atlantique. Si elle n'entend pas adopter cette formule pour les U.S.A., elle s'est cependant prononcée en faveur de l'expérience allemande de la *cogestion*, et le 26 novembre 1951, son représentant Matthew Woll écrivait au département d'Etat des U.S.A. que « *par sa tendre consi-*

dération à l'égard des industriels de la Ruhr, la Haute Commission alliée a bajoué le mouvement ouvrier démocratique allemand et ses revendications ».

En outre, l'A.F.L. a protesté contre l'aide apportée à Franco et à Péron, et dans les *Nouvelles Internationales* de mars 1952, Matthew Woll répond sur un ton méprisant à une invitation du dirigeant franquiste du « Front du Travail » espagnol.

Quant à la situation des Noirs en Amérique, l'organe de l'A.F.L. a ouvert un débat sur les progrès réalisés dans la lutte contre la discrimination raciale. La sincérité des propos échangés confirme nos impressions personnelles et nous éclairerait sur un effort mené avec peut-être moins de passion et de vigueur qu'au sein du C.I.O., mais non sans une sérieuse ténacité et une loyale estimation des progrès réalisés — d'ailleurs impressionnants. Nous maintenons notre thèse sur l'équivalence entre le problème noir aux U.S.A. et le problème colonial chez nous. Nous constatons l'anticolonialisme américain (4). Les *Nouvelles Internationales* ont publié sur la situation syndicale au Maroc un article qui n'est pas moins frappant et brutal que celui que *l'Ecole Emancipée* a donné sur le même sujet. S'agit-il d'affirmations sincères et désintéressées ? Nous n'en jugerons que par l'examen de la lutte de l'A.F.L. contre la discrimination à l'égard des noirs. Peut-être insuffisante, elle demeure infiniment supérieure à celle de nos syndicats contre le colonialisme français.

On a souvent précisé les différences fondamentales entre l'A.F.L. et le C.I.O. Sur le plan international, on notera qu'en 1950 un militant de l'A.F.L. reprochait cordialement au C.I.O. son adhésion totale à la politique du département d'Etat. Reproche peut-être excessif. Mais qui nous éclaire sur le débat. L'A.F.L. dont les syndicats — à l'exception de l'Union des Travailleurs de la Confection pour dames — sont constitués par des noyaux plus américains de vieille souche que ceux du C.I.O. n'est pas antistalinienne par simple respect du loyalisme officiel. C'est l'héritage de Samuel Gompers : la crainte du débordement du social sur le corporatif, la méfiance à l'égard du socialisme d'Etat qui oriente son opposition fondamentale à l'étatisme et au totalitarisme.

Mais l'Amérique — quoi que prétendent certains observateurs superficiels — n'est plus la terre du capitalisme privé, à l'état pur. Les contrôles de l'Etat fédéral ont souvent dépassé en efficacité ceux des Etats européens. Le C.I.O. correspond sur le plan ouvrier à cette tendance nouvelle, qui n'est pas définitivement fixée car l'industrialisation ultra-rapide de l'Ouest et du Sud posera de nouveaux problèmes, et il n'est pas exclu que le parti démocrate consacrant la scission entre les masses populaires dynamiques et une bourgeoisie conservatrice et statique évolue vers un parti de gauche analogue aux partis démocrates-socialistes. Les solutions internationales du C.I.O. s'apparentent à

(4) Certaines controverses récentes nous obligeront à des précisions supplémentaires sur la spontanéité populaire de cet anticolonialisme, mais avons-nous le droit d'être si exigeants à l'égard des syndicalistes américains, lorsque le secrétaire général du syndicat autonome des Instituteurs peut (*Ecole Libératrice* du 20 mars 1953) critiquer en ces termes la communauté européenne de défense :

« Il est évident que NOTRE influence en Union française dépendrait du bon vouloir de nos alliés européens. Quand on songe à la lutte que se livrent en Afrique du Nord les deux impérialismes (sic !), quand on songe aux visées non dissimulées des U.S.A. sur le Maroc il est facile de voir dans quelle situation la C.E.D. met la FRANCE. »

celles des organisateurs les plus intelligents de l'Europe libérale. Le plan de paix de Walter Reuther — dont l'audace appelait l'attention des syndicalistes de tous les pays — se présente comme une synthèse du fédéralisme démocratique et du syndicalisme international.

Cette dualité du mouvement ouvrier américain, analogue aux partis démocrates-socialistes. Les choses regrettables qu'elle soit, est un avantage dans l'élaboration d'une politique ouvrière internationale. Il est nécessaire que ces deux tendances persistent au pays du capitalisme le plus dynamique. Le syndicalisme américain, malgré cette dualité ou par cette dualité, est capable d'une action internationale efficace. Fera-t-il ce qu'il peut faire ? C'est la question.

Nos espoirs sont fortifiés par les progrès — incontestables — de l'esprit internationaliste dans l'A.F.L. comme dans le C.I.O., et aussi par la multiple variété des expériences et la rapidité des processus au sein de ce peuple au prodigieux destin. Mais suffit-il de deux tendances ?

En 1922, le prolétariat russe occupait une place éminente dans l'Internationale. Aux jeunes communistes fanatiques que nous étions, les prodromes de la N.E.P. (Nouvelle Politique Economique) apparaissaient comme des reculs douloureux. Nous avions posé la question à Robert Louzon qui nous rassura à moitié : « Evolution fatale et heureuse à la condition que l'opposition ouvrière puisse se manifester librement. » La faillite de la Révolution russe s'explique peut-être par cette simple prévision.

Puissant, solide, efficace, le syndicalisme américain a besoin aussi d'une opposition garantie contre la corruption du pouvoir et du succès. Le syndicalisme révolutionnaire n'y apparaîtra pas comme un intrus. Il ranimera au contraire la légende héroïque des martyrs de Chicago, de Joe Hill (5), des Chevaliers du Travail, des Industrial Workers of the World. Et il sortira heureusement du cadre national — même élargi à l'Europe occidentale. Un patrimoine révolutionnaire, s'il ne fructifie pas et ne rayonne plus, peut fort bien étayer l'édifice branlant du chauvinisme tricolore !

Une troisième force européenne ?

De tels propos ne pourront satisfaire ceux qui envisagent de dresser une Europe socialiste entre les deux blocs — ceux qui entendent mener *en même temps* la lutte contre le stalinisme et... le capitalisme occidental.

On serait tout à fait d'accord, s'il s'agissait simplement d'opposer la lutte ouvrière à l'exploitation et à l'oppression capitalistes — car le syndicalisme — même simplement revendicatif — n'a pas d'autre but que d'affirmer cette opposition et de mener cette lutte. A la seule réserve des pays où la classe ouvrière n'est pas encore constituée, où le système capitaliste n'a pas encore triomphé. Passer du féodalisme au socialisme ? L'expérience prouve que l'on ne brûle pas l'étape sans imposer un capitalisme d'Etat plus exploiteur et plus oppressif que le capitalisme privé.

On serait d'accord s'il ne s'agissait pas de distinguer les systèmes selon une répartition géographique — au reste arbitraire — : l'U.R.S.S. stalinienne, l'Amérique capitaliste, l'Europe socialiste. Nous ne voulons connaître que le sort et le mouvement de la classe ouvrière, aussi bien en Stali-

(5) Le chant de Joe Hill — militant ouvrier assassiné juridiquement en 1915 — est aussi populaire chez les syndicalistes américains que « le Chant du 17^e » en France.

nie, qu'en Amérique et en Europe. Il ne nous paraît pas établi que le capitalisme américain soit plus réactionnaire — au sens complet du terme — que le capitalisme européen, plus ou moins étatisé. Il ne nous paraît pas prouvé que le syndicalisme américain qui ne s'affirme pas socialiste soit plus éloigné du vrai socialisme que le syndicalisme politisé d'Europe.

Léon Trotsky — qui ne concevait pas de socialisme hors du marxisme — écrivait dans une préface à l'Abrégé du Capital, d'Otto Rühle, publié en Amérique en 1939, après avoir critiqué ceux qui avaient tenté d'importer le marxisme aux États-Unis : « Cette époque est passée. Aujourd'hui commence une nouvelle époque d'un mouvement de classe indépendant, à la charge du prolétariat, en même temps du vrai marxisme. Dans ce domaine aussi, l'Amérique rattrapera l'Europe et la dépassera. Sa technique progressive et sa structure sociale progressive se fraieront un chemin dans le domaine de la doctrine. Les meilleurs théoriciens du marxisme apparaîtront sur le sol américain. Marx deviendra le guide des travailleurs américains d'avant-garde. »

Passons sur les deux dernières prophéties. Ce qui nous intéresse, c'est que Trotsky associe le marxisme — c'est-à-dire le socialisme pour nous — à un mouvement de classe indépendant, à une technique et une structure sociales progressives.

Si ces trois conditions ne sont pas réalisées, on retombe dans une variété d'anticapitalisme que nous commençons à connaître. Il s'agit d'imposer le socialisme par l'autorité d'une doctrine, d'un parti, d'un gouvernement, la classe ouvrière jouant le rôle de masse de manœuvre... passivement électorale, ou activement menée au combat par une phalange qui prendra le pouvoir, PAR le prolétariat, AU NOM du prolétariat, pour le conserver SUR le prolétariat.

Quelles que soient les bonnes intentions, on ne peut qu'aboutir à cet étatisisme — plus ou moins tyrannique — en luttant contre le capitalisme américain, hors de la classe ouvrière américaine. Lorsque Rosmer (R.P. de juillet 1952) précise que le *bevanisme* est essentiellement un instrument politique sans influence sur le mouvement syndical, il apporte à notre thèse une éclatante confirmation.

Les Trade Unions ont gardé toutes leurs forces, et il serait aussi ridicule de les ignorer que de mépriser les centrales américaines. Mais les nationalisations anglaises — comme les nôtres — n'ont guère développé les capacités gestionnaires de la classe ouvrière. Il n'est en Europe qu'une seule expérience qui s'apparente à notre « socialisme ouvrier », c'est celle de la *cogestion allemande*. Encore n'a-t-elle été possible que dans une situation politique et économique anormale.

Il reste cependant le *phénomène yougoslave* — qui a, sur tous les systèmes proposés, l'avantage d'exister. Certains lui attribuent la qualité de socialiste. Nous en restons à notre affirmation générale : pas de socialisme possible sans liberté du mouvement ouvrier.

Mais là aussi, le *devenir* a plus d'importance que l'état. L'essentiel, c'est le *sens de l'évolution*. Si nous avons constaté l'aggravation accélérée du système stalinien, pouvons-nous observer l'assouplissement du système titiste ? D'aucuns, parmi nos amis, en sont assurés, d'autres en doutent. C'est encore un débat qu'il faudrait engager, en toute clarté.

Mais l'accord se réalise sans débat, lorsqu'on parle de la défense de la Yougoslavie, toujours menacée par Staline. Les camarades de la *Démocratie*

prolétarienne, organe d'opposition communiste antistalinienne, ont indiqué discrètement qu'ils auraient approuvé notre position au dernier congrès F.O., si nous devions comme les Yougoslaves défendre notre « *patrie socialiste* ». Ce qui peut vouloir dire qu'il faut encourager les armements titistes et désarmer la France, l'Angleterre et les U.S.A., tant que celles-ci ne seront pas reconnues comme patries socialistes. Cela pourrait se chanter sur l'air de « Tout va très bien, madame la marquise ! ». Préservera-t-on les écuries et la jument, en laissant brûler le château ? Heureusement, Tito paraît beaucoup plus sage que ses fougueux zélateurs.

Une synthèse efficace

De notre promenade à travers ce qui existe, ce que l'on veut et ce que l'on espère, tirons-nous une réponse précise à la question posée ? Peut-être, si l'on veut voir les syndicats tels qu'ils sont et entendre les militants capables de prolonger leur réalisme dans l'avenir — qui ne sont pas ordinairement ceux qui occupent les postes officiels. Ceux-ci, même si l'on ne doute pas de leur valeur, ont une tendance naturelle à s'emprisonner dans la nécessité immédiate. C'est dire que Jouhaux et Bothereau ne sont pas plus F.O. qu'Irving Brown n'est l'A.F.L.

Si l'on se place sur le terrain de l'opposition ouvrière au stalinisme, on pourrait résumer d'une formule les éléments positifs : de *Farhat Hached à Tito en passant par Walter Reuther*. Aux deux pôles, *une classe ouvrière qui se libère de la servitude coloniale, une classe ouvrière arrachée à la servitude totalitaire* — Comme axe, *un effort de solidarité internationale servi par la technique la plus avancée*.

Sans doute les Anglais et les Français souffriront-ils en leur fierté de ne pas se placer à la pointe. Mais les syndicalistes des deux plus anciennes nations industrielles, héritiers d'une riche expérience, ne sont-ils pas qualifiés pour élaborer la synthèse efficace ?

Un programme, si précis et concret soit-il, ne suffit pas s'il ne détermine pas les *moyens* de cette politique ouvrière internationale. C'est un sujet que nous n'avons pas abordé, mais que nous ne négligeons pas.

Enfin, on se demandera si nous ne nous éloignons pas de ce qui angoisse le monde : l'éventualité d'une troisième guerre. Ce n'est pas une autre question. C'est un autre aspect de la question. Séparé de l'internationalisme ouvrier, le pacifisme n'est plus qu'un concert de révoltes individuelles, verbales et vaines à moins qu'il ne se redresse par l'héroïsme des objecteurs de conscience. La ligne de partage ne passe pas entre la guerre et la paix, pas plus qu'entre les deux blocs, mais entre des forces qui s'opposent en étendue, comme en profondeur, dans l'espace et dans le temps. Le pacifisme pur revient, en fin de compte, à la passivité des libéraux d'autrefois : laisser faire et laisser passer la force totalitaire, parce que la guerre détruirait ce que nous voulons sauver (6). « Mais, disait Simone Weil en 1939, la force tue très bien les valeurs spirituelles et peut en abolir jusqu'aux traces. » Aux risques d'extermination, par la guerre ou le triomphe totalitaire, nous ne pouvons opposer que notre espoir d'une résistance ouvrière internationale.

Roger HAGNAUER.

(6) Lire à ce sujet un article de Dwight Macdonald, paru dans *Politics* de mars 1948 et reproduit par le Bulletin du groupe de liaison internationale.

La renaissance du syndicalisme

Les mauvaises méthodes

A propos du 12 février

— Décidément, tu ne sais pas enguirlander les copains ! A vouloir balancer le pour et le contre, tu n'as pas expliqué dans ton article de la R.P. de mars pourquoi les responsables du S.E.R.P. (Syndicat de l'enseignement de la région parisienne) avaient mené cette affaire de l'unité d'action avec l'Union des syndicats C.G.T. Et tu n'as donc pas pu montrer clairement que leur entreprise était vouée à l'échec et pouvait même entraîner des dégâts.

— Comment ça ? Moi qui croyais avoir aussi peu que possible interprété et, autant que je l'avais pu, expliqué ! Et si je n'avais pas condamné l'entreprise c'est que, aussi dangereuse fût-elle, j'espérais qu'on en tirerait profit alors qu'il n'y avait plus à revenir sur son opportunité ou son inopportunité.

— Tu vois pourtant qu'il n'en est rien : au congrès du S.E.R.P., le jeudi 19 mars, les staliniens ont été battus par 6.400 voix contre 2.500. Mais une motion Margaillan-Coustal, reconnaissant qu'après la rupture du contrat par les dirigeants de la C.G.T., en février, il ne fallait plus s'embarquer avec elle dans des expériences vaines d'unité d'action, n'a pas été prise en considération. Les responsables du S.E.R.P. ont carte blanche pour reprendre des négociations, à propos du 1^{er} mai par exemple.

— Oui, et je peux même ajouter que leur meilleur argument est la reconnaissance implicite de l'un des vices principaux des négociations à propos du 12 février. L'échec de celles-ci n'aurait, selon eux, apporté qu'une démonstration limitée : que l'unité d'action était impossible là où le P.C. intervenait. Mais si, à propos du 1^{er} mai, la négociation est maintenue sur le plan strictement syndical, l'expérience doit être tentée.

— Ils savent pourtant que la C.G.T., non dans ses troupes, mais dans son appareil dirigeant, est aux mains de la bureaucratie stalinienne.

— Ils ne le nient pas, mais attachent une grande importance aux désaccords qui apparaissent entre certains dirigeants C.G.T. aux divers échelons et qui seraient les répercussions des luttes à l'intérieur du parti. En fin de compte, déclarent-ils, puisqu'il n'y a pas de directives fermes de « l'appareil », il faut profiter du désarroi des cadres pour toucher la masse des syndiqués et les éclairer sur la vraie nature de leurs bonzes.

— Ils sont donc persuadés qu'un nouveau contrat serait rompu par la C.G.T.

— Oui, je crois qu'ils en sont persuadés. Mais je ne partage pas leur confiance. Car l'argument des partis trotskystes ne jouera plus. Quelle sera la pierre d'achoppement ?

— Il n'en manque pas !

— Bien sûr, si les vrais désaccords étaient examinés au cours de ces négociations. Mais on peut prévoir qu'il n'en sera rien.

L'un des thèmes essentiels de ces projets de manifestations en commun est la défense des libertés. Or les conceptions sont, à ce sujet, diamétralement opposées. Les dirigeants du S.E.R.P. attachent une grande importance à la lutte contre les projets de réforme administrative plus ou moins assainnés de menaces de discrimination politique. Ils ont raison. Même si les militants staliniens étaient les seuls visés, ils considéreraient le procédé comme inadmissible. Mille fois d'accord. Ils ne veulent pas de la *chasse aux sorcières* pour la bonne raison qu'ils considèrent comme abominables les procédés discriminatoires dont usent les staliniens au pouvoir (sioniste = traître, antimitchourinien =

agent de l'Amérique, médecin juif = assassin, etc., procès de Slansky et futurs procès). On conçoit facilement que les responsables de la C.G.T. n'épousent pas cette conception démocratique de la liberté : en bons partisans des régimes totalitaires camouflés en démocrates et abusant du jargon démocratique, ils se posent en victimes, ils demandent aide pour sauver leurs héros du moment, et, sous le prétexte de sortir ceux-ci de prison, ils souhaitent entraîner une plus grande masse, camouflant mieux leurs véritables intentions. Que celles-ci ne puissent avoir changé, les dirigeants du S.E.R.P. en conviennent. Mais ils veulent encore croire que, dans la cohue d'une union sans principes pour assurer sa cohésion, ils sortiront moins meurtris que les techniciens reconnus du noyau-tage.

— Tu les crois bien naïfs ! N'y a-t-il pas aussi parmi eux des esprits aventureux moins soucieux du résultat tangible qu'amateurs de situations troubles ?

— L'hypothèse n'est pas absurde. Pour tout expliquer, il faut tout comprendre. Je n'en suis pas là. Je reviens sur l'exemple de la défense des libertés. Pourquoi la fédération de l'Enseignement, c'est-à-dire, à Paris, le S.E.R.P., ne s'en ferait-elle pas le champion ? Non pas dans un esprit de stricte défense corporative, mais dans le cadre d'une activité syndicaliste générale. Ses effectifs l'y autorisent : certainement plus de 18.000 cotisants ; c'est-à-dire presque autant que chacune des « grandes » centrales prise isolément. Sa nature même lui en fait vocation ; c'est à l'école de préparer l'enfant à devenir un homme libre ; si les maîtres d'école ont à enseigner la morale, le meilleur enseignement qu'ils pourront donner c'est encore de payer d'exemple. Son orientation enfin, indépendante des partis, des Eglises et des pouvoirs lui donne le droit de parler.

Au contraire, les responsables du S.E.R.P. semblent juger qu'à lui seul le S.E.R.P. ne peut rien et qu'avec l'union des syndicats C.G.T. il sera plus fort. Il faut d'abord noter que cet argument contredit la première intention de profiter du désarroi des dirigeants C.G.T. pour éclairer leurs troupes sur la vraie nature de leurs maîtres. Mais prenons-le en lui-même. Si l'union avec la C.G.T. est nécessaire pour faire échec aux projets de la majorité gouvernementale, si celle-ci recule devant cette force « unie comme en 34 », selon le mot d'ordre démagogique des staliniens, les libertés démocratiques au sens où nous les comprenons, toi aussi bien que les dirigeants du S.E.R.P., auront-elles été défendues ? Ou bien, au contraire, par ce nouveau cheval de Troie d'un 1^{er} mai dans l'unité, les ennemis à la sauce Malenkov de la liberté ne seront-ils pas rapprochés de leur objectif ? Est-ce que les libertés ne seront pas, finalement, plus exposées ?

La question ne vient pas à l'esprit de certains militants de l'École Emancipée qui veulent l'unité « malgré tout », c'est-à-dire l'unité sans la liberté, comme le serait la soi-disant unité avec les ennemis organisés de la liberté. Rien d'étonnant dans cette position qui vaut bien le goût inconsideré de certains trotskystes pour l'injure qu'ils aiment s'entendre adresser de policiers.

Mais il est plus inquiétant que la question ne se pose pas aux dirigeants du S.E.R.P. Sans doute ne considèrent-ils que la valeur de leur orientation : parler clair à la masse mystifiée, défendre la liberté, y compris celle des staliniens. Ils ne voient pas les inconvénients de leur méthode qui, en réalité, compromet leur réussite et enlève toute valeur à leurs intentions.

Pourquoi les dirigeants du S.E.R.P. ne font-ils pas appel, pour cette défense des libertés, aux syndicats de l'enseignement eux-mêmes, pour qu'ils montrent l'exemple ? C'est cela qui serait probant et qui serait contagieux. Une action véritable, jusqu'à la grève, voire une grève longue, pour la défense des libertés. Evidemment, un tel mouvement devrait être préparé. Il ne se lance pas du jour au lendemain. Mais le prépare-t-on par des polémiques où l'essentiel revient, comme toujours, à rejeter sur « l'autre » la responsabilité de l'échec ? Ou bien préfère-t-on ce « faire semblant » parce qu'on a malheureusement l'intime conviction que les syndicats de l'enseignement n'auront pas le cran de se défendre eux-mêmes et ce faisant, de défendre la liberté de tous ?

— Holà, attention, tu vas bientôt dire que les maîtres d'école, tout en se posant en défenseurs de l'idéal laïque, sont prêts à accepter la servitude.

— Non, pas encore, mais toute la question est de savoir si l'on va les réveiller par un retour à l'action syndicale ou si, de luttes de catégories en polémiques d'unité d'action, on va les laisser glisser dans la satisfaction d'avoir fait ce qu'il fallait et la mince consolation d'être la victime des « autres ». Les nouvelles arrestations et poursuites décidées par le gouvernement ne changent pas, qualitativement, le problème. Pas plus aujourd'hui qu'hier il n'est possible d'approuver une politique gouvernementale où l'odieux se mêle au ridicule. Mais nous défendrons mieux la liberté de tous en protestant contre l'arbitraire sans mêler nos protestations à celles, sans valeur, des organes staliniens.

Exclusions et minorités

La commission exécutive de la fédération syndicaliste des P.T.T., réunie le 19 février, a décidé d'exclure certains de ses militants. Voici comment l'annonce l'organe fédéral (numéro de mars 1953) :

Devant la persistance des odieuses calomnies de la Voix Syndicaliste de Molinier, la C. E. unanime réclame l'application de la décision du congrès, c'est-à-dire l'exclusion des responsables de cette publication.

L'agence de publicité BEDES ayant elle-même cessé son activité, le B. F. s'est adressé à différentes agences et, en définitive, a approuvé la signature d'un contrat avec la maison PUBLITEC.

Je ferai tout de suite remarquer que si, n'étant pas postier, je me mêle de cette affaire, c'est parce qu'elle dépasse le cadre d'une corporation et intéresse l'ensemble d'une confédération dont ma fédération fait partie.

Il faut aussi noter que deux questions se trouvent mêlées. Une question de fonds, l'affaire Bedes ; est-elle ou non réglée ? Si le système Bedes ne fonctionne plus, P.T.T. syndicaliste ne peut-il faire appel à une agence de publicité comme *Publitec* ? Que voyez-vous d'étonnant à ce que le placard « Le travailleur marche au sucre » soit fourni par *Publitec* comme il l'était par *Bedes* ? La vérité d'un tel aphorisme ne peut dépendre de contingences secondaires du genre affaire Boutemy et autre déclaration solennelle du secrétaire général de la C.G.T.-F.O. devant le congrès confédéral. Certains postiers disent, il est vrai, que le journal fédéral leur arrive encore enveloppé de bandes à l'adresse du *Bedes*. Et après ? Même si c'était vrai, ne faut-il pas économiser le papier ? Laissons donc cette affaire pour l'instant.

Et cherchons plutôt à comprendre la raison de ces exclusions, ce qui pose aux uns et aux autres une question de méthode.

Le secrétaire général de la Fédération syndicaliste a remporté, devant son congrès, un brillant succès que les émotions, vite oubliées, du congrès confédéral n'ont pas terni dans son esprit. Il s'agit d'ailleurs d'un militant offrant toute garantie au bureau confédéral puisque celui-ci en fait son ambassadeur dans des tournées de propagande.

Molinier, qui avait porté contre lui des accusations graves, n'a pas été compris. Il en a déduit qu'il valait mieux démissionner et son départ a été accueilli semble-t-il avec soulagement par la plupart de ses adversaires. Au contraire, la tâche de ses amis n'en était pas facilitée.

Trois anciens secrétaires fédéraux, Mme Saumet, Centène et Salençon ont reçu la lettre suivante :

« Cher camarade,

» Le congrès national de la Fédération syndicaliste, dans sa séance du 7 novembre 1952, a adopté, par 463 voix contre 4 abstentions, l'ordre du jour ci-après :

« LE CONGRES :

— REAFFIRME au bureau fédéral son amicale et entière confiance pour la défense du syndicalisme postal libre et indépendant ;

— DECLARE que nulle affirmation et nul fait valable ne permettent de mettre en doute le désintéressement et l'honorabilité de ses représentants et de Camille Mourgues, secrétaire général ;

— CONDAMNE les accusations lancées sans preuve ni commencement de preuve par des militants qui ont porté sur la place publique des calomnies intolérables ;

— CONSIDERE que le climat moral indispensable à la vie de l'organisation est incompatible avec une campagne de dénigrement visant à la fois la Fédération et ses représentants nationaux ;

— FORMULE le souhait ardent que les conditions d'une fructueuse collaboration entre tous les militants de la Fédération syndicaliste soient réunies dans la compréhension et la mutuelle tolérance ;

— IL DECLARE cependant que le renouvellement de telles accusations et la poursuite d'une campagne aussi mensongère excluraient de la communauté syndicaliste ceux qui en prendraient la responsabilité. »

» Depuis, la campagne de diffamation a été poursuivie dans le numéro 5 de la publication de la *Voix syndicaliste*.

» La C. E. fédérale réunie le 19 février 1953, constatant le fait et appliquant les décisions du congrès, a prononcé unanimement l'exclusion des responsables de la *Voix syndicaliste* appartenant à la Fédération syndicaliste des P.T.T.-Force Ouvrière.

» Ton nom figurant seulement sur le premier numéro de cette publication, je te serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître, avant le 3 mars, si la décision de la C. E. doit t'être appliquée ou si, au contraire, tu n'es pas responsable de la *Voix syndicaliste* et des textes qu'elle diffuse.

» Tu comprendras aisément qu'une telle question doit comporter une réponse précise ne pouvant donner lieu à des interprétations différentes.

» En cas de non réponse de ta part dans le délai imparti, la décision du congrès te serait immédiatement appliquée.

» Salutations syndicalistes. »

Le camarade Salençon a envoyé aux membres du bureau de sa Fédération la réponse suivante :

Chers camarades,

Je vous accuse réception de votre lettre du 25 février portant à ma connaissance une des motions votées au dernier congrès et me demandant de « vous faire connaître » si j'estime que cette motion est « applicable » à ma personne.

En conscience, je pense que vous vous êtes trompés d'adresse.

Jamais, ni de près ni de loin, je ne me suis associé à une campagne de calomnie ou de diffamation quelconque visant tel ou tel membre de l'ancien ou de l'actuel bureau fédéral. Les campagnes de cette sorte ne sont pas seulement odieuses, elles sont maladroites, car elles permettent aux habiles de noyer volontairement les problèmes réels et de dissocier les honnêtes gens.

Ceci précisé, je ne suis que plus à l'aise pour revendiquer le droit d'avoir une opinion générale et particulière sur ce que l'on a appelé « l'affaire BEDES ».

Opinion sur le plan général, car je pense que Force Ouvrière n'a rien à gagner, mais au contraire tout à perdre, en des compromissions de cette nature : le rapport signé Bergeron, Beyaert, Thorel est à lui seul significatif.

Opinion sur le plan postal, car je n'oublie pas les efforts que j'ai dû poursuivre, en tant que directeur-gérant de P.T.T. Syndicaliste, pour mettre fin à une « publicité » qui, avant d'être visuellement publicitaire, a bel et bien été rédactionnelle. A cet égard, je me réjouis de l'appui (verbal et écrit) que notre camarade Jean Mathé a bien voulu m'apporter — appui qui s'est révélé efficace et m'a ainsi évité de donner une démission que je me suis cependant vu dans l'obligation de signifier quelques mois plus tard (8 février 1950).

Sur l'objet de cette démission, je ne crois pas que j'aie des comptes à rendre. Ma conscience seule m'a dicté mon acte. Je me sentirais néanmoins très lâche si je n'affirmais l'authenticité de l'extrait de ma lettre de démission inséré dans le numéro 5 de la Voix Syndicaliste, ainsi que du procès-verbal officiel de la réunion du bureau fédéral du 14 février 1950.

Quand on se permet du haut d'une tribune syndicale certaines affirmations... disons audacieuses, il faut être assez beau joueur pour accepter le démenti. La rébellion contre le mensonge n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. La loi doit être la même pour tous.

L'observation vaut également en ce qui concerne certains comptes rendus de congrès manifestement tendancieux, injurieux même pour certains camarades et que, pour ma part, je n'aurais jamais accepté d'imprimer tels quels, surtout lorsqu'il s'agit d'adversaires de tendances. Vous avez grandement tort d'imaginer que de pareils procédés puissent rehausser le prestige de l'organisation. Je n'insiste pas sur certaines omissions caractérisées dont l'abus est tout un aveu. En fait, ces pratiques ressortissent plus de la provocation que de l'habileté tactique.

Je me demande d'ailleurs jusqu'à quel point vous avez autorité pour interpellier des camarades sur un numéro de journal qui vient de paraître, alors que vous savez pertinemment que le responsable de cet organe a donné sa démission de la Fédération syndicaliste le 1^{er} janvier dernier — démission que la commission exécutive fédérale a tenu à entériner dans sa séance du 13 janvier 1953.

Soyez donc persuadés que si je prends la peine de répondre aux questions tortueuses qui me sont posées, c'est uniquement pour couper court à vos manœuvres et aussi pour que le procès-verbal de la prochaine séance de la commission exécutive porte trace de ces lignes.

Ainsi que je l'ai écrit à différentes reprises dans P.T.T. Syndicaliste, toute œuvre humaine, pour être durable, doit être d'abord morale. Qu'il le veuille ou non, l'individu devient rapidement le prisonnier des moyens par lui employés.

On ne bâtit pas un monde avec des matériaux pourris.

Veillez agréer, chers camarades, l'assurance de mes sentiments indéfectiblement syndicalistes.

Charles SALENÇON.

Première constatation : les dirigeants de la Fédération syndicaliste, tout à fait à la mode du jour, semblent ne pas aimer les oppositions. Ils préfèrent les liquider. Ils usent même du procédé classique, en la circonstance : l'argument de la responsabilité collective. Tous ceux qui ont un jour serré la main de Molinier n'ont qu'à bien se tenir.

Seconde remarque : nombreux sont les dirigeants d'organisation qui ne s'habituent pas à trouver en face d'eux des minorités « brouillonnes » (la majorité c'est l'ordre et la méthode, c'est bien connu). Pourquoi, à l'exemple des P.T.T., certaines assises confédérales n'entreprendraient-elles pas à leur tour ces liquidations par exclusion ? Toujours, bien entendu, sur le grand air de la calomnie ! Or où est la calomnie ? Est-ce du côté de ceux qui ont dénoncé un scandale dont Bothereau, je le répète, a solennellement annoncé qu'il cesserait ?

Si le syndicat ne peut tolérer dans son sein des minorités, il se solidifie en parti (même si c'est en « parti économique »). Il s'interdit de progresser, par accroissement de ses effectifs aussi bien par enhardissement de son action. En se lançant dans la voie des exclusions le syndicat invite à la constitution de chapelles rivales ne méritant plus le nom de syndicats.

Mais la responsabilité des exclusions incombe-t-elle totalement aux liquidateurs, aux épurateurs ? Une politique de démission face à ceux-ci leur simplifie la besogne. Aussi divers, aussi divergents que soient les courants minoritaires, ne peuvent-ils faire cause commune pour obtenir la tolérance pour les uns et pour les autres ? La défense des victimes, même et surtout quand on n'approuve pas leurs idées, doit être le ciment de la résistance ouvrière contre le patron, l'Etat, et les popes des diverses Eglises confédérales ou fédérales.

N'y a-t-il que de mauvaises méthodes ?

L'exemple des dangereuses manœuvres du S.E.R.P., celui des injustes exclusions de la Fédération syndicaliste témoignent du malaise dans lequel continue à se débattre le mouvement ouvrier. Et pourtant l'ouvrier, le fonctionnaire, l'employé sentent instinctivement la force que l'unité leur donnerait et aussi combien la qualité de leur action en serait améliorée. Mais il suffit qu'un « habile » montre l'urgence des « légitimes intérêts de catégorie » pour faire retomber le travailleur sur ses quatre pattes de mouton de Panurge. Et, de bergerie à bergerie, ce ne sont que lamentables bélements et récriminations. « Tout ça, c'est la faute des autres ! »

Une action limitée et simple, dans un sens égalitaire et pour un motif d'éclatante justice, ne redonnerait-elle pas confiance à ceux qui demain seraient mille ? Cette amère chronique des mauvais jours du syndicalisme, qu'elle fasse bientôt place à l'espoir, à la joie d'un tel renouveau !

G. WALUSINSKI.

JEAN CHAUSSIN

A la levée du corps de Jean Chaussin, 4, rue de Château-Landon, le mardi 24 février 1953, il y avait au plus deux douzaines de camarades, militants et anciens militants venus saluer leur ami du Syndicat Force Ouvrière des Boulangers parisiens. Quelques jeunes ouvriers boulangers, maigres et nerveux, témoignaient que, jusqu'à la fin de sa vie, Chaussin était resté l'homme de son métier.

Ce milieu des boulangers parisiens, où l'on continue à se défendre efficacement contre un patronat particulièrement dur, fut, en 1929, un des foyers de lutte contre la mainmise politique sur les syndicats, un centre de la « minorité n° 2 » qui se dressait vigoureusement contre la direction de la C.G.T.U. par le pseudo-parti communiste et qui, autour du « Cri du Peuple », s'efforçait de rassembler tous les défenseurs de l'indépendance du syndicalisme et de l'unité syndicale, ces deux idées, inséparables, étant, à son avis, suffisamment fortes pour réunir, en dépit de divergences secondaires, l'ensemble de ceux qui ne voulaient point immoler le syndicalisme français à la contre-révolution stalinienne.

Deux belles idées, qui restèrent celles de Jean Chaussin lors de la rentrée dans la vieille C.G.T. avec la motion de Japy, ainsi que dans la fausse unité de 1935-1936, comme pendant la nuit de l'Occupation, et qui, tout naturellement, le conduisirent, fin 1907, à la Fédération Force Ouvrière de l'Alimentation. Cette Fédération, essentiellement d'industrie privée, est une de celles qui s'efforcent de mériter encore et toujours le beau nom de « Force Ouvrière ». Autour de l'ouvrier boucher André Charlot — qui fut, lui aussi, un minoritaire de 1929 — elle lutte avec courage et sérieux dans un milieu difficile, avec des moyens réduits, mais propres. Elle reste animée par la foi syndicaliste, qui fut, jusqu'au terme de son existence militante, celle de Jean Chaussin, ce boulangier qui n'avait jamais oublié le chemin du fournil.

Très bien, Le Bail !

Dans Le Monde du 8 Mars :

« C'est au début de la séance de vendredi que M. Edouard Herriot a salué la mémoire de Staline devant les députés debout — à l'exception de MM. Bessac, indépendant, et Le Bail, S.F.I.O., restés assis. »

Très bien, Le Bail !

Comment le groupe parlementaire socialiste a-t-il pu vous laisser seul ?

Niveau de vie en Russie et en France.

J.-J. Servan-Schreiber, dans Le Monde du 6 mars, parle des progrès surprenants marqués dans le niveau de vie en Russie et les compare à la régression marquée ailleurs, notamment en France :

« Des analyses détaillées faites récemment par la commission économique de l'O.N.U. à Genève, on peut conclure que le niveau de vie en U.R.S.S. devrait, entre 1956 et 1960, atteindre et dépasser le niveau français qui, dans les conditions actuelles, reste stagnant ».

Nous saluerions avec joie une montée du niveau de vie ouvrier en Russie, même réalisée avec la trique de l'Etat policier russe ; nous en profiterions pour faire honte au capitalisme et à l'Etat français entravant la montée du niveau de vie ouvrier ici.

Mais qui dit vrai, de la commission économique de l'O.N.U. ou du professeur Prokopovitch dont Yvon rend compte par ailleurs de l'« Histoire économique de l'U.R.S.S. » ? Il serait intéressant de le savoir.

Il ne le serait pas moins de lutter plus sérieusement ici contre les facteurs de stagnation et même de régression.

« La corde pour Dertinger ».

Un collaborateur de « Reconstruction », Bernard Georges, avait annoncé naguère, au retour d'un voyage en Allemagne, « la corde pour Dertinger ». Il tire maintenant la leçon de l'expérience chrétienne progressiste allemande au lendemain de l'arrestation, le 15 janvier dernier, de Georg Dertinger, ministre démocrate chrétien des Affaires étrangères de l'Allemagne orientale.

Cela ouvrira-t-il les yeux aux chrétiens progressistes français et à ces prêtres ouvriers qui trouvent le moyen d'adorer à la fois Dieu et Staline ?

On peut en douter. L'expérience des autres n'a jamais servi à personne. Chacun doit se brûler les doigts. Tout au plus l'expérience peut-elle être plus courte.

Dertinger, ancien lieutenant de von Papen, avait cru pouvoir travailler avec les staliniens en zone orientale. On s'est servi de lui pour montrer aux chrétiens allemands la route du combat pour la Paix, puis celle de la conciliation du marxisme et du christianisme enfin pour les rassurer quant à l'Union soviétique, c'est-à-dire à l'Etat totalitaire stalinien.

L'opération terminée, le citron pressé, Dertinger est arrêté pour activité hostile à la soi-disant République démocratique allemande et appartenant au réseau d'espionnage impérialiste.

Arrêté, en attendant d'être fusillé ou pendu.

L'O.N.U. bien malade.

Il serait dommage de ne pas épingler ce passage d'une correspondance d'Henri Pierre au Monde (27 février) :

« Un moment Vychinski déclare : « Vous ne voulez pas causer avec l'agresseur, soit ; mais moi aussi je suis un agresseur et nous parlons quand même ensemble. » Ce mélange d'humour, de brillante virtuosité et de cynique réalisme contrastait avec le laborieux exposé bien mûri de M. Lodge, et indisposait bien des observateurs occidentaux, qui firent remarquer avec Sir Gladwyn Jebb qu'il serait impensable, sinon monstrueux, ou tout simplement inutile, de convoquer l'agresseur aux Nations Unies. »

SERGE N. PROKOPOVICZ : Histoire économique de l'U.R.S.S. (Flammarion).

Voilà enfin un livre sérieux sur une question que les passions déforment à loisir : que devient la puissance économique de la Russie ?

L'auteur est de la génération de Lénine. Comme lui, il traversa l'épreuve héroïque de l'activité révolutionnaire à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci. Il prit part à la révolution de 1917 et, sous l'ère bolchévique, il s'adonna à la lutte contre la terrible famine de 1920. Mais il n'approuvait pas la politique des bolchéviks ; il finit par être banni à l'étranger. C'est là, à Berlin, puis surtout à Prague, que le professeur Prokopovitch publia entre les deux guerres les Bulletins d'information sur l'économie soviétique auxquels se référaient ceux qui voulaient être renseignés sérieusement. Même la Commission du Plan d'Etat soviétique s'appuya longtemps dans ses calculs sur les travaux antérieurs du banni. Car dès le début du siècle, Prokopovitch avait publié, en Russie, des études statistico-économiques restées précieuses. C'est dire combien il est qualifié pour nous exposer l'évolution de l'économie russe.

Son mérite, qu'il partage avec sa femme — car ce couple donne un exemple émouvant d'unité dans les épreuves comme dans le travail — son mérite est d'avoir su choisir et interpréter les abondantes statistiques soviétiques, en déceler les mensonges et en combler les omissions. Il fait figure, en ce domaine, de celui qui perce les « Machiavel » bolchéviques et cela sans trace de passion.

La matière statistico-économique est d'elle-même aride et ce gros bouquin, étayé de tableaux statistiques, n'est certes pas un roman ; cependant l'auteur a su en atténuer la sécheresse par un aperçu historique qui rend intelligible le passage de la période pré-révolutionnaire à celle de ces toutes dernières années. Il a su également en faciliter l'emploi par une division en chapitres et sous-chapitres relativement courts.

Treize chapitres le composent, traitant des ressources naturelles du pays, de la population, de l'agriculture, de l'industrie, de la planification, des salaires, de l'impôt, de la monnaie et du revenu national.

Pour ne pas amplifier démesurément ce compte rendu, il faut s'en tenir à quelques glanes. Elles tendront plus à éveiller des réflexions inaccoutumées qu'à résumer l'œuvre.

L'actif de la révolution, c'est surtout la création rapide d'une industrie lourde déjà considérable. But qu'on a pu atteindre en substituant l'accumulation forcée des capitaux d'Etat à celle volontaire des capitaux privés, Mais ce fut au détriment de la consommation ouvrière et paysanne.

L'acte le plus osé de la révolution russe, l'étatisation des terres, n'a pas encore abouti. Alors que le principe de l'organisation à l'échelle nationale des branches essentielles de l'industrie semble généralement indiscuté et solidement établi — on ne voit pas, même après la chute du régime actuel, comment les entreprises industrielles d'Etat pourraient être remises en des mains privées — il apparaît que la collectivisation des terres est toujours aussi précaire. Un rien ramènerait à la culture individuelle. Après vingt-quatre ans d'expériences pourtant ! Vingt-quatre ans de lutte épique et sourde entre l'ouvrier terrien collectivisé et l'individu. Lutte qui persiste chez le kolkhozien même, soit qu'il travaille sur la terre collective, soit qu'il cultive le terrain personnel qu'à chaque période critique (famine ou guerre) l'Etat est contraint de lui céder. La productivité du travail collectif de la terre n'a pas encore dépassé celle du travail individuel.

L'accroissement de sa population, et surtout de celle des villes, a fait que la Russie n'est plus le grenier de l'Europe et qu'elle peut être appelée à devenir importatrice de produits agricoles.

L'expérience du salaire égalitaire, qui s'est poursuivie durant plusieurs années après Octobre, a

échoué sans que l'on puisse véritablement parler de mauvaise volonté ou de fautes politiques. C'est là un point qui devrait être sensible à nos milieux sociaux plus qu'il ne l'est ordinairement.

Par ailleurs, on a tenté sérieusement de se défaire de la monnaie capitaliste. On imagina le rouble-travail puis on tenta du rouble-marchandise ; mais rien ne s'avéra praticable que le détesté billet de banque.

Et quelle arme de défense contre le mensonge et l'illusion que ce chiffre de 4,20 m2 de surface habitable par personne pour l'ensemble des villes de l'U.R.S.S. en 1949, comme d'ailleurs en 1937. Deux fois la surface d'un emplacement au cimetière !

Que de choses encore pour nous rappeler que si le socialisme a brillé dans les idées et les vues générales, il a échoué dans les applications.

Aujourd'hui que le travail forcé se généralise sur l'Eurasie et une bonne partie de l'Europe, il est presque cruel de nous faire relire les propositions de Trotski sur la « militarisation du travail » en avril 1920.

Mais quelles que soient les impressions qu'on éprouve et les conclusions qu'on tire, elles sont le fait du lecteur. L'auteur, lui, a su rester serein et rendre son œuvre indispensable à toute bibliothèque sociale.

Voici la conclusion qu'il tire, en dehors de toute théorie et non sans bon sens :

« Trente-cinq ans de pouvoir sont un laps de temps plus que suffisant pour que la population de l'Union soviétique et le parti qui la gouverne se convainquent, au prix d'une amère expérience, de l'impossibilité absolue de réaliser les trois illusions foncières qui ont jusqu'alors déterminé la politique de l'U.R.S.S. : 1) la croyance qu'il est possible de rattraper et de dépasser en dix ans l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord dont le développement culturel est en avance de cent ans sur celui de la Russie ; 2) la croyance qu'à la Russie arriérée incombe le rôle dirigeant pour implanter le socialisme dans le monde entier ; et, enfin, 3) la croyance que l'on peut atteindre ces deux objectifs culturels en faisant appel à la guerre civile et à la guerre entre nations, en exterminant tous les non-conformistes ou en instituant le travail forcé pour les populations tombées sous la coupe des communistes. »

Il resterait à décrire, pour compléter cette mise au point du devenir de l'U.R.S.S., l'évolution de la mentalité des hommes russes ; car ce sont eux, ceux des générations soviétiques, qui, en fin de compte, mèneront le pays à son destin. Cette tâche n'a pas encore été esquissée. — Y.

MANES SPERBER : La Baie perdue. Roman. (Calmann-Lévy).

Vous souvenez-vous de Doïno Faber, que Manès Sperber avait laissé dans son dernier roman, **Plus profond que l'abîme**, sur la côte méditerranéenne, après la retraite de 1940, sauvé du suicide par l'appel d'un enfant abandonné ? Faber, cet intellectuel révolutionnaire de l'Europe centrale, à qui un ouvrier viennois avait demandé : « Tu n'es pas fils d'ouvrier, tu n'as jamais été ouvrier toi-même, alors qu'est-ce qui t'a pris de te mêler de la révolution prolétarienne ? Tu n'es pas allé au communisme pour être maire ou ministre ou commissaire du peuple, ça se voit, tu n'es pas un type à ça. Alors pourquoi ? »

Nous retrouvons Faber avec son Jeannot, l'enfant abandonné, dans un bourg de la côte, avec ses braves gens et ses plus nombreux salauds. Il a ruminé sa série de retraites, de désillusions, de catastrophes. C'est vraiment là qu'il touche le fond de l'abîme. Ecoutez-le parler à Lagrange, le camarade de chez Renault : « ...Je ne renie pas mon passé mais trouve mon action superflue. J'ai lutté avec des ombres. Ce fut du temps gaspillé, de la force mal employée... Je n'aurai plus jamais, entends-moi bien, Lagrange, plus jamais le courage de conduire quelqu'un au danger. Je ne demanderai plus jamais à qui que ce soit de se sacrifier à une idée... La bataille de France a été perdue en mai 40, et par la faute de tes gens, eux aussi du parti auquel tu adhérais encore. Ce sont des armées étrangères qui décideront du sort de la France. Le prolétariat a mérité la défaite, presque autant que la bourgeoisie pourrie. Et

si, du temps où nous étions encore des communistes, nous avions réussi à entraîner le mouvement travailliste anglais, nous serions perdus aujourd'hui. »

Sperber est bien bon de dire que le prolétariat a mérité la défaite presque autant que la bourgeoisie. Presque ? Non, autant. Sinon plus, et même beaucoup plus. On savait qu'il ne fallait rien attendre de la bourgeoisie et l'on espérait tant du prolétariat. Il est vrai que le 1923 et le 1933 allemands étaient venus et que le mouvement international s'en était allé à la dérive, malgré le sursaut espagnol.

Faber a retrouvé Relly qui vit avec son mari Rubin et son fils Paul dans un bourg voisin. Lui, qui prétend ne plus croire à rien, au premier appel de Djoura, et de Mara part pour la Yougoslavie, confiant Jeannot aux amis Rubin.

Et c'est l'histoire de la brigade Djoura de partisans, de la baie verte, qui deviendra la baie perdue par la brigade. Djoura tué, Mara tuée, c'est la fuite.

Nous passons à la fameuse partie « ...Qu'une larme dans l'océan », publiée à part il y a quelques mois. A la relire, j'ai été plus saisi qu'à la première lecture. Elle tranche sur le reste du livre, fermement écrite, plus dense. Pour la comprendre, il faut avoir présent à l'esprit ce qui est advenu à Rubin, aux Rubin, particulièrement à Relly et son fils et à Jeannot, dénoncés comme juifs par les gens du village français, déportés et envoyés à quelque four crématoire. C'est alors le martyre des juifs Rubin, la lutte contre les Polonais autant que contre les Allemands nazis.

Et c'est le dernier chapitre : « Sans fin ». Faber, de retour à Paris, fait le tour de ses amis. Lagrange ? Assassiné comme hérétique par le parti, Giraud, son camarade, fier de ses galons de capitaine F.F.I. et de ses espoirs de député. Le brave Dr Meunier, qui parle dans les réunions organisées par les assassins de Lagrange, parce que... parce qu'il ne comprend pas très bien, mais aussi parce qu'il veut tirer de prison un fils accusé plus ou moins à tort de collaboration. Enfin, il remet la main sur Berthier, le camarade de la déroute de 40, le maître-maçon de Bezons, son maire aussi, qui ne voit pas très loin mais qui entend vivre à plein l'heure présente.

Manès Sperber a terminé la série de trois romans où il a entendu relater l'expérience de vingt années d'espérances, de luttes, de désastres d'un intellectuel viennois venu au communisme. La série de romans est close. Pas l'expérience ; elle continue, elle continuera, Sperber. De même que vous avez quitté Jeannot pour la brigade Djoura, vous partirez encore un jour à l'aventure. — P. M.

IGNAZIO SILONE : Une Poignée de mûres. Roman. (Grasset).

Beau titre. Mais à quoi répond-il ? C'est évidemment un symbole. Au cours du roman, à un moment, grimant dans la montagne, Martin, un fier paysan revenu au pays après quinze ans d'exil, pour exercer une juste vengeance, tend à Rocco, l'ingénieur, l'un des chefs du parti qui va être exclu, qui l'est peut-être déjà, une poignée de mûres qu'il trouve excellentes malgré la poussière qui les recouvre. C'est l'alliance du meilleur des « Cafoni », des paysans pauvres, et du plus droit des révolutionnaires de parti, tous deux voués en ce temps à être plus ou moins isolés, mais porteurs de la véritable espérance. Du moins c'est ainsi que je m'explique ce titre mystérieux.

Silone nous ramène au pays des « Cafoni » de ses précédents romans. Il y a en plus dans celui-ci des brigands de grand chemin pour qui travailler est chose servile. Aussi le dernier représentant des grands propriétaires, les Tarocchi, qui s'occupe, lui vrai loup, d'une vaste bergerie. On est au lendemain de la libération. Le fascisme s'est écroulé. Que va-t-il advenir de ces paysans des Abruzzes ? Comment la révolution va-t-elle se matérialiser pour eux ? L'histoire est mêlée, très mêlée, problèmes des « cafoni », problèmes du parti, problèmes de l'Eglise, problèmes de la révolution et du communisme. Peut-on comprendre l'Italie d'aujourd'hui et les romans de Silone si l'on ne se réfère — oh ! d'un peu loin — au **Monde de Don Camillo**, le film où le curé se dispute avec son maire communiste. Non pour le rire,

mais pour l'émotion. Même mélange, autre ton, autre saveur. On est dérouté souvent, mais on finit toujours par retrouver la bonne route.

Drôle de roman, pensez-vous. Ne vous inquiétez pas trop pour le roman. Il est là avec quelques idylles, généralement malheureuses, et surtout avec les aventures de Rocco et de Stella, avec leur aventure qui traverse tout le livre, qui le porte peut-être, à moins qu'elle ne soit portée par lui.

Comment la révolution se traduit-elle pour les « Cafoni » de Sant'Andrea ? Quelques années avant la guerre, au-dessus de la grande porte de la mairie on avait apposé un haut-relief en terre cuite. Ce haut-relief représentait Mussolini. Le jour où arriva la nouvelle du coup d'Etat, un jeune homme à bicyclette portant une échelle sur l'épaule s'amena sur la place. Dans le silence et l'anxiété des paysans rassemblés, il dressa l'échelle contre le mur, grimpa et à coups de marteau fit sauter la tête de Mussolini en terre cuite. Le vieux notaire Tarocchi, qui assistait à la scène de son balcon, s'écria : « Malheureux pays ! » Ce fut tout, ou à peu près tout.

Sauf que ce soir-là quelques hommes ne se décidèrent pas à aller se coucher et que dans la cave de Maximilien, un vieux rebelle, ils burent dans l'attente de Lazare, un autre disparu du pays, comme Martin. Lazare, l'homme au clairon. Un clairon lé-

gendaire qui sonnait le rassemblement des « cafoni » dans les grandes occasions.

Au parti fasciste a succédé un nouveau parti. C'est lui qui commande. Il est incarné loyalement au début par deux hommes, par Rocco De Donatis, mais aussi par l'ex-asseesseur mussolinien Alfredo Esposito. Quand Rocco sera accusé d'être allé à Varsovie rencontrer une jeune femme revenant des camps de concentration russes, quelqu'un dans le genre d'Elinor Lipper, peut-être elle après tout, rien ne l'empêchera d'être exclu. Le parti, ce sera Alfredo Esposito et les fanatiques du catéchisme, incapables de voir quand l'esprit est faussé par la lettre et trahi par les actes.

Ce dernier roman de Silone est du même riche tonneau que **Fontamara**. Il en apprend plus sur l'Italie paysanne et sur les problèmes qui se posent à elle, et à nous, que de gros livres savants. Au fond, ce qui est vrai là-bas pour les paysans, ne l'est guère moins pour les ouvriers ; ce qui est vrai pour l'Italie l'est aussi pour la France. Avec des hommes et des femmes en chair et en os, sans faire de théories, en montrant agir quotidiennement les gens comme ils sont, Silone a fait un beau livre. Faulkner a dit, paraît-il, qu'il était le meilleur romancier italien actuel. Il est certainement un grand type. — P. M.

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

(Séance du 8 mars 1953)

LA CONFERENCE SOCIALISTE DE RANGOON

1) La causerie d'André Bidet.

André Bidet, délégué français de l'Internationale Socialiste à Rangoon, commence par évoquer devant nous l'ambiance de cette conférence asiatique :

— La ville même de Rangoon, capitale de la Birmanie, 750.000 habitants, est une cité pauvre mais souriante, située dans un pays bouddhique qui a obtenu de l'Angleterre son indépendance en 1948 : ses dirigeants, socialistes, ont opté pour une totale indépendance, en dehors du Commonwealth. C'est le seul pays du Sud-Est asiatique dirigé par un parti socialiste. Le P.S. birman, fondé en 1926, sous l'influence du Hollandais Sneevliet, est le plus ancien de la région. Après une première phase de « collaboration » avec les Japonais, le peuple birman organise la résistance. Dans cette seconde phase, la collaboration des communistes entraîna des illusions sur le rôle progressiste de Moscou. Mais les prêtres bouddhistes (le bouddhisme, doctrine de paix et d'espoir, est souvent présent, même chez les marxistes) furent un élément essentiel de cette résistance antijaponaise qui lui imprima un cachet très particulier. Après la libération de 1948, commence une période pénible de guerre civile et de rébellions, dont souffre encore le jeune Etat birman. Presque tous les chefs au pouvoir furent assassinés. C'est ce qui explique la jeunesse des dirigeants actuels ; en particulier le leader socialiste, Soetan Sjarir, est une figure remarquable d'esprit tolérant chez des dirigeants cruellement éprouvés par des adversaires implacables (réactionnaires et stalinien). Malgré la lutte de bandes armées, les assassinats, le gouvernement socialiste respecte la liberté de la presse et les droits essentiels de l'adversaire.

— Les représentants au Congrès sont essentiellement des Asiatiques (des Birmans, 26 Indonésiens, 87 Indiens, 28 Japonais, 3 Malais, 2 Pakistais et 3 Israéliens) ; mais il y eut également un Egyptien (qui quitta rapidement le Congrès, pour protester contre la présence des Israéliens) et des délégués de l'Internationale Socialiste européenne, des délégués de la Ligue communiste yougoslave, des observateurs des mouvements africains (Néo-Destour, M.T.L.D. et groupes noirs africains).

— La marche des débats fut très particulière : elle se fit surtout dans les séances de trois Comités

et dans les « séminaires » réservés aux questions diverses. Les quelques séances plénières ne firent qu'entériner les décisions des Comités.

— Il faut noter l'importance numérique et morale de la *représentation indienne*.

Le jeune mouvement socialiste de l'Inde s'est séparé organiquement du parti du Congrès il y a seulement quatre ans et garde encore un attachement sentimental à la personnalité de Nehru et à l'œuvre pacifiste de Gandhi. Il avait au moment de sa fondation 120.000 membres, faible représentation pour un pays comme l'Inde. Il obtint cependant 11 millions de voix aux dernières élections législatives, malgré ses divisions en deux partis et en tendances. Mais, actuellement, l'unification du mouvement socialiste de l'Inde semble acquise.

C'est dire que les 87 délégués indiens à Rangoon dominèrent souvent la marche des débats et représentent l'espoir de la « Troisième Force asiatique ».

— Quant aux Japonais (17 délégués du P.S. de gauche de tendance « neutraliste », hostiles au réarmement, et 11 délégués du P.S. de droite, pro-atlantiques si l'on peut dire, et partisans de l'entrée des Asiatiques dans l'Internationale Socialiste), ils représentaient le seul pays industrialisé d'Extrême-Orient et eurent, de ce fait, des réactions assez différentes de celles des autres délégations.

Après nous avoir ainsi exposé l'ambiance du Congrès, le camarade André Bidet nous a parlé des *diverses résolutions* votées, en insistant particulièrement sur les principes de base, les problèmes paysans communs à l'Asie, le problème de la Paix et celui de la libération des peuples encore colonisés.

— Principes et objectifs du socialisme :

Le préambule historique évita l'écueil d'une « théorisation » excessive et accepta l'essentiel des principes du socialisme démocratique européen, en condamnant formellement les régimes totalitaires (et en particulier le soi-disant communisme russe), en affirmant le rôle primordial de l'individu dans toute société progressiste (« le socialisme ne peut régner que dans la liberté : liberté de parole, de réunion, de religion »), en insistant sur le droit à l'existence des partis adverses (ce qui distingue les Asiatiques de la position titoïste) ; en condamnant l'inégalité des sexes et des castes (résolution votée par les délégués indiens) et en préconisant l'instruction du peuple.

— Parmi les *problèmes communs à toute l'Asie*, outre les *problèmes territoriaux* (en particulier celui du Cachemire, qui menace la paix de l'Inde et du Pakistan), où la résolution du Congrès fut en faveur de solutions non violentes ; outre les *problèmes religieux* (liés à la notion de castes bien souvent), le problème le plus brûlant, le plus ur-

gent à résoudre pour tous les Asiatiques, est certes celui de la *réforme paysanne*. La plupart des pays d'où venaient les délégués crévent de misère, de surpopulation, d'oppression féodale ; naguère encore, le colonialisme venait aggraver ces misères ancestrales. La politique agraire domine de loin le procès économique : l'industrialisation se pose, à petits pas, comme solution d'avenir ; la réforme agraire est la nécessité urgente du présent. Il faut d'abord nourrir de vastes couches d'exploités ; après viendra le reste.

Le Congrès a envisagé des mesures immédiates de redistribution démocratique des terres (comités agraires, coopératives), d'augmentation de la productivité (mécanisation légère, fermes expérimentales, organismes éducatifs, crédit agricole). C'est du succès agraire que dépend l'avenir de pays tels que la Birmanie socialiste ou l'Inde du Congrès ; c'est de lui que dépend la liquidation du communisme dans le Sud-Est asiatique : des masses familiales n'ont rien à perdre et sont prêtes à troquer leur misère contre n'importe quel système prometteur.

La terre au paysan, la liquidation du féodalisme et des restes du colonialisme, tel est le cri de ralliement de toutes les masses asiatiques.

A côté de cette planification paysanne, sous contrôle démocratique, le Congrès de Rangoon a préconisé des solutions prudentes dans le domaine industriel : encourager d'abord l'industrie légère (pour donner des outils agricoles au petit récoltant et non des tracteurs seulement), développer l'artisanat, construire quelques barrages. A l'exclusion du Japon, tous ces pays sont agricoles et l'industrie y est à l'état embryonnaire ; c'est dire qu'ils constituent un débouché rêvé pour l'industrie légère japonaise, et que la sympathie des Japonais pour un éventuel « Conseil économique asiatique », chargé d'organiser cette économie complémentaire, n'est pas désintéressée.

Mais il faut aussi des capitaux occidentaux, et les plans jusque-là proposés ne sont que des palliatifs (aide aux pays sous-développés, point IV de Truman, coopération internationale). « Les pays impérialistes, dirent les congressistes, nous doivent assistance comme réparation du préjudice causé par le régime colonial. » L'insuffisance de capitaux et de techniciens fait partie de l'héritage de ces pays exploités ; et l'assistance est un droit strict. Mais elle ne doit pas venir d'un seul pays (U.S.A., par exemple), ce qui risquerait de remplacer une tutelle politique par une tutelle économique aussi lourde. Les secours économiques doivent se faire par le truchement d'un organisme international (banque sous le contrôle des Nations Unies, organismes distributeurs également contrôlés par plusieurs). Il est assez émouvant de constater l'attachement de ces pays économiquement faibles à la Charte des Nations Unies, dont le maintien (même hypocrite) est vital pour ces jeunes nations d'Asie.

— *L'Asie et la paix mondiale* furent aussi l'objet d'une résolution importante.

Comme la Yougoslavie nouvelle, les socialistes asiatiques essayent de promouvoir une « troisième force », qui ne serait qu'une force d'arbitrage, dans le cadre des Nations Unies, face aux grands impérialismes qui se disputent la planète. Ce n'est pas du « neutralisme » pur, puisque le Congrès a formellement condamné tous les totalitarismes.

Mais présentement la Force seule domine le Monde. Souhaitons que nos camarades d'Asie réussissent à montrer aux « Grands » qu'ils ne sont pas une force négligeable, par leur masse de population, par leur position stratégique à la frontière de la Chine de Mao Tsé-tung.

La crainte de tous ces pays est, à juste titre, de devenir une nouvelle Corée. La Birmanie a une frontière commune avec la Chine et le Viet-Nam. C'est ce qui explique sans doute que le problème indochinois n'a pas été évoqué à cette conférence, si ce n'est par Bidet. Et pourtant la lutte anticolonialiste a été toujours présente, et la France s'est trouvée sur la sellette...

— *Les mouvements de libération dans les colonies* ont eu une place d'honneur. L'intransigeance absolue des socialistes asiatiques sur ces problèmes s'explique aisément et reflète avec fidélité l'état d'âme de tout un continent en voie de libération, où le terme « nationalisme » n'a pas le sens

péjoratif et impérialiste qu'il a acquis en Europe.

Le Congrès envisage une aide morale et matérielle immédiate à tous les mouvements de libération des peuples encore exploités par des Européens (Malaisie, Ouganda, Kénia, Afrique du Sud, Afrique du Nord française, et en particulier problème franco-tunisien). Des photos suggestives sur le « ratissage » du cap Bon tapissaient les murs du hall d'entrée au Congrès. Malgré une attaque assez maladroitement du délégué du Néo-Destour, dirigée plus contre les socialistes de la métropole que contre les colons, le Congrès a voté unanimement la résolution ci-dessous :

La Conférence Socialiste asiatique,

Exprime sa pleine sympathie au peuple nord-africain et sa solidarité avec lui dans la lutte qu'il mène actuellement pour sa liberté nationale.

Demande la libération immédiate de Habib Bourguiba, de Messadi et de tous les leaders nationalistes arrêtés depuis janvier 1952 en Tunisie, en Algérie et au Maroc.

Demande la restitution de tous ses pouvoirs au gouvernement légal tunisien.

Recommande la convocation, aussitôt que possible, d'une Conférence asiatique-africaine réunissant les chefs de tous les gouvernements pour discuter les moyens de venir en aide aux mouvements de libération d'Afrique du Nord.

Fait appel à tous les socialistes et autres organisations de la classe ouvrière pour démontrer leur solidarité avec le peuple d'Afrique du Nord.

Demande instamment au parti socialiste français et au mouvement de la classe ouvrière française de faire leurs ces décisions et d'entreprendre une action pour leur donner un effet immédiat.

— *La position des socialistes d'Asie en face des socialistes d'Europe* a été aussi nettement précisée.

Le climat après la conférence de Milan pouvait faire croire que les socialistes d'Asie étaient prêts à entrer dans l'Internationale socialiste.

L'atmosphère était tout autre à l'ouverture de la Conférence de Rangoon ; la Conférence de l'O.N.U. qui s'était tenue dans l'intervalle avait créé un climat de suspicion.

Les contacts humains au cours de la Conférence permirent d'alléger quelque peu ce climat de défiance. Ce ne fut pas la rupture, mais ce ne fut pas l'intégration. Si les congressistes acceptent des contacts permanents à tous les échelons, et même le principe d'une double appartenance pour certains, s'ils ne veulent pas vivre égoïstement « en vase clos », ils ne veulent pas non plus se lier les mains en s'intégrant à des organismes occidentaux, qui combattent bien mollement le colonialisme. Et les responsabilités de la France sont grandes en cette matière.

Attachés à la culture française, ne fût-ce que pour réagir contre l'influence anglaise si récente, les Birmans en particulier sont foncièrement hostiles à la politique actuelle de la France.

2) La discussion.

Elle fut trop courte à notre gré. Mais l'étendue du sujet aurait nécessité trop de temps.

Des camarades évoquèrent tour à tour :

— Les rapports amicaux des socialistes asiatiques avec les communistes yougoslaves (malgré le principe du parti unique et de l'industrialisation intensive).

— La liaison organique des partis socialistes avec les syndicats, sur le modèle travailliste anglais, mais sans base ouvrière sérieuse, puisqu'il n'y a pas à proprement parler de prolétariat sud-asiatique : ce qui explique le rôle prédominant des intellectuels, qui paraît gros de danger à Monatte.

— Les mouvements insurrectionnels qui se prolongent encore en Birmanie : bandes communistes et trotskystes, révolte des Karens (en voie de résorption), le danger essentiel restant la présence de nationalistes chinois sur le sol birman, dans une région riche en wolfram (la Birmanie est le deuxième producteur du monde de ce minéral stratégique, après la Chine) ; l'importance de cette présence de partisans de Tchang Kai-chek semble telle aux dirigeants birmans qu'ils viennent de l'évoquer à

l'O.N.U., pour se mettre à couvert d'une contre-attaque de la Chine communiste ou d'une transformation de leur pays en nouvelle Corée. Le poids de la révolution chinoise de Mao pèse lourd dans ces pays agraires du Sud-Asiatique et les pousse à réaliser au plus vite la réforme agraire, en évitant de verser du sang inutilement, et en utilisant des méthodes démocratiques sur le plan local.

— Le dénuement extrême de ces pays, arrivés à l'indépendance dans un état de « table rase », explique la nécessité d'une aide extérieure venant des Nations Unies, malgré le danger que cela peut comporter. La réforme agraire, commencée en Birmanie par des méthodes violentes, momentanément freinée pour éviter des dépossessions brutales, a été reprise par le gouvernement. Mais il est bien évident qu'il ne pourra la mener sans aide extérieure.

En fait, l'effort de ces pays pauvres en faveur d'un socialisme démocratique est très courageux, mais manque encore de bases. Le meilleur, comme le pire, peut en sortir. Cela dépend des socialistes asiatiques, mais cela dépend aussi de la solidarité d'une Europe encore libre du joug stalinien.

★ ★

Le « Cercle Zimmerwald » a publié le communiqué suivant :

A la suite du procès de Tananarive, au cours duquel furent condamnés le 6 novembre 1948 les parlementaires malgaches, de nombreux autres procès se sont déroulés à Madagascar.

La plupart des inculpés ne bénéficient d'aucune des garanties prévues par le code d'instruction criminelle. Des condamnations à mort et aux travaux forcés ont été infligées par les tribunaux militaires ou les cours criminelles. Certaines condamnations à mort ont déjà été exécutées. De nombreux détenus subissent leur peine de travaux forcés dans des conditions inhumaines.

L'opinion métropolitaine doit être mise devant ses responsabilités.

Le « Cercle Zimmerwald », réuni en assemblée générale le 9 février 1953, a déjà adressé un pressant appel à la présidence de la République, après le rejet du pourvoi de 18 condamnés à mort.

Une loi d'amnistie vient d'être votée par l'Assemblée nationale en faveur des collaborateurs et de certains condamnés de droit commun ; il est impensable qu'on n'y adjoigne pas le cas des condamnés politiques de l'Union française, et en particulier celui des Malgaches. Sans même attendre l'extension de l'amnistie en leur faveur, nous voulons espérer que M. le Président de la République voudra bien user de son droit de grâce.

Ne pas faire preuve de clémence plusieurs années après la « rébellion » de Madagascar serait un aveu de faiblesse et le plus sûr moyen d'encourager la propagande démagogique des agents totalitaires de l'Etat russe.

REUNION DU DIMANCHE 12 AVRIL

Les membres du Cercle Zimmerwald se réuniront le dimanche 12 avril à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris-7^e. Métro Solferino.

Le camarade J. Humbert-Droz, militant de l'Internationale Communiste dans ses toutes premières années et actuellement secrétaire général du Parti Socialiste Suisse fera un exposé sur les conséquences de la mort de Staline. Une libre discussion suivra, comme d'ordinaire.

Nos camarades sont priés d'amener leurs amis que l'activité du Cercle Zimmerwald intéresse.

**QUAND ON A LU LA « R. P. »
ON N'OUBLIE PAS DE SE
REABONNER.**

CERCLE PELLOUTIER DE LYON

Prochaine réunion le vendredi 10 avril à 20 h. 30, Café du Dauphiné, 3, cours Gambetta. « Le problème des salaires ; la lutte des travailleurs pour l'augmentation des salaires ; pour la réduction des heures de travail. Y a-t-il une solution en régime capitaliste ? »

CERCLE D'ALGER

Un cercle d'études culturelle, social et artistique fonctionne au 7, avenue de la Marne, à Alger. Les camarades susceptibles d'y apporter leur coopération sur les questions économiques, sociales ou linguistiques sont priés de s'y adresser, ainsi que les éventuels prêteurs ou donateurs de livres, revues et journaux. Permanence tous les jours sauf dimanche, de 18 à 20 heures.

Pour la solidarité

Le vivace sentiment de solidarité qui a fait l'originalité et la grandeur de la classe ouvrière dans ses plus tragiques épreuves ne pouvait rester à l'abri de la démoralisation du mouvement ouvrier. Là où l'esprit partisan l'emporte, le geste spontané et vrai de solidarité ne peut souvent plus se traduire en un acte réel.

Des militants ouvriers appartenant aux diverses centrales ou à des mouvements socialistes, anarchistes, pacifistes ou simplement culturels ont créé une « Union indépendante des comités de défense sociale et d'entraide ». Parmi ceux qui ont pris cette initiative, il y a des anarchistes, des militants de la C.N.T., des militants du journal *Démocratie prolétarienne*, des militants F.O., C.G.T. ou Autonomes, des membres du parti socialiste, des membres du Service Civil International, etc. Mais leur but n'est pas, par la solidarité pratique, de servir indirectement la propagande de telle ou telle organisation. Il s'agit de venir en aide aux victimes de toutes les répressions patronales et policières, qu'elles soient de France, d'Afrique du Nord ou d'ailleurs. Non en fonction des opinions qu'on peut avoir sur les actes qui sont à l'origine de la répression, mais en fonction de celle-ci seulement et parce que les victimes sont des victimes.

On peut ne pas approuver l'objection de conscience, on doit néanmoins venir au secours des objecteurs impitoyablement condamnés. On peut ne pas approuver le nationalisme arabe, on doit venir en aide aux victimes arabes du nationalisme français.

Certains cas ne soulèvent pas de problème : il faut venir en aide aux vieux militants qui trop souvent achèvent leur rude vie dans la misère et l'oubli ; il faut lutter pour faire respecter le droit d'asile aux proscrits et aux exilés politiques.

D'autres cas sont plus délicats, mais le mouvement de solidarité doit savoir distinguer le militant désintéressé qui parfois peut se tromper et servir, plus ou moins consciemment, les régimes totalitaires et, d'autre part, le dirigeant stipendié.

Défendre les défenseurs de la liberté et pour cela n'avoir rien de commun avec les agents totalitaires.

Pas de « chasse aux sorcières » !

Le C.D.S.E., formé de militants conscients de ces exigences, fait appel à tous ceux qui seront convaincus de la nécessité de cette action. Renseignements auprès d'Aimé Capelle, 9, avenue Secrétan, Paris (19^e). C.C.P. Paris 7622-88.

La carte du C.D.S.E. : 20 francs ; le timbre mensuel : 50 francs. — G. W.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »,
232, rue de Charenton, Paris-12^e

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 25 FEVRIER. — Réunion à Londres du Comité exécutif du Labour Party qui reproche aux chefs trade-unionistes d'attaquer les bevanistes et à ceux-ci d'organiser des conférences publiques.

JEUDI 28 FEVRIER. — Le chah d'Iran annonce dans la même journée qu'il va quitter le pays — et ensuite qu'il renonce à son départ.

LUNDI 2 MARS. — La Turquie, la Grèce et la Yougoslavie signent à Ankara un pacte d'amitié. Elections au Chili. Les résultats ne sont pas publiés, ils donneraient la majorité aux partis d'opposition.

MARDI 3 MARS. — Manifestation à Téhéran du parti toudeh, paracommuniste.

JEUDI 5 MARS. — Mort de Staline.

VENDREDI 6 MARS. — Malenkov devient président du Conseil de l'U.R.S.S. Le maréchal Vorochilov remplace Chernik à la présidence du Conseil suprême.

LUNDI 9 MARS. — Fin des entretiens anglo-américains de Washington.

MERCREDI 11 MARS. — Vote de la loi d'amnistie par l'Assemblée nationale.

SAMEDI 14 MARS. — Mort de Klement Gottwald, président de la république tchécoslovaque. Dissolution de la Diète japonaise, à la suite d'un vote hostile au gouvernement.

DIMANCHE 15 MARS. — Réunion du Parlement de l'U.R.S.S., où Malenkov prononce un discours « pacifique ».

LUNDI 16 MARS. — Arrivée de Tito à Londres.

MARDI 17 MARS. — Manifestation dans le gaz de la région parisienne, pour protester contre l'application de l'accord sur les salaires.

MERCREDI 18 MARS. — Dans le Sertao, région du nord-est du Brésil, la sécheresse provoque une famine catastrophique.

VENDREDI 20 MARS. — Khrouchtchev devient secrétaire du Comité central du parti communiste russe, à la place de Malenkov.

SAMEDI 21 MARS. — Zapotocky devient président de la république tchécoslovaque. Conseil national du parti socialiste à Puteaux.

LUNDI 23 MARS. — Nouvelles poursuites contre des militants de la C.G.T.K. pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat.

MARDI 24 MARS. — Le gouvernement doit demander 80 milliards d'avances supplémentaires à la Banque de France.

Petites nouvelles

— Le congrès mondial de la C.I.S.L. se tiendra à Stockholm du 4 au 11 juillet.

— Le D.G.B. (la C.G.T. allemande de l'Ouest) a terminé l'année 1952 avec un total d'adhérents de 6.047.387.

— La deuxième session du Collège syndical d'Asie s'est ouverte à Calcutta le 15 février. Une trentaine d'étudiants envoyés par les Syndicats de l'Inde, du Japon, de la Malaisie, du Pakistan, de la Thaïlande, des Philippines y ont pris part.

— La Fédération internationale des Travailleurs de la Terre vient de publier une brochure « Un avenir meilleur pour les ouvriers des plantations », dans laquelle C.-J. Verluys étudie les conditions d'existence de ces travailleurs et les luttes envisagées pour les améliorer.

— L'A.F.L. a mis en demeure le syndicat des dockers de New-York de se séparer avant le 30 avril de certains dirigeants convaincus de corruption par des compagnies maritimes. L'A.F.L. n'entend pas qu'un de ses syndicats abuse de l'autonomie et divise un mouvement tout entier.

— La C.G.T. tiendra un congrès à Paris du 7 au 12 juin

D'où vient l'argent ?

DU 25 FEVRIER AU 25 MARS 1953

RECETTES

Abonnements :		
Ordinaires	41.395	
Soutien	33.500	74.895
Souscription		5.300
Vente		3.272
Souscription pour les Tunisiens		6.000
Divers		660
		<hr/>
		90.127
En caisse et chèques postaux		154.230
		<hr/>
		244.357

DEPENSES

Impression, papier	89.086
Timbrage, routage, expédition	6.611
Frais généraux	1.764
Téléphone	3.235
	<hr/>
	100.696
Solde au 25 mars :	
Caisse	9.900
Chèques postaux	133.761
	<hr/>
	143.661
	<hr/>
	244.357

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Derieu (Loire) 1.500 ; Deleau (Gironde) 2.000 ; Martinollet (Aude) 1.000 ; Dreux (Alpes-Maritimes) 1.500 ; Walusinski (Paris) 2.000 ; N. (Var) 1.500 ; Spinetta (Seine-et-Marne) 2.000 ; Limbour (Paris) 2.000 ; Josette et Jean Cornec (Finistère) 1.500 ; Collinet (Paris) 1.000 ; Mougeot (Haute-Marne) 1.000 ; Laumière (S.-et-O.) 1.000 ; Sirieix (Rhône) 1.100 ; Bouvier (Hautes-Alpes) 1.000 ; Maure (Seine) 1.000 ; Teulé (Paris) 1.400 ; Leroy (Seine) 1.000 ; Dely (Landes) 1.000 ; Gassies (Landes) 1.000 ; Courdavault (Charente-Inférieure) 1.500 ; Bourrillon (Paris) 1.500 ; Christophe (Paris) 2.000 ; Haller (Seine) 1.000 ; Charbit (Haute-Garonne) 1.000 ; Aucouturier (Paris) 1.000. — Total : 33.500 francs.

LA SOUSCRIPTION

T'Kint (Seine) 300 ; Lèbre (Ardèche) 100 ; Le Clouérec (Ille-et-Vilaine) 100 ; Saumonneau (Seine) 300 ; Héran (Aveyron) 300 ; Lermillier (Oise) 100 ; P. B. (Paris) 150 ; Borie (Gironde) 200 ; Talon (Loire) 100 ; Langlois (Seine) 100 ; A.-V. Jacquet (Rhône) 500 ; Lain Diez (Chili) 850 ; Maréchal (Paris) 300 ; « Franc-Tireur » (Paris) 300 ; Ferres (Seine) 500 ; Aubin (Seine-et-Marne) 200 ; Dommanget (Oise) 500 ; Leclerc (Paris) 100 ; Clermonté (Seine) 300. — Total : 5.300 francs.

LA SOUSCRIPTION POUR LES TUNISIENS (Dixième liste)

A.-V. Jacquet (Rhône) 500 ; D. Martinet (Paris) 5.000 ; Pons (Ain) 500. — Total : 6.000 francs
Total au 25 mars : 50.250 francs.

LE MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 27 février 1953	1.338
Abonnements nouveaux	11
	<hr/>
	1.349
Désabonnements et suppressions	9
	<hr/>
Total au 29 mars 1953	1.340

LES NOUVEAUX ABONNES

Paris 4 ; Côte-d'Or 1 ; Gironde 1 ; Loire 3 ; Rhône 1 ; Tunisie 1. — Total : 11.

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie
198, AVENUE DU MAINE PARIS-XIV^e
C. C. P. 5450.00 Paris — SUP. 66-71

Francs

Pierre Bigo : Marxisme et humanisme	720
<i>(Introduction à l'œuvre économique de Karl Marx)</i>	
Patrick Lehideux : Ford, entreprise internationale	500
<i>(D'abord simple entreprise capitaliste, Ford est devenue une force mondiale, une puissance économique, comme la Suisse ou la Suède)</i>	
Charles Baudelaire : Pauvre Belgique	600
<i>(« Pauvre Belgique » est le dernier en date des inédits que Baudelaire laissait en mourant, le dernier qu'il ait écrit et aussi le dernier à connaître la publication)</i>	
Manès Sperber : La baie perdue	690
<i>(Cet ouvrage couronne un des plus grands témoignages romanesques de notre temps sur la vie et la conscience d'un révolutionnaire)</i>	
Dedijer : Tito parle	900
<i>(Tito vit, parle et s'explique dans ces pages)</i>	
Michel Ragon : Histoire de la littérature ouvrière	510
<i>(Du moyen âge à nos jours, avec une préface par Edouard Dolléans)</i>	

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT
DE « LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE »

Semaines d'études en Angleterre

Syndicalistes qui désirez entrer en contact avec des camarades des syndicats anglais, participez aux semaines d'études du

NATIONAL COUNCIL OF LABOUR COLLEGES

(Conseil National des Collèges du Travail, la grande organisation d'éducation ouvrière qui travaille en liaison avec les T.U.C.).

1. **Près de Londres** (Dorking, Surrey), du 4 au 11 juillet et du 11 au 18 juillet.
2. **Près de Sheffield** (à Wortley), du 18 au 25 juillet.
3. **Edimbourg**, du 25 juillet au 1^{er} août et du 1^{er} au 8 août.

SUJETS TRAITÉS

- Les problèmes de la gestion industrielle pour les syndicalistes.
- Le contrôle ouvrier.
- Tâches actuelles du mouvement ouvrier britannique.
- L'histoire et la politique du mouvement trade-unioniste.

Frais de séjour pour une semaine : 5 livres 15 shillings.

Inscriptions et renseignements : N.C.L.C., TILLCOUNTRY, Scotland.